

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION EXTRAORDINAIRE 1995 (*)

TABLEAU DES PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS CONSIDERES COMME NON AVENUS ⁽¹⁾

SOMMAIRE :

Pages

A. PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS DEPOSES A LA CHAMBRE (CLASSES D'APRES L'ETAT DE LA PROCEDURE)

I. — Projets de loi et propositions dont l'examen est terminé en commission	2
II. — Projets de loi et propositions en commission	3
1) Affaires sociales	3
Sous-commission chargée de l'examen du statut social des artistes	6
2) Agriculture et Classes moyennes	6
3) Budget	7
4) Défense nationale	7
5) Droit commercial et économique	8
6) Economie, Politique scientifique, Education et Institutions scientifiques et culturelles nationales	8
7) Finances	9
8) Infrastructure	13
9) Intérieur, Affaires générales et Fonction publique	14
10) Justice	20
11) Naturalisations	30
12) Revision de la Constitution, règlement des conflits et réformes institutionnelles	30
13) Règlement et réforme du travail parlementaire	34
14) Relations extérieures	34
15) Santé publique et environnement	36
16) Commissions réunies	38
17) Commission spéciale – Organisation de la future Chambre et statut du futur député	39
Commission spéciale – Accord de Schengen (dissoute)	39
III. — Propositions qui n'ont pas été renvoyées en commission	40
B. PROJETS DE LOI ADOPTES ET TRANSMIS PAR LE SENAT	41

⁽¹⁾ L'article 1^{er}, premier alinéa, de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés dispose que :

« En cas de dissolution des deux Chambres, sont considérés comme non avendus, les projets et propositions de loi qui n'ont été adoptés ni par l'une ni par l'autre Chambre dissoute ou qui ont été adoptés par l'une ou par l'autre Chambre dissoute plus de huit ans avant la dissolution. »

Toutefois l'article 18 de la loi du 6 avril 1995 organisant la Commission parlementaire de concertation prévue à l'article 82 de la Constitution et modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat prévoit que :

« Par dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés, les projets et propositions de loi qui n'auront pas été adoptés par les deux Chambres seront considérés comme non avendus lors du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants suivant l'entrée en vigueur du présent article. »

Toutefois, la Chambre des représentants sera ressaisie de plein droit des projets de loi accordant des naturalisations qui, après avoir été transmis par elle, seront pendants au Sénat.

(Remarque : le tableau comprend également les propositions autres que les propositions de loi).

A. — PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS DEPOSEES A LA CHAMBRE (CLASSES D'APRES L'ETAT DE LA PROCEDURE)

I. — Projets de loi et propositions dont l'examen est terminé en commission

a) Projet de loi que la commission propose d'adopter

Administration publique

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments.
Déposé(e) par le gouvernement, n° 1689/1 du 3 juillet 1991.
Amendements de MM. W. Draps et E. Knoops, n° 1689/2 du 12 juillet 1991.

Rapport de Mme F. Brepoels (**), n° 1689/3 du 13 juillet 1991.
Amendements de MM. W. Draps et E. Knoops, n° 1689/4 du 2 août 1991.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 18 octobre 1991.
Relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992.

b) Propositions de loi que les commissions proposent de ne pas adopter

Commune

Proposition de loi complétant l'article 22 de la nouvelle loi communale, relatif à la démission des conseillers et échevins.
Déposé(e) par M. P. Tant, n° 315/1 du 10 mars 1992.
Rapport de M. M. Van der Poorten, n° 315/2 du 16 juin 1992.

Guerre

1. Proposition de loi tendant à rouvrir les délais d'introduction des demandes d'octroi d'un des statuts de reconnaissance nationale.
Déposé(e) par M. J.-P. Detremmerie, n° 71/1 du 24 janvier 1992.
Amendement de M. G. Matagne, n° 71/2 du 24 février 1992.
Avis du Conseil d'Etat, n° 71/3 du 10 février 1994.
Rapport de M. J.-M. Delizée, n° 71/4 du 14 mars 1995.

2. Proposition de loi visant à l'octroi d'une indemnité forfaitaire aux anciens membres des forces belges de Grande-Bretagne et du Commonwealth.
Déposé(e) par MM. A. De Decker et H. Candries, n° 1664/1 du 12 janvier 1995.
Rapport de M. J.-M. Delizée, n° 1664/2 du 14 mars 1995.

Impôt

1. Proposition de loi modifiant l'article 106 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 535/1 du 19 juin 1992.
Rapport de M. F. Van den Eynde, n° 535/2 du 9 juin 1994.

2. Proposition de loi modifiant l'article 98, § 1^{er}, C, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 536/1 du 19 juin 1992.
Rapport de M. F. Van den Eynde, n° 536/2 du 9 juin 1994.

3. Proposition de loi modifiant l'article 98, § 1^{er}, A, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 537/1 du 19 juin 1992.
Rapport de M. F. Van den Eynde, n° 537/2 du 9 juin 1994.

Impôt indirect

Proposition de loi modifiant l'article 45 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.
Déposé(e) par M. A. Denys, n° 1236/1 du 29 novembre 1993.
Rapport de M. R. Daems, n° 1236/2 du 3 février 1995.

Incompatibilité

Proposition de loi instaurant une interdiction générale de cumuler des mandats politiques.
Déposé(e) par MM. P. Dewael et G. Verhofstadt, n° 998/1 du 7 mai 1993.
Rapport de M. D. Van Mechelen, n° 998/2 du 22 février 1995.

Pensions

Proposition de loi abaissant l'âge de la pension des mères occupant un emploi et ayant une carrière professionnelle.
Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 157/1 du 13 février 1992.
Rapport de M. J. Peeters, n° 157/2 du 24 juillet 1992.

II. — Projets de loi et propositions en commission

1. COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Accident du travail

1. Proposition de loi visant à modifier l'article 24 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.
Déposé(e) par Mme A.-M. Corbisier-Hagon, MM. Ph. Charlier et G. Hollogne, n° 1160/1 du 6 septembre 1993.
Rapporteur(s) : M. Th. Detienne.
2. Proposition de loi instaurant pour les sociétés d'assurances l'obligation de contracter pour leur personnel une assurance contre les accidents du travail auprès d'une autre société.
Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 685/1 du 14 octobre 1992.
Rapporteur(s) : M. Th. Detienne.

Aide sociale

1. Proposition de loi tendant à faciliter l'accès aux droits des sans-logis.
Déposé(e) par Mme A.-M. Corbisier-Hagon, n° 33/1 du 15 janvier 1992.
2. Proposition de loi accordant une allocation de chauffage aux bénéficiaires du revenu garanti aux personnes âgées ou du minimum de moyens d'existence.
Déposé(e) par M. J.-P. Perdieu, n° 72/1 du 24 janvier 1992.
Rapporteur(s) : Mme C. Burgeon.
3. Proposition de loi relative à la surveillance de l'évolution de la pauvreté et de l'exclusion sociale.
Déposé(e) par M. J. Peeters, Mme M. De Meyer et M. F. Dielens, n° 1675/1 du 19 janvier 1995.

Chômage

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.
Déposé(e) par Mme L. Onkelinx, n° 41/1 du 17 janvier 1992.
Repris(e) par M. Y. Mayeur, le 19 mars 1992.
2. Proposition de loi modifiant les conditions d'accès des bénéficiaires du minimum de moyens d'existence aux programmes de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand.
Déposé(e) par M. L. Peeters, n° 150/1 du 13 février 1992.
3. Proposition de loi visant à étendre l'intervention du fonds pour l'emploi aux jeunes à scolarité obligatoire à temps plein.
Déposé(e) par M. Ph. Charlier, n° 160/1 du 13 février 1992.
4. Proposition de loi concernant la résorption du chômage.
Déposé(e) par M. L. Michel, n° 258/1 du 28 février 1992.
5. Proposition de loi modifiant l'article 160 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage.
Déposé(e) par M. J. Sleenckx, n° 365/1 du 23 mars 1992.
6. Proposition de loi instaurant un système d'allocation pour les chômeurs âgés.
Déposé(e) par M. J. Sleenckx, n° 366/1 du 23 mars 1992.
7. Proposition de loi abrogeant les articles 80 à 88 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.
Déposé(e) par MM. J. Geysels et Th. Detienne, n° 403/1 du 14 avril 1992.

8. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.
Déposé(e) par M. E. Schuermans, n° 404/1 du 14 avril 1992.
9. Proposition de loi octroyant aux femmes à certaines conditions le droit aux allocations de chômage et aux indemnités de maladie après l'âge de 59 ans.
Déposé(e) par M. J. Sleenckx, n° 427/1 du 28 avril 1992.
Amendements de M. P. Breynne, n° 427/2 du 15 juillet 1992.
10. Proposition de loi modifiant la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires.
Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 447/1 du 13 mai 1992.
11. Proposition de loi modifiant l'article 103, § 2 de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses.
Déposé(e) par Mme A.-M. Corbisier-Hagon, n° 713/1 du 5 novembre 1992.
12. Proposition de loi modifiant la loi du 23 juillet 1993 portant des mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes.
Déposé(e) par M. J. Santkin, n° 1285/1 du 11 janvier 1994.
13. Proposition de loi modifiant l'article 36 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.
Déposé(e) par M. W. Draps, n° 1542/1 du 20 septembre 1994.
14. Proposition de loi visant à abroger l'article 73 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, relatif au cadre légal des agences locales pour l'emploi.
Déposé(e) par MM. Th. Detienne et J. Geysels, n° 1555/1 du 12 octobre 1994.
15. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposé(e) par Mme M. De Meyer, n° 1692/1 du 27 janvier 1995.

Congé de maternité

- Proposition de loi portant le congé de maternité à seize semaines.
Déposé(e) par M. J. Peeters, n° 294/1 du 6 mars 1992.
Rapporteur(s) : M. M. Olivier.

Contrat de travail

1. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail.
Déposé(e) par M. J. Sleenckx, n° 345/1 du 16 mars 1992.
2. Proposition de loi portant modification de l'article 39 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.
Déposé(e) par M. D. Grimberghs, n° 654/1 du 21 septembre 1992.

Fonction publique

- Proposition de loi modifiant la loi du 13 mai 1976 validant certaines nominations et promotions accordées dans des organismes d'intérêt public relevant du ministre de la Prévoyance sociale.
Déposé(e) par M. S. De Clerck, n° 1611/1 du 18 novembre 1994.

Jour férié

1. Proposition de loi instaurant un jour férié rémunéré le 11 juillet.
Déposé(e) par M. G. Annemans, n° 619/1 du 31 juillet 1992.
2. Proposition de résolution visant à créer, à titre exceptionnel, un jour férié légal le 8 mai 1995.
Déposé(e) par M. Ph. Charlier, n° 1472/1 du 7 juin 1994.
Rapporteur(s) : M. W. Draps.
3. Proposition de résolution relative à la reconnaissance des fêtes des communautés et des régions comme jours fériés légaux.
Déposé(e) par M. P. Van Grembergen, n° 1574/1 du 19 octobre 1994.

Licenciement économique

- Proposition de loi modifiant l'article 13 de la loi du 30 juin 1967 portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.
Déposé(e) par M. H. Coveliers, n° 92/1 du 30 janvier 1992.

Obligation alimentaire

1. Proposition de loi relative à la création et à l'organisation d'un Fonds national des créances alimentaires.
Déposé(e) par Mmes L. Onkelinx et C. Burgeon, n° 181/1 du 14 février 1992.
Repris(e) par M. Y. Mayeur, le 19 mars 1992 en remplacement de Mme L. Onkelinx.
2. Proposition de loi organisant le règlement des créances alimentaires par l'intermédiaire d'un Office national des créances alimentaires.
Déposé(e) par MM. Ph. Charlier, P. Beaufays, Mmes A.-M. Corbisier-Hagon et N. de T'Serclaes, n° 182/1 du 14 février 1992.

Pensions

1. Projet de loi relatif aux régimes de pensions complémentaires.
Déposé(e) par le gouvernement, n° 945/1 du 30 juin 1987.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 18 octobre 1991.
Relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992.
2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.
Déposé(e) par M. J.-P. Perdieu, n° 68/1 du 24 janvier 1992.
Rapporteur(s) : Mme C. Burgeon.
3. Proposition de loi fixant les modalités de la liquidation des arrérages échus et non payés en cas de décès du bénéficiaire d'une pension de travailleur salarié, d'une pension de travailleur indépendant, d'une rente, du revenu garanti aux personnes âgées ou d'une allocation aux handicapés.
Déposé(e) par M. L. Peeters, n° 173/1 du 13 février 1992.
Rapporteur(s) : Mme C. Burgeon.
4. Proposition de loi alignant la pension de retraite des travailleurs salariés réduite pour cause d'anticipation sur la pension minimum garantie pour travailleurs salariés.

Déposé(e) par MM. L. Peeters et F. Willockx (**), n° 186/1 du 14 février 1992.

Rapporteur(s) : MM. J. Peeters et J.-P. Perdieu.

5. Proposition de loi modifiant l'article 10, troisième alinéa, de la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées.
Déposé(e) par M. J. Peeters, n° 599/1 du 16 juillet 1992.
Rapporteur(s) : M. F. Poty.
6. Proposition de loi supprimant la discrimination entre hommes et femmes en ce qui concerne leur statut social en cas de poursuite d'une activité professionnelle salariée au-delà de soixante ans.
Déposé(e) par MM. L. Van Nieuwenhuysen et G. Annemans, n° 605/1 du 22 juillet 1992.
7. Proposition de loi octroyant, dans le secteur public, le montant minimum garanti de pension prévu pour un retraité marié à un retraité isolé avec charge d'enfant(s).
Déposé(e) par M. J. Peeters, n° 674/1 du 9 octobre 1992.
8. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées.
Déposé(e) par M. J.-P. Perdieu, n° 138/1 du 22 février 1994.
9. Proposition de loi modifiant l'article 72 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.
Déposé(e) par M. L. Goutry, n° 1346/1 du 7 mars 1994.
Rapporteur(s) : M. J. Peeters.

Prestation familiale

1. Proposition de loi assimilant les allocations familiales des travailleurs indépendants à celles du régime des travailleurs salariés.
Déposé(e) par M. J.-P. Detremmerie, n° 70/1 du 24 janvier 1992.
2. Proposition de loi abrogeant l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982 modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, et rétablissant le régime des allocations familiales en vigueur jusqu'au 31 mars 1983.
Déposé(e) par M. J.-P. Perdieu, n° 95/1 du 30 janvier 1992.
3. Proposition de loi instaurant un chèque-rentée pour chaque enfant en âge scolaire.
Déposé(e) par M. L. Michel, n° 112/1 du 11 février 1992.
Amendements de M. G. Matagne, n° 112/2 du 18 mars 1992.
4. Proposition de loi modifiant l'article 51, § 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.
Déposé(e) par Mmes C. Burgeon et L. Onkelinx, n° 132/1 du 12 février 1992.
Repris(e) par M. Y. Mayeur en remplacement de Mme L. Onkelinx, le 19 mars 1992.
Rapporteur(s) : M. Ch. Minet.
5. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 227 du 9 décembre 1983 fixant pour les appointés et salariés du secteur public et privé une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfants.
Déposé(e) par M. J. Peeters, n° 305/1 du 10 mars 1992.
6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 12 août 1985 portant exécution de l'article 62, § 6, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.
Déposé(e) par M. G. Matagne, n° 355/1 du 19 mars 1992.

7. Proposition de loi instaurant le salaire-éducation.
Déposé(e) par MM. L. Van Nieuwenhuysen et G. Annemans
et Mme M. Dillen, n° 694/1 du 22 octobre 1992.

8. Proposition de résolution relative à l'adaptation des suppléments d'âge octroyés dans le régime des allocations familiales.

Déposé(e) par M. L. Van Nieuwenhuysen, n° 1356/1 du 10 mars 1994.

9. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées du 27 mars 1951 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Déposé(e) par M. J. Van Hauthem, n° 1685/1 du 24 janvier 1995.

Rémunération du travail

1. Projet de loi modifiant l'article 5, § 6, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

Déposé(e) par le gouvernement, n° 1010/1 du 14 octobre 1987.

Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.

Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 18 octobre 1991.

Relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992.

2. Proposition de loi relative au chèque-repas.

Déposé(e) par M. M. Olivier, n° 134/1 du 12 février 1992.

Amendements du gouvernement et de M. W. Draps, n° 134/2 du 23 mars 1993.

Amendement du gouvernement, n° 134/3 du 20 octobre 1993.

Amendements de MM. J. Santkin et Ph. Charlier, n° 134/4 du 22 décembre 1993.

Amendements de Mme L. Nelis-Van Liedekerke et MM. W. Draps, D. Van Mechelen et L. Goutry, n° 134/5 du 19 janvier 1994.

Rapporteur(s) : M. J. Ansoms.

3. Proposition de loi visant à permettre l'utilisation des chèques-repas pour l'achat de biens non alimentaires.

Déposé(e) par MM. L. Michel, P. Hazette, E. Flamant (**), S. Kubla et D. Van Mechelen, n° 270/1 du 2 mars 1992.

Rapporteur(s) : M. J. Ansoms.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 23 juin 1976 instaurant un pécule de vacances en faveur de certaines catégories de personnes.

Déposé(e) par M. X. Winkel (**) et Mme V. Dua, n° 578/1 du 8 juillet 1992.

Santé publique

Proposition de loi instituant un dispositif d'indemnisation en faveur de personnes contaminées par le virus d'immunodéficience humaine à la suite de l'administration de produits sanguins.

Déposé(e) par MM. E. Bertrand et J. Simonet, n° 768/1 du 3 décembre 1992.

Sécurité du travail

1. Proposition de loi modifiant l'article 267 du règlement général pour la protection du travail relatif aux appareils de levage.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 453/1 du 15 mai 1992.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail.

Déposé(e) par M. J. Sleenckx, n° 1241/1 du 2 décembre 1993.

Sécurité routière

Proposition de loi renforçant la sécurité des travailleurs au cours de leurs déplacements entre le domicile et le lieu de travail.

Déposé(e) par M. J. Ansoms, n° 659/1 du 24 septembre 1992.

Sécurité sociale

1. Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 187/1 du 14 février 1992.

2. Proposition de loi relative au statut des artistes de spectacles en matière de sécurité sociale.

Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 234/1 du 27 février 1992.

3. Proposition de loi scindant la sécurité sociale en une sécurité sociale des bénéficiaires européens et une sécurité sociale des bénéficiaires non européens et organisant le financement autonome de celles-ci.

Déposé(e) par M. G. Annemans, n° 329/1 du 12 mars 1992.

4. Proposition de loi supprimant la condition de nationalité en matière d'allocations aux handicapés, de minimum de moyens d'existence et de revenu garanti aux personnes âgées et modifiant la condition de résidence en matière de prestations familiales garanties.

Déposé(e) par M. X. Winkel (**) et Mme V. Dua, n° 577/1 du 8 juillet 1992.

5. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 18 juin 1976 pris en exécution de l'article 46 de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique.

Déposé(e) par M. S. Kubla, n° 693/1 du 21 octobre 1992.

6. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le paiement forfaitaire des soins de santé primaires, la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Déposé(e) par M. L. Hancké, n° 791/1 du 9 décembre 1992.

7. Proposition de loi modifiant l'article 25 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Déposé(e) par M. J. Peeters, n° 1216/1 du 10 novembre 1993.

8. Proposition de loi relative au statut social des artistes de spectacle.

Déposé(e) par MM. J. Peeters, P. Hostekint et L. Peeters, n° 1257/1 du 10 décembre 1993.

Rapporteur(s) : M. Th. Detienne.

9. Proposition de loi modifiant l'article 61quinquies de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Déposé(e) par MM. R. Landuyt et J. Peeters, n° 1312/1 du 8 février 1994.

10. Proposition de loi améliorant la compétitivité des ateliers protégés agréés.

Déposé(e) par MM. M. Logist, J. Sleenckx et P. Hostekint, n° 1474/1 du 8 juin 1994.

11. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, en vue d'encourager l'emploi dans les ateliers protégés.

Déposé(e) par M. L. Pierco, n° 1531/1 du 6 juillet 1994.

12. Proposition de loi abrogeant l'article 3, 2°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du

27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.
Déposé(e) par M. S. De Clerck, n° 1610/1 du 18 novembre 1994.

13. Proposition de résolution relative à la scission de la sécurité sociale.
Déposé(e) par MM. G. Annemans et X. Buisseret, n° 1682/1 du 23 janvier 1995.

14. Proposition de loi modifiant la loi du 9 août 1963 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.
Déposé(e) par M. V. Anciaux, n° 1716/1 du 15 février 1995.

15. Proposition de loi relative à l'application de la sécurité sociale aux artistes.
Déposé(e) par MM. Ph. Busquin, Y. Mayeur et E. Tomas, n° 1728/1 du 2 mars 1995.
Annexe, n° 1728/2 du 23 mars 1995.

Sport

Proposition de loi soustrayant les sportifs à rémunération modique à l'application du droit du travail.
Déposé(e) par M. J. Van Eetvelt, n° 183/1 du 14 février 1992.

Syndicat

Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les organisations représentatives des travailleurs, la loi du 29 mai 1952 organique du Conseil national du travail.
Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 1174/1 du 22 septembre 1993.

Travail

1. Proposition de loi instituant le congé pour soins palliatifs.
Déposé(e) par M. M. Olivier, n° 161/1 du 13 février 1992.
Amendements de M. W. Draps, n° 161/2 du 16 juin 1994.
Rapporteur(s) : M. L. Goutry.

2. Proposition de loi créant un congé d'accueil en cas d'adoption ou de tutelle officieuse.

Déposé(e) par Mme A.-M. Corbisier-Hagon et M. P. Beau-fays, n° 257/1 du 28 février 1992.

Amendements de M. J. Sleenckx et Mme M. De Meyer, n° 257/2 du 28 mars 1995.

Rapporteur(s) : M. Ph. Charlier.

3. Proposition de loi adaptant la législation du travail à la loi relative à la majorité civile.

Déposé(e) par MM. J. Peeters et L. Peeters, n° 307/1 du 10 mars 1992.

Rapporteur(s) : M. B. Vandendriessche.

4. Proposition de loi instaurant le droit à l'interruption de carrière.

Déposé(e) par M. J. Peeters, n° 308/1 du 10 mars 1992.

5. Proposition de loi modifiant l'article 11bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en ce qui concerne la flexibilité du travail à temps partiel.

Déposé(e) par M. J. Sleenckx, n° 313/1 du 10 mars 1992.

6. Proposition de loi établissant le principe de l'égalité de traitement, sans distinction d'âge, pour ce qui concerne l'accès à l'emploi, la promotion professionnelle, la formation, la promotion sociale, l'accès aux professions indépendantes et les conditions de licenciement.

Déposé(e) par MM. F. Dielens, J. Peeters et J. Sleenckx, n° 835/1 du 24 décembre 1992.

7. Proposition de loi instituant une commission pour la répartition équilibrée et la revalorisation des tâches familiales non rémunérées.

Déposé(e) par Mme V. Dua et M. Th. Detienne, n° 1197/1 du 27 octobre 1993.

8. Proposition de loi instaurant le titre-service.

Déposé(e) par MM. W. Draps, D. Reynders et L. Michel, n° 1549/1 du 3 octobre 1994.

9. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Déposé(e) par Mme A.-M. Lizin, n° 1550/1 du 4 octobre 1994.

SOUS-COMMISSION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES CHARGÉE DE L'EXAMEN DU STATUT SOCIAL DES ARTISTES

Sécurité sociale

1. Proposition de loi relative au statut des artistes de spectacles en matière de sécurité sociale.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 234/1 du 27 février 1992.
Rapporteur(s) : M. Th. Detienne.

2. Proposition de loi relative au statut social des artistes de spectacle.
Déposé(e) par MM. J. Peeters, P. Hostekint et L. Peeters, n° 1257/1 du 10 décembre 1993.
Rapporteur(s) : M. Th. Detienne.

3. Proposition de loi abrogeant l'article 3, 2°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du

27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Déposé(e) par M. S. De Clerck, n° 1610/1 du 18 novembre 1994.

Rapporteur(s) : M. Th. Detienne.

4. Proposition de loi relative à l'application de la sécurité sociale aux artistes.

Déposé(e) par MM. Ph. Busquin, Y. Mayeur et E. Tomas, n° 1728/1 du 2 mars 1995.

Annexe, n° 1728/2 du 23 mars 1995.

Rapporteur(s) : M. Th. Detienne.

2. COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET DES CLASSES MOYENNES

Bail rural

Proposition de loi relative à la concession de terrains par les pouvoirs publics.

Déposé(e) par M. J. Van Looy et Mme T. Merckx-Van Goey, n° 1170/1 du 10 septembre 1993.

Avis du Conseil d'Etat, n° 1170/2 du 4 juillet 1994.

Rapporteur(s) : M. M. Bourgois.

Organisation de la profession

Proposition de loi modifiant l'article 34 de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes.

Déposé(e) par Mme M.-L. Stengers, n° 75/1 du 28 janvier 1992.

Rapporteur(s) : M. J. Canon.

Pensions

1. Proposition de loi tendant à octroyer aux travailleurs indépendants une pension de retraite et de survie au moins égale au montant annuel du revenu garanti aux personnes âgées.

Déposé(e) par Mme J. Delruelle (**) et M. A. Duquesne, n° 323/1 du 11 mars 1992.

2. Proposition de loi adaptant les pensions des travailleurs indépendants à l'évolution du bien-être général.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 669/1 du 7 octobre 1992.

Politique agricole

Proposition de loi visant à garantir un revenu agricole familial.

Déposé(e) par M. D. Ducarme, n° 121/1 du 11 février 1992.

Prestation familiale

1. Proposition de loi modifiant la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants.

Déposé(e) par Mme J. Delruelle (**) et M. A. Duquesne, n° 324/1 du 11 mars 1992.

2. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants.

Déposé(e) par Mme L. Nelis-Van Liedekerke, n° 1330/1 du 23 février 1994.

3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants.

Déposé(e) par M. J. Van Hauthem, n° 1686/1 du 24 janvier 1995.

Sécurité sociale

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants en vue de réduire le délai de carence en indemnisation.

Déposé(e) par MM. Ph. Charlier et P. Beaufays, n° 159/1 du 13 février 1992.

2. Proposition de loi harmonisant les délais en matière de cotisations sociales des travailleurs indépendants.

Déposé(e) par M. E. Bertrand, n° 501/1 du 5 juin 1992.

3. COMMISSION DU BUDGET

Comptabilité publique

Proposition de loi modifiant les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991.

Déposé(e) par MM. R. Daems, P. Dewael et E. Flamant (**), n° 588/1 du 10 juillet 1992.

4. COMMISSION DE LA DEFENSE NATIONALE

Armée

1. Proposition de loi modifiant certaines dispositions des lois sur la milice ainsi que les effectifs et les statuts de l'armée.

Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 421/1 du 24 avril 1992.

Rapporteur(s) : M. J. Van Hecke.

2. Proposition de résolution relative à l'instauration d'une armée de métier.

Déposé(e) par MM. D. Van Mechelen, J. Devolder et J. Demeulenaere, n° 503/1 du 9 juin 1992.

3. Proposition de loi portant création d'une commission mixte chargée d'une réflexion sur l'avenir des structures de nos forces armées, du service militaire, du rôle de la réserve, de la défense militaire du territoire et des moyens nécessaires à la politique de défense de la Belgique dans le cadre de ses alliances.

Déposé(e) par MM. A. De Decker et P. Dewael, n° 598/1 du 16 juillet 1992.

4. Proposition de résolution demandant de modifier le cadre de l'équipe d'intervention de l'hélicoptère Seaking.

Déposé(e) par M. D. Ramoudt, n° 1552/1 du 4 octobre 1994.

Etablissement public

Proposition de loi supprimant l'institution royale de Messines.

Déposé(e) par MM. L. Barbé, J. Caudron, Ph. Dallons, Mme A. De Maght-Aelbrecht et M. D. Van der Maelen, n° 1674/1 du 19 janvier 1995.

Rapporteur(s) : M. F. Saussus.

Incompatibilité

Proposition de loi instaurant une période d'interdiction de cinq ans pendant laquelle les anciens militaires ne peuvent exercer de fonction de direction, de conseil ou de gestion dans l'industrie de l'armement.

Déposé(e) par MM. J. De Bremaeker et J. Peeters, n° 1612/1 du 18 novembre 1994.

Service national

1. Proposition de loi accordant les mêmes droits aux militaires mariés et cohabitants en matière d'indemnité de milice.

Déposé(e) par M. J. Peeters, n° 1169/1 du 10 septembre 1993.

2. Proposition de résolution relative aux congés d'urgence pour motifs graves à octroyer aux miliciens et objecteurs de conscience de la levée 1993 et des levées antérieures.

Déposé(e) par MM. F. Saussus et H. Van Dienderen, n° 1725/1 du 1^{er} mars 1995.

5. COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Chèque

Proposition de loi relative à la sécurité des chèques.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 861/1 du 18 janvier 1993.

Enseignement

Proposition de loi modifiant l'article 15*bis* de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.
Déposé(e) par Mme A. Spaak (**), MM. G. Clerfayt et O. Maingain, n° 787/1 du 7 décembre 1992.

Entreprise

Proposition de loi visant la protection de la sous-traitance.
Déposé(e) par M. J.-P. Perdieu, n° 82/1 du 30 janvier 1992.

Opération de bourse

Proposition de loi relative à la certification d'actions par une société fiduciaire.
Déposé(e) par MM. S. De Clerck, J. Dupré et H. Candries, n° 1648/1 du 15 décembre 1994.

Organisation de la profession

1. Proposition de loi modifiant la loi du 21 février 1985 relative à la réforme du revisorat d'entreprises.
Déposé(e) par M. E. Knoops, n° 137/1 du 13 février 1992.

2. Proposition de loi créant un institut des juristes d'entreprise.
Déposé(e) par Mmes J. Delruelle (**), M.-L. Stengers et M. A. Duquesne, n° 346/1 du 16 mars 1992.

Société commerciale

1. Proposition de loi mettant la section VII des lois coordonnées sur les sociétés commerciales en concordance avec les principes du mouvement coopératif.
Déposé(e) par MM. W. De Vlieghere et J.-P. Viseur, n° 618/1 du 31 juillet 1992.

2. Proposition de loi modifiant l'article 80 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.
Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 1544/1 du 23 septembre 1994.

6. COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION ET DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES

Administration publique

Proposition de loi octroyant la personnalité juridique et l'autonomie administrative et scientifique aux dix établissements scientifiques nationaux de l'État qui dépendent du Ministre de la Politique scientifique.
Déposé(e) par M. H. Marsoul, n° 506/1 du 10 juin 1992.
Amendement de M. H. Marsoul, n° 506/2 du 17 janvier 1995.
Rapporteur(s) : M. E. Schuermans.

Archives

1. Proposition de loi abrogeant la loi du 24 juin 1955 relative aux archives et portant organisation des archives belges.
Déposé(e) par M. L. Hancké, n° 462/1 du 19 mai 1992.
Avis du Conseil d'État, n° 462/2 du 19 octobre 1992.
Amendement de M. L. Hancké, n° 462/3 du 26 avril 1993.
2. Proposition de loi relative aux archives des autorités publiques nationales.
Déposé(e) par M. H. Marsoul, n° 510/1 du 11 juin 1992.
3. Proposition de loi relative aux archives.
Déposé(e) par M. A. Bertouille, n° 1041/1 du 3 juin 1993.
Avis du Conseil d'État, n° 1041/2 du 18 octobre 1993.
Amendement de M. A. Bertouille, n° 1041/3 du 23 décembre 1993.

Arts

Proposition de loi relative aux institutions culturelles fédérales.
Déposé(e) par M. S. De Clerck, n° 1085/1 du 23 juin 1993.
Avis du Conseil d'État, n° 1085/2 du 11 octobre 1994.
Amendements de M. S. De Clerck, n° 1085/3 du 9 février 1995.
Rapporteur(s) : Mme L. Nelis-Van Liedekerke.

Assurance

Proposition de loi modifiant la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre et les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'État, en vue d'améliorer les possibilités et les procédures d'indemnisation des victimes de calamités naturelles.
Déposé(e) par M. L. Michel, n° 1583/1 du 27 octobre 1994.
Rapporteur(s) : M. G. Pierard.

Banque

Proposition de loi modifiant la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix.
Déposé(e) par M. G. Verhofstadt, n° 359/1 du 19 mars 1992.

Distribution de l'électricité

Proposition de loi modifiant la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique.
Déposé(e) par MM. L. Barbé et R. Dejonckheere, n° 1665/1 du 13 janvier 1995.

Droit pénal

Proposition de loi réprimant certaines fraudes relatives au kilométrage des véhicules.
Déposé(e) par Mme A.-M. Corbisier-Hagon, n° 1161/1 du 6 septembre 1993.
Rapporteur(s) : M. H. Candries.

Enseignement

Proposition de loi modifiant la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire.
Déposé(e) par MM. S. De Clerck et G. Vanleenhove, n° 926/1 du 3 mars 1993.

Marché public

Proposition de loi étendant l'application de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services au contrat d'assurance terrestre.

Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 686/1 du 14 octobre 1992.
Rapporteur(s) : M. S. Platteau.

Parlement national

Proposition de loi relative à la création d'un Comité mixte pour l'Evaluation des Choix scientifiques et technologiques au sein du Parlement belge.

Déposé(e) par MM. E. Baldewijns et Ch. Janssens, n° 1212/1 du 9 novembre 1993.

Repris(e) par M. A. Schellens, le 3 février 1994, en remplacement de M. E. Baldewijns.

Farde, n° 1212/2 du 3 février 1994.

Rapporteur(s) : M. H. Candries.

Politique énergétique

1. Proposition de loi instaurant un plan d'équipement pour le secteur du gaz naturel.

Déposé(e) par M. F. Dielens, n° 1619/1 du 24 novembre 1994.

2. Proposition de loi modifiant l'article 173, § 1^{er}, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 en ce qui concerne l'établissement d'un plan d'équipement pour le secteur de l'électricité.

Déposé(e) par M. F. Dielens, n° 1626/1 du 28 novembre 1994.

Amendements de M. J. Geysels, n° 1626/2 du 15 mars 1995.
Rapporteur(s) : M. E. Schuermans.

Protection de l'environnement

Proposition de résolution relative à l'installation de lignes à haute tension.

Déposé(e) par MM. L. Barbé et R. Dejonckheere, n° 1048/1 du 7 juin 1993.

Protection du consommateur

Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en ce qui concerne la répression de la publicité prématurée.

Déposé(e) par M. H. Olaerts, n° 1637/1 du 9 décembre 1994.

Radio et télévision

Proposition de loi modifiant la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision.

Déposé(e) par M. S. De Clerck, n° 1400/1 du 18 avril 1994.

Rapporteur(s) : M. H. Simons (**).

Règlement de la Chambre

Proposition de modification du Règlement de la Chambre visant à insérer un article 100^{ter} portant création d'un Comité d'avis des questions scientifiques et technologiques.

Déposé(e) par MM. J.-P. Poncelet, D. Ducarme, Mme T. Merckx-Van Goey et M. J. Devolder, n° 1203/1 du 3 novembre 1993.

Amendement de MM. Ch. Janssens, J.-P. Poncelet et A. Schellens, n° 1203/2 du 23 juin 1994.

Rapporteur(s) : M. H. Candries.

7. COMMISSION DES FINANCES

Administration publique

Proposition de loi tendant à rationaliser la gestion du patrimoine immobilier des pouvoirs publics.

Déposé(e) par M. D. Grimberghs, n° 1213/1 du 9 novembre 1993.

Cour des comptes

Proposition de loi modifiant la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes et la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes.

Déposé(e) par M. A. Bourgeois, n° 69/1 du 24 janvier 1992.

Entrepôt douanier

Proposition de loi modifiant la loi du 20 février 1978 relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire.

Déposé(e) par M. Cl. Eerdeken, n° 138/1 du 13 février 1992.

Garderie

Proposition de loi instaurant des titres-crèche dans les entreprises de moins de 100 travailleurs.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 114/1 du 11 février 1992.

Impôt

1. Proposition de loi permettant au contribuable de décider de l'affectation d'une partie de son impôt.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 116/1 du 11 février 1992.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre.

Déposé(e) par M. G. Verhofstadt, n° 358/1 du 19 mars 1992.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.

Déposé(e) par M. W. Cortois, n° 361/1 du 19 mars 1992.

4. Proposition de loi portant encouragement à la souscription ou à l'achat par les pensionnés et prépensionnés d'actions ou parts représentatives d'une fraction du capital social de sociétés belges.

Déposé(e) par M. G. Verhofstadt, n° 364/1 du 20 mars 1992.

5. Proposition de loi rétablissant la constitutionnalité en cas d'adaptation des taux d'imposition par arrêté royal.

Déposé(e) par MM. W. De Vlieghere et Ph. Defeyt, n° 621/1 du 31 juillet 1992.

6. Proposition de loi concernant la situation fiscale du conjoint aidant.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 678/1 du 9 octobre 1992.

7. Proposition de loi relative à l'octroi d'office de la réduction du précompte immobilier.

Déposé(e) par M. L. Peeters, n° 913/1 du 16 février 1993.

Repris(e) par M. G. Bossuyt, le 26 janvier 1995.

Farde, n° 913/2 du 26 janvier 1995.

Rapporteur(s) : M. Ph. Defeyt.

8. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus en vue de la relance de l'emploi.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 1182/1 du 8 octobre 1993.

9. Proposition de loi relative à l'institution et à l'organisation d'une banque-carrefour fiscale.

Déposé(e) par M. M. Olivier, n° 1255/1 du 10 décembre 1993.

Avis du Conseil d'Etat, n° 1255/2 du 14 mars 1995.

Rapporteur(s) : M. J. Taylor.

10. Proposition de loi instaurant une dotation aux communes compensant les moins-values fiscales résultant du statut des fonctionnaires de l'Union Européenne.

Déposé(e) par M. G. Clerfayt, Mme A. Spaak (**) et M. O. Maingain, n° 1487/1 du 10 juin 1994.

Impôt direct

1. Proposition de loi modifiant l'article 277 du Code des impôts sur les revenus.

Déposé(e) par M. Cl. Eerdekens, n° 52/1 du 24 janvier 1992.

2. Proposition de loi modifiant l'article 244 du Code des impôts sur les revenus.

Déposé(e) par M. Cl. Eerdekens, n° 60/1 du 24 janvier 1992.

3. Proposition de loi instaurant la déductibilité des frais relatifs à l'établissement ainsi qu'au fonctionnement des crèches en entreprise.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 176/1 du 14 février 1992.

4. Proposition de loi complétant l'article 119 du Code des impôts sur les revenus en vue de relancer le capital à risque.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 199/1 du 19 février 1992.

5. Proposition de loi instaurant le précompte immobilier libératoire.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 200/1 du 19 février 1992.

6. Proposition de loi modifiant les articles 45 et 188 du Code des impôts sur les revenus, au sujet de l'imputation du précompte immobilier.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 203/1 du 19 février 1992.

7. Proposition de loi modifiant l'article 10, §§ 1^{er} et 2, du Code des impôts sur les revenus.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 220/1 du 20 février 1992.

8. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus en vue de mettre les communes et agglomérations en possession des taxes additionnelles comprises dans les précomptes professionnels et les versements anticipés.

Déposé(e) par Mme A.-M. Corbisier-Hagon et M. J.-P. Detremmerie, n° 269/1 du 2 mars 1992.

9. Proposition de loi portant modification du régime des versements anticipés imposés aux indépendants et chefs de PME.

Déposé(e) par Mme J. Delruelle (**) et M. A. Duquesne, n° 322/1 du 11 mars 1992.

Rapporteur(s) : M. R. Daems.

10. Proposition de loi modifiant l'article 47 de la loi du 27 décembre 1984 portant des dispositions fiscales.

Déposé(e) par M. S. Kubla, n° 342/1 du 12 mars 1992.

11. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus.

Déposé(e) par M. G. Verhofstadt, n° 357/1 du 19 mars 1992.

12. Proposition de loi modifiant l'article 71 du Code des impôts sur les revenus en vue d'ajouter à la liste des charges déductibles les libéralités en argent faites aux organismes agréés de défense de l'environnement.

Déposé(e) par M. G. Verhofstadt, n° 360/1 du 19 mars 1992.

13. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus en faveur des personnes bénéficiant de revenus de remplacement.

Déposé(e) par Mme J. Delruelle (**) et M. E. Bertrand, n° 391/1 du 3 avril 1992.

14. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus en vue d'alléger la charge des emprunts immobiliers.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 417/1 du 24 avril 1992.

15. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne les versements anticipés.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 419/1 du 24 avril 1992.

16. Proposition de loi visant à abroger l'article 29 de la loi du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales.

Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 429/1 du 29 avril 1992.

17. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus.

Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 511/1 du 12 juin 1992.

Rapporteur(s) : M. R. Daems.

18. Proposition de loi modifiant l'article 104 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposé(e) par MM. J. Geysels et J. Morael (**), n° 704/1 du 27 octobre 1992.

19. Proposition de loi relative à la taxation des plus-values de cessation.

Déposé(e) par M. G. Matagne, n° 757/1 du 30 novembre 1992.

20. Proposition de loi sur la déduction des frais de restaurant.

Déposé(e) par MM. A. Damseaux et L. Michel, n° 773/1 du 4 décembre 1992.

21. Proposition de loi modifiant l'article 315, second alinéa, du Code des impôts sur les revenus 1992, coordonné le 10 avril 1992.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 866/1 du 20 janvier 1993.

22. Proposition de loi insérant un article 470bis dans le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre le versement régulier du produit des taxes additionnelles aux communes.

Déposé(e) par MM. C. Lisabeth et L. Peeters, n° 870/1 du 21 janvier 1993.

Rapport de M. J. Dupré, n° 870/2 du 30 mai 1994.

23. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne le revenu des biens immobiliers.

Déposé(e) par M. M. Olivier, n° 916/1 du 19 février 1993.

24. Proposition de loi exonérant du précompte immobilier les terrains affectés à la conservation de la nature.

Déposé(e) par M. H. Brouns, n° 1077/1 du 18 juin 1993.

Rapporteur(s) : M. K. Pinxten.

25. Proposition de loi instaurant des mesures fiscales visant à mettre en œuvre une politique nataliste.

Déposé(e) par M. J. Van Eetvelt, n° 1078/1 du 21 juin 1993.

26. Proposition de loi modifiant l'article 15, § 1^{er}, 1^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de lutter contre

l'inoccupation d'immeubles convenant au logement des familles.

Déposé(e) par M. F. Dielens, n° 1135/1 du 19 juillet 1993.

27. Proposition de loi modifiant l'article 128 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposé(e) par M. J. Ansoms, n° 1342/1 du 3 mars 1994.

28. Proposition de loi modifiant l'article 270 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposé(e) par MM. L. Barbé, W. De Vlieghere et Ph. Defeyt, n° 1419/1 du 2 mai 1994.

29. Proposition de loi modifiant l'article 104 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 1604/1 du 16 novembre 1994.

30. Proposition de loi modifiant l'article 145(1), 3°, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposé(e) par MM. E. Schuermans, C. Lisabeth, Y. Mayeur, J.-P. Poncelet et J. Taylor, n° 1669/1 du 17 janvier 1995.

31. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposé(e) par M. F. Van den Eynde, n° 1670/1 du 17 janvier 1995.

32. Proposition de résolution relative à l'amélioration du statut fiscal des travailleurs frontaliers belges employés aux Pays-Bas.

Déposé(e) par M. F. Dewinter, n° 1693/1 du 27 janvier 1995.

33. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposé(e) par MM. E. Van Vaerenbergh et H. Olaerts, n° 1713/1 du 15 février 1995.

Impôt indirect

1. Proposition de loi visant à exempter du droit d'enregistrement proportionnel les ventes et les échanges de la propriété de terrains affectés ou destinés à une exploitation agricole.

Déposé(e) par MM. E. Bertrand et G. Saulmont, n° 23/1 du 13 janvier 1992.

2. Proposition de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Déposé(e) par M. M. Lebrun, n° 31/1 du 15 janvier 1992.

3. Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en vue d'assurer un « tarif social » aux attributaires de certains revenus.

Déposé(e) par MM. Ph. Charlier et J.-P. Detremmerie, n° 108/1 du 7 février 1992.

4. Proposition de loi visant à supprimer la taxe sur les opérations de bourse.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 111/1 du 11 février 1992.

5. Proposition de loi visant à harmoniser les taux de TVA sur les produits culturels.

Déposé(e) par MM. L. Michel et S. Kubla, n° 115/1 du 11 février 1992.

6. Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en faveur du secteur de l'automobile.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 193/1 du 19 février 1992.

7. Proposition de loi modifiant l'article 143 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 195/1 du 19 février 1992.

8. Proposition de loi modifiant l'article 18 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 196/1 du 19 février 1992.

9. Proposition de loi modifiant l'article 54 du Code des droits de succession.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 197/1 du 19 février 1992.

10. Proposition de loi relative à la suppression du paiement obligatoire d'un acompte pour une certaine catégorie d'assujettis à la TVA.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 224/1 du 21 février 1992.

11. Proposition de loi complétant la loi du 11 mai 1967 relative au régime fiscal d'accise de la bière.

Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 232/1 du 27 février 1992.

12. Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en vue de réduire le taux de la TVA applicable aux biens et services fournis aux handicapés.

Déposé(e) par M. C. Lisabeth, n° 344/1 du 16 mars 1992.

13. Proposition de loi modifiant le Code des droits de succession.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 392/1 du 6 avril 1992.

14. Proposition de loi modifiant le Code des droits de succession en ce qui concerne les intérêts moratoires.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 418/1 du 24 avril 1992.

15. Proposition de loi modifiant la loi du 11 mai 1967 relative au régime fiscal d'accise de la bière, modifiée par la loi du 16 juin 1973 et la loi du 22 décembre 1989.

Déposé(e) par M. W. Cortois, n° 486/1 du 29 mai 1992.

16. Proposition de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'indexer les tranches des parts nettes sur lesquelles sont calculés les droits de donation.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 771/1 du 4 décembre 1992.

Rapporteur(s) : M. M. Olivier.

17. Proposition de loi abrogeant l'article 92, deuxième alinéa, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Déposé(e) par M. K. Pinxten, n° 843/1 du 8 janvier 1993.

18. Proposition de loi portant certaines mesures concernant les films d'horreur.

Déposé(e) par Mme M. Dillen, n° 937/1 du 8 mars 1993.

19. Proposition de loi réduisant le droit d'enregistrement en cas d'acquisition de terrains affectés à la conservation de la nature.

Déposé(e) par M. H. Brouns, n° 1086/1 du 23 juin 1993.

Rapporteur(s) : M. K. Pinxten.

20. Proposition de loi autorisant le paiement des droits de succession en nature, par la cession d'un bien immobilier.

Déposé(e) par M. H. Brouns, n° 1087/1 du 23 juin 1993.

Rapporteur(s) : M. K. Pinxten.

21. Projet de loi modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

Déposé(e) par le gouvernement, n° 1274/1 du 24 décembre 1993.

Rapporteur(s) : Mme A.-M. Lizin.

22. Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en vue d'imposer l'utilisation d'une caisse enregistreuse standardisée.

Déposé(e) par M. J. Sleenckx, n° 1289/1 du 17 janvier 1994.

23. Proposition de loi modifiant l'article 96 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, en ce qui concerne la taxe de mise en circulation.
Déposé(e) par M. J. Ansoms, n° 1302/1 du 26 janvier 1994.

24. Proposition de loi relative au report de l'entrée en vigueur des dispositions relatives aux écotaxes, de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat.
Déposé(e) par M. D. Reynders, n° 1372/1 du 23 mars 1994.

25. Proposition de loi étendant à de nouvelles catégories de bénéficiaires les avantages fiscaux octroyés lors de l'achat et de l'utilisation d'une voiture destinée au transport de personnes.
Déposé(e) par MM. G. Vanleenhove, M. Olivier et C. Lisabeth, n° 1374/1 du 24 mars 1994.

26. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée.
Déposé(e) par M. P. Dewael, n° 1445/1 du 25 mai 1994.

27. Proposition de loi modifiant l'article 39, § 1^{er}, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.
Déposé(e) par M. G. Annemans, n° 1448/1 du 26 mai 1994.

28. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.
Déposé(e) par M. M. Cordeel, n° 1485/1 du 10 juin 1994.

29. Proposition de loi modifiant l'article 52^o du Code des droits de succession.
Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 1638/1 du 9 décembre 1994.

30. Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente.
Déposé(e) par M. F. Van den Eynde, n° 1705/1 du 7 février 1995.

31. Proposition de loi modifiant l'article 92 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.
Déposé(e) par M. J. Canon, n° 1711/1 du 14 février 1995.

Institution financière

Proposition de loi modifiant la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public de crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit en vue de réaliser la privatisation des établissements publics de crédit.
Déposé(e) par MM. J. Gol (**), L. Michel, D. Reynders et J. Simonet, n° 1131/1 du 16 juillet 1993.

Jeu de hasard

1. Proposition de loi modifiant la loi du 22 juillet 1991 relative à la Loterie nationale.
Déposé(e) par MM. A. Denys, L. Pierco et D. Van Mechelen, n° 880/1 du 25 janvier 1993.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 22 juillet 1991 relative à la Loterie nationale.
Déposé(e) par M. J.-P. Viseur, n° 1746/1 du 15 mars 1995.

Marché public

1. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.
Déposé(e) par M. J.-P. Perdieu, n° 66/1 du 24 janvier 1992.

2. Proposition de résolution relative au renforcement du contrôle démocratique sur les marchés publics importants de travaux, de fournitures et de services.
Déposé(e) par MM. J. Peeters et C. Lisabeth, n° 1367/1 du 21 mars 1994.

Parlement national

Proposition de loi supprimant l'immunisation fiscale de la moitié de l'indemnité parlementaire.
Déposé(e) par M. L. Michel, n° 680/1 du 12 octobre 1992.

Pensions

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934 apportant des modifications à la législation sur les pensions et à l'article 17 de la loi du 29 octobre 1846 relative à la Cour des comptes, ainsi que la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, prévoyant le paiement intégral et immédiat des pensions du secteur public.
Déposé(e) par MM. A. Bertouille, E. Bertrand, A. Duquesne, S. Kubla et L. Michel, n° 180/1 du 14 février 1992.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit.
Déposé(e) par M. W. Cortois, n° 287/1 du 6 mars 1992.

Politique budgétaire

Proposition de loi organisant un effort national d'économie sur le budget des Voies et Moyens grâce aux timbres distribués dans les stations-service.
Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 559/1 du 1^{er} juillet 1992.

Politique économique

Proposition de résolution demandant la révision de la politique fiscale compte tenu de la crise structurelle que traverse actuellement l'économie.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 508/1 du 11 juin 1992.

Sécurité sociale

1. Proposition de loi immunisant une partie des rémunérations de charges sociales.
Déposé(e) par M. L. Michel, n° 151/1 du 13 février 1992.

2. Proposition de loi déterminant le revenu social global en matière d'allocations et d'avantages sociaux de toute nature.
Déposé(e) par M. M. Olivier, n° 1272/1 du 23 décembre 1993.
Rapporteur(s) : M. J.-P. Poncelet.

3. Proposition de loi modifiant l'article 320 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'interdire aux prestataires de soins de détacher la souche fiscale des attestations de soins.
Déposé(e) par M. J. Peeters, n° 1650/1 du 19 décembre 1994.

Sport

Proposition de loi créant un Fonds de sponsoring sportif.
Déposé(e) par M. L. Peeters, n° 149/1 du 13 février 1992.

Syndicat

Proposition de loi relative à la comptabilité ouverte des organisations syndicales.
Déposé(e) par MM. P. Dewael et E. Beysen, n° 844/1 du 8 janvier 1993.

Violence

Proposition de résolution visant à améliorer l'aide aux victimes d'actes de violence.

Déposé(e) par M. F. De Man, n° 1434/1 du 17 mai 1994.

8. COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE

Administration publique

1. Proposition de loi tendant à rationaliser la gestion du patrimoine immobilier des pouvoirs publics.
Déposé(e) par M. D. Grimberghs, n° 1213/1 du 9 novembre 1993.

Rapporteur(s) : M. J. De Mol.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} avril 1971 portant création d'une Régie des bâtiments.

Déposé(e) par M. M. Van der Poorten, n° 1360/1 du 16 mars 1994.

Rapporteur(s) : M. J. Van Eetvelt.

Aéroport

Proposition de loi modifiant la dénomination de l'aéroport national.

Déposé(e) par MM. L. Van Nieuwenhuysen et X. Buisseret, n° 1337/1 du 1^{er} mars 1994.

Circulation routière

1. Proposition de loi modifiant les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968.

Déposé(e) par M. J. Ansoms, n° 1653/1 du 21 décembre 1994.

2. Proposition de loi concernant le règlement administratif de certaines infractions à la législation sur la circulation routière.

Déposé(e) par MM. J. De Mol et A. Schellens, n° 1781/1 du 30 mars 1995.

Droit pénal

Proposition de loi instaurant l'immatriculation fédérale des bicyclettes.

Déposé(e) par MM. H. Van Dienderen et X. Winkel (**), n° 1094/1 du 29 juin 1993.

Amendement de MM. H. Van Dienderen, D. Grimberghs, J. De Mol, J. Van Eetvelt, X. Winkel (**), n° 1094/2 du 23 novembre 1993.

Rapporteur(s) : MM. V. Vautmans et D. Ramoudt.

Entreprise publique

Proposition de résolution visant à ouvrir un débat parlementaire sur l'évaluation de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et sur sa nécessaire adaptation.

Déposé(e) par M. Ph. Defeyt, Mme M. Vogels (**), MM. H. Simons (**) et H. Van Dienderen, n° 1578/1 du 24 octobre 1994.

Guerre

Proposition de loi visant à abroger l'article 161 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses.

Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 1025/1 du 25 mai 1993.

Immatriculation de véhicule

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 31 décembre 1953 portant réglementation de l'immatriculation des véhicules à moteur et des remorques.

Déposé(e) par M. J. Van Eetvelt, n° 140/1 du 13 février 1992.

2. Proposition de loi instaurant l'immatriculation des bicyclettes.

Déposé(e) par M. W. Taelman, n° 211/1 du 19 février 1992.

Amendement de M. W. Taelman, n° 211/2 du 26 novembre 1993.

Rapporteur(s) : MM. V. Vautmans et D. Ramoudt.

Médiateur

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 9 octobre 1992 relatif au service de médiation dans certaines entreprises publiques autonomes.

Déposé(e) par M. L. Van Nieuwenhuysen, n° 1554/1 du 12 octobre 1994.

Navigation aérienne

Proposition de loi réglementant l'aérostation.

Déposé(e) par MM. F. Wymeersch et X. Buisseret, n° 608/1 du 24 juillet 1992.

Amendements de M. F. Wymeersch, n° 608/2 du 12 janvier 1993.

Rapporteur(s) : M. D. Grimberghs.

Protection de l'environnement

Proposition de résolution visant à soutenir la résolution du Parlement européen sur le Livre vert de la Commission européenne relatif à l'impact des transports sur l'environnement.

Déposé(e) par MM. H. Van Dienderen, X. Winkel (**) et J. De Mol, n° 1062/1 du 11 juin 1993.

Radiodiffusion

Proposition de loi modifiant la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de teledistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision en ce qui concerne la transmission de signaux par des sociétés de télévision régionales non publiques.

Déposé(e) par MM. S. De Clerck et E. Van Rompuy, n° 755/1 du 27 novembre 1992.

Avis du Conseil d'Etat, n° 755/2 du 15 mars 1993.

Rapporteur(s) : M. H. Brouns.

Sécurité routière

1. Proposition de loi visant à renforcer le contrôle des freins et à imposer l'usage de ralentisseurs sur les poids lourds circulant en Belgique.

Déposé(e) par M. A. Damseaux, n° 117/1 du 11 février 1992.

2. Proposition de loi abrogeant les articles 24 et 25 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

Déposé(e) par MM. P. Dewael, E. Beysen, M. Cordeel et V. Vautmans, n° 609/1 du 24 juillet 1992.

3. Proposition de loi relative à l'accroissement de la capacité des carrefours pourvus de signaux lumineux de circulation.

Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 633/1 du 14 septembre 1992.

Rapporteur(s) : M. J. De Mol.

4. Proposition de loi facilitant le passage des conducteurs de bicyclettes aux signaux lumineux de circulation.

Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 634/1 du 17 septembre 1992.

Rapporteur(s) : M. J. De Mol.

5. Proposition de loi relative à l'accroissement de la capacité des autoroutes quant au nombre de personnes transportées.

Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 635/1 du 17 septembre 1992.

Rapporteur(s) : M. J. De Mol.

6. Proposition de résolution relative à la puissance et à la vitesse des véhicules.

Déposé(e) par M. J. De Mol, n° 933/1 du 5 mars 1993.

Amendement de M. J.-P. Viseur, n° 933/2 du 23 mars 1993.

Amendements de M. J. De Mol, n° 933/3 du 27 janvier 1994.

Amendement de M. J. De Mol, n° 933/4 du 10 février 1995.

Rapporteur(s) : M. Ch. Moyaerts.

7. Proposition de loi complétant les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968.

Déposé(e) par M. E. Demuyt, n° 964/1 du 30 mars 1993.

Rapporteur(s) : M. J. Van Eetvelt.

8. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Déposé(e) par M. X. Buisseret, n° 1051/1 du 9 juin 1993.

9. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité et l'arrêté royal du 6 mars 1975 relatif aux conditions d'homologation auxquelles doivent répondre les feux-brouillard arrière pour véhicules à moteur et leurs remorques.

Déposé(e) par M. K. Van Overmeire, n° 1080/1 du 22 juin 1993.

10. Proposition de loi interdisant l'organisation de compétitions automobiles sur des circuits situés entièrement sur la voie publique.

Déposé(e) par MM. H. Van Dienderen et W. De Vlieghere, n° 1151/1 du 23 juillet 1993.

11. Proposition de loi visant à imposer l'installation d'un enregistreur électronique de données d'accident à bord des véhicules automobiles.

Déposé(e) par MM. H. Van Dienderen et X. Winkel (**), n° 1192/1 du 25 octobre 1993.

12. Proposition de loi fixant les conditions d'aménagement des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km à l'heure.

Déposé(e) par MM. H. Van Dienderen et X. Winkel (**), n° 1230/1 du 24 novembre 1993.

13. Proposition de loi modifiant les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968, en vue d'inciter les conducteurs de véhicules à moteur à respecter l'interdiction de consommer de la drogue, des excitants et des médicaments.

Déposé(e) par M. J. Ansoms, n° 1301/1 du 26 janvier 1994.

14. Proposition de loi modifiant l'article 11.2 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, en ce qui concerne les limitations de vitesse.

Déposé(e) par MM. H. Van Dienderen et X. Winkel (**), n° 1401/1 du 18 avril 1994.

15. Proposition de loi portant obligation de présenter certains documents lors du contrôle technique d'un véhicule par un organisme agréé pour l'inspection automobile.

Déposé(e) par M. F. Poty, n° 1432/1 du 17 mai 1994.

16. Proposition de loi visant à limiter le nombre d'accidents de la circulation survenant le week-end et renforçant à cet effet les sanctions applicables aux jeunes qui conduisent le week-end sous l'effet de la boisson.

Déposé(e) par M. G. Annemans, n° 1449/1 du 26 mai 1994.

17. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la sécurité routière en vue de rendre obligatoire l'utilisation d'un système de retenue adapté pour les passagers, mineurs d'âge.

Déposé(e) par MM. V. Decroly et H. Van Dienderen, n° 1767/1 du 22 mars 1995.

Service postal

1. Proposition de loi visant à préserver la distribution des journaux à prix réduit.

Déposé(e) par M. H. Simons (**), n° 426/1 du 28 avril 1992.

Rapporteur(s) : M. H. Brouns.

2. Proposition de loi limitant l'octroi de la franchise postale et introduisant une sanction pénale en cas de non-respect des conditions de cette franchise.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 553/1 du 30 juin 1992.

Syndicat

Proposition de loi relative à la reconnaissance des syndicats à la SNCB.

Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 1173/1 du 22 septembre 1993.

Travail

Proposition de loi favorisant l'organisation des déplacements entre le domicile et le lieu de travail par l'établissement de plans de transports d'entreprise.

Déposé(e) par MM. J. Ansoms et L. Goutry, Mme L. Nelis-Van Liedekerke, MM. M. Olivier et B. Vandendriessche, n° 682/1 du 12 octobre 1992.

Amendement de M. D. Ramoudt, n° 682/2 du 24 novembre 1992.

9. COMMISSION DE L'INTERIEUR, DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Administration publique

Proposition de loi relative au délai de retrait par l'autorité compétente d'un acte administratif irrégulier.

Déposé(e) par MM. M. Olivier, H. Candries et W. De Vlieghere, n° 900/1 du 12 février 1993.

Avis du Conseil d'Etat, n° 900/2 du 15 juillet 1993.

Aide aux sinistrés

Proposition de loi réglant le fonctionnement de l'ASBL « Fonds National Rescue ».

Déposé(e) par M. J.-P. Detremmerie, n° 84/1 du 30 janvier 1992.

Armée

Proposition de loi supprimant l'enregistrement des pigeons voyageurs.

Déposé(e) par MM. J. Vande Lariotte et L. Peeters, n° 442/1 du 7 mai 1992.

Budget

Projet de loi portant premier ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1995.

Déposé(e) par le gouvernement, n° 1786/1 du 31 mars 1995.

Communautés et régions

Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de l'élection directe des présidents des gouvernements de région et de communauté.

Déposé(e) par MM. P. Dewael et A. Denys, n° 1420/1 du 2 mai 1994.

Commune

1. Proposition de loi accordant le titre de ville à la commune de Florenville.

Déposé(e) par M. J.-P. Poncelet, n° 25/1 du 14 janvier 1992.

2. Proposition de résolution visant à mettre fin à l'imposition de charges nouvelles pour les villes et communes.

Déposé(e) par M. Cl. Eerdeken, n° 48/1 du 24 janvier 1992.

3. Proposition de loi visant à mettre fin à l'imposition de charges nouvelles pour les villes et communes.

Déposé(e) par M. Cl. Eerdeken, n° 49/1 du 24 janvier 1992.

4. Proposition de loi modifiant les limites entre les communes de Grimbergen et de Vilvorde.

Déposé(e) par M. W. Cortois, n° 99/1 du 30 janvier 1992.

5. Proposition de loi fusionnant les communes d'Anderlecht, d'Auderghem, de Berchem-Sainte-Agathe, de Bruxelles, d'Etterbeek, d'Evere, de Forest, de Ganshoren, d'Ixelles, de Jette, de Koekelberg, de Molenbeek-Saint-Jean, de Saint-Gilles, de Saint-Josse-ten-Noode, de Schaerbeek, d'Uccle, de Watermael-Boitsfort, de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre en une nouvelle commune de Bruxelles et réglant certaines modalités et certains effets de cette fusion.

Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 102/1 du 3 février 1992.

6. Proposition de loi modifiant l'article 19 de la nouvelle loi communale, coordonnée par l'arrêté royal du 24 juin 1988.

Déposé(e) par M. W. Cortois, n° 301/1 du 9 mars 1992.

7. Proposition de loi modifiant l'article 15 de la nouvelle loi communale.

Déposé(e) par M. P. Tant, n° 318/1 du 10 mars 1992.

Rapporteur(s) : M. A. Schellens.

8. Proposition de loi relative à la protection des œuvres d'art.

Déposé(e) par MM. L. Michel et A. Bertouille, n° 320/1 du 11 mars 1992.

9. Proposition de loi modifiant la nouvelle loi communale. Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 326/1 du 12 mars 1992.

Amendements de M. J.-P. Viseur, n° 326/2 du 22 décembre 1992.

Amendement de M. E. Van Vaerenbergh, n° 326/3 du 6 juillet 1993.

Amendement de MM. G. Séneca et R. Thissen, n° 326/4 du 22 décembre 1994.

Rapporteur(s) : M. G. Séneca.

10. Proposition de loi organisant des conseils de district.

Déposé(e) par M. G. Annemans, n° 546/1 du 23 juin 1992.

11. Proposition de loi autorisant la création de conseils subcommunaux dans les villes de plus de 175 000 habitants.

Déposé(e) par MM. M. Van Peel, T. Van Parys, J. Ansoms, B. Vandendriessche et J. Van Hecke, n° 555/1 du 30 juin 1992.

Amendements de M. E. Beysen, n° 555/2 du 12 mai 1993.

12. Proposition de loi modifiant la nouvelle loi communale en ce qui concerne le régime disciplinaire.

Déposé(e) par M. J. Van Eetvelt, n° 573/1 du 6 juillet 1992.

13. Proposition de loi relative à la procédure de désignation des bourgmestres.

Déposé(e) par M. J. Pivin, n° 579/1 du 8 juillet 1992.

Amendements de M. J. Pivin, n° 579/2 du 30 septembre 1992.

14. Proposition de loi modifiant la nouvelle loi communale.

Déposé(e) par M. J. Van Eetvelt, n° 606/1 du 24 juillet 1992.

15. Proposition de loi modifiant l'article 248, § 1^{er}, de la nouvelle loi communale.

Déposé(e) par M. A. Bertouille, n° 657/1 du 21 septembre 1992.

16. Proposition de loi modifiant le titre V, chapitre II, de la nouvelle loi communale.

Déposé(e) par M. J. Van Eetvelt, n° 692/1 du 20 octobre 1992.

Rapporteur(s) : M. G. Vanleenhove.

17. Proposition de loi relative à la défusion d'Anvers et à la création d'une région urbaine.

Déposé(e) par M. H. Lauwers, n° 741/1 du 19 novembre 1992.

18. Proposition de loi visant à étendre à la subsidiation de services du secteur non-marchand la liste des dépenses obligatoires des communes.

Déposé(e) par M. D. Grimberghs, n° 758/1 du 30 novembre 1992.

19. Proposition de loi modifiant les limites communales entre Grimbergen, Vilvorde et Zemst.

Déposé(e) par MM. W. Cortois, L. Peeters et E. Van Rompuy, n° 845/1 du 8 janvier 1993.

20. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la désignation des bourgmestres et échevins, la nouvelle loi communale.

Déposé(e) par MM. L. Peeters et J. Vande Lanotte, n° 884/1 du 29 janvier 1993.

Rapporteur(s) : M. A. Schellens.

21. Proposition de loi modifiant l'article 5 de la nouvelle loi communale.

Déposé(e) par M. D. Grimberghs, n° 983/1 du 29 avril 1993.

22. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 24 juin 1988 déterminant l'orthographe du nom des communes.

Déposé(e) par M. L. Van Nieuwenhuysen, n° 1186/1 du 20 octobre 1993.

23. Proposition de loi modifiant la nouvelle loi communale.

Déposé(e) par MM. F. Dewinter et K. Van Overmeire, n° 1336/1 du 1^{er} mars 1994.

24. Proposition de loi relative à l'élection directe du bourgmestre.

Déposé(e) par MM. M. Verwilghen et E. Beysen, n° 1416/1 du 29 avril 1994.

25. Proposition de loi modifiant l'article 134bis de la nouvelle loi communale en vue d'étendre le droit au logement décent.

Déposé(e) par MM. H. Simons (**), Y. Mayeur et Mme M. Vogels (**), n° 1417/1 du 2 mai 1994.

Repris(e) par M. V. Decroly et Mme V. Dua, le 17 février 1995, en remplacement de M. H. Simons (**) et Mme M. Vogels (**).

Avis du Conseil d'Etat, n° 1417/2 du 28 octobre 1994.

Farde, n° 1417/3 du 17 février 1995.

26. Proposition de loi modifiant la nouvelle loi communale.

Déposé(e) par MM. M. Van houtte et L. Pierco, n° 1425/1 du 6 mai 1994.

27. Proposition de loi modifiant l'article 19 de la nouvelle loi communale et l'article 38 de la loi organique des centres publics d'aide sociale.

Déposé(e) par M. Gh. Hiance, n° 1509/1 du 22 juin 1994.

28. Proposition de loi modifiant l'article 71, 6°, de la nouvelle loi communale.

Déposé(e) par M. F. Dufour, n° 1684/1 du 23 janvier 1995.

29. Proposition de loi modifiant la loi du 10 mars 1980 relative à l'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux bourgmestres, aux échevins et aux présidents des conseils des centres publics d'aide sociale ou des anciennes commissions d'assistance publique.

Déposé(e) par M. A. Bertouille, n° 1696/1 du 30 janvier 1995.

30. Proposition de loi modifiant l'article 88 de la nouvelle loi communale.

Déposé(e) par M. F. Dewinter, n° 1718/1 du 15 février 1995.

31. Proposition de loi modifiant l'article 132 de la nouvelle loi communale.

Déposé(e) par M. H. Marsoul, n° 1729/1 du 2 mars 1995.

Conseil d'Etat

1. Proposition de loi modifiant l'alinéa 3 de l'article 87 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

Déposé(e) par M. Cl. Eerdeken, n° 53/1 du 24 janvier 1992.

2. Proposition de loi modifiant l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Déposé(e) par Mme N. de T'Serclaes et M. D. Grimberghs, n° 226/1 du 26 février 1992.

3. Proposition de loi modifiant l'article 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Déposé(e) par Mme T. Merckx-Van Goey et M. E. Van Rompuy, n° 264/1 du 28 février 1992.

Contrôle administratif

Proposition de loi de réforme du Comité supérieur de contrôle.

Déposé(e) par M. R. Landuyt, n° 1371/1 du 22 mars 1994.

Emploi des langues

1. Proposition de loi relative à l'emploi des langues sur les cartes d'identité.

Déposé(e) par M. J. Van Hauthem n° 369/1 du 25 mars 1992.

2. Proposition de loi modifiant l'article 21 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Déposé(e) par M. L. Van Nieuwenhuysen, n° 1193/1 du 26 octobre 1993.

3. Proposition de loi modifiant l'article 47 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Déposé(e) par M. L. Van Nieuwenhuysen, n° 1194/1 du 26 octobre 1993.

4. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Déposé(e) par M. L. Van Nieuwenhuysen, n° 1210/1 du 5 novembre 1993.

5. Proposition de loi modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Déposé(e) par M. L. Van Nieuwenhuysen, n° 1556/1 du 12 octobre 1994.

6. Proposition de résolution relative à l'emploi des langues par les ministres fédéraux.

Déposé(e) par M. P. Van Grembergen, n° 1581/1 du 27 octobre 1994.

Fonction publique

1. Proposition de loi portant création d'une Ecole Royale d'Administration.

Déposé(e) par M. A. De Decker, n° 98/1 du 30 janvier 1992.

2. Proposition de loi facilitant le recrutement dans les services publics des membres du personnel communal nommés à titre définitif et mis en disponibilité.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 175/1 du 14 février 1992.

3. Proposition de loi visant à instaurer l'interruption de carrière à mi-temps dans la fonction publique.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 177/1 du 14 février 1992.

4. Proposition de résolution en vue de postposer de 50 à 55 ans la limite d'âge maximale pour être nommé agent de l'Etat.

Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 239/1 du 27 février 1992.

5. Proposition de loi relative à la mise en disponibilité sur requête personnelle des fonctionnaires.

Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 700/1 du 27 octobre 1992.

6. Proposition de loi insérant un article 59bis dans les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 1712/1 du 15 février 1995.

7. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 1715/1 du 15 février 1995.

Force paramilitaire

Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie.

Déposé(e) par M. F. Dufour, n° 1452/1 du 30 mai 1994.

Gouvernement

Proposition de loi réglementant l'emploi des langues pour certains actes de l'autorité publique.

Déposé(e) par MM. E. Van Vaerenbergh et H. Olaerts, n° 1666/1 du 13 janvier 1995.

Grève

Proposition de loi garantissant la continuité des services publics en cas de grève.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 110/1 du 11 février 1992.

Handicapé

Proposition de loi portant suppression des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur utilisés par les handicapés.

Déposé(e) par Mmes T. Merckx-Van Goeij et A. Leysen, n° 214/1 du 19 février 1992.

Incompatibilité

1. Proposition de loi portant des mesures propres à renforcer l'indépendance et à préserver l'intégrité des membres des Chambres législatives, des Ministres et des Secrétaires d'Etat.

Déposé(e) par M. H. Coveliers, n° 101/1 du 3 février 1992.

2. Proposition de loi instaurant l'incompatibilité entre l'exercice d'une fonction ministérielle et d'une fonction parlementaire.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 113/1 du 11 février 1992.

3. Proposition de loi imposant la publication annuelle de l'état des revenus et du patrimoine des membres des organes exécutifs des autorités locales, et établissant certaines incompatibilités.

Déposé(e) par MM. H. Lauwers et P. Van Grembergen, n° 1050/1 du 9 juin 1993.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales quant aux incompatibilités.

Déposé(e) par MM. J.-P. Poncelet et R. Thissen, n° 1660/1 du 9 janvier 1995.

Intention de vote

Proposition de loi modifiant la loi du 18 juillet 1985 relative à la publication des sondages d'opinion et à l'octroi du titre d'« institut de sondage d'opinion ».

Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 551/1 du 29 juin 1992.

Intercommunale

1. Proposition de loi modifiant l'article 13 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales.

Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 89/1 du 30 janvier 1992.

Rapporteur(s) : M. P. Tant.

2. Proposition de loi modifiant l'article 24 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales.

Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 90/1 du 30 janvier 1992.

Rapporteur(s) : M. P. Tant.

3. Proposition de loi modifiant l'article 24 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales.

Déposé(e) par MM. J.-P. Viseur, M. Cheron et Mme V. Dua, n° 867/1 du 21 janvier 1993.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales.

Déposé(e) par M. A. Bertouille, n° 889/1 du 5 février 1993.

Juridiction administrative

Proposition de loi relative à la création de tribunaux administratifs de première instance.

Déposé(e) par M. M. Cheron et Mme V. Dua, n° 973/1 du 8 avril 1993.

Lutte anti-incendie

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 8 novembre 1967 portant, en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie.

Déposé(e) par M. J. Van Eetvelt, n° 1662/1 du 10 janvier 1995.

Milice privée

Proposition de résolution relative à l'encadrement légal de la formation de groupes de vigiles.

Déposé(e) par M. F. De Man, n° 1433/1 du 17 mai 1994.

Navigation aérienne

Proposition de loi interdisant les exhibitions aériennes et les vols à basse altitude.

Déposé(e) par MM. H. Van Dienderen et X. Winkel (**), n° 613/1 du 28 juillet 1992.

Organisation électorale

1. Proposition de loi modifiant l'article 176 du Code électoral.

Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 79/1 du 30 janvier 1992.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 9 août 1988 portant modification de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des centres publics d'aide sociale, de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux.

Déposé(e) par M. J.-P. Detremmerie, n° 83/1 du 30 janvier 1992.

3. Proposition de loi modifiant les articles 74, 74bis, 75, 76 et 77 de la loi électorale communale.

Déposé(e) par M. L. Peeters, n° 156/1 du 13 février 1992.
Amendements de MM. L. Peeters et J. Vande Lanotte, n° 156/2 du 28 janvier 1993.

4. Proposition de loi déterminant la composition et le chef-lieu des cantons des arrondissements électoraux de Bruxelles-Hal-Vilvorde et de Bruxelles-Nivelles.

Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 188/1 du 18 février 1992.

5. Proposition de loi réorganisant les arrondissements électoraux de la province de Brabant.

Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 190/1 du 18 février 1992.

6. Proposition de loi réorganisant l'arrondissement électoral de Bruxelles en cantons unilingues flamands dans l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde et en cantons bilingues dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Déposé(e) par M. F. Dielens, n° 277/1 du 4 mars 1992.

7. Proposition de loi adaptant le système de l'apparement.
Déposé(e) par M. P. Tant, n° 316/1 du 10 mars 1992.
8. Proposition de loi visant à renforcer les critères d'éligibilité des mandataires publics.
Déposé(e) par M. Cl. Eerdekens, n° 405/1 du 14 avril 1992.
9. Proposition de loi modifiant l'article 118 du Code électoral visant à empêcher le cumul de candidatures lors des élections législatives et provinciales.
Déposé(e) par M. V. Féaux (**), n° 483/1 du 27 mai 1992.
10. Proposition de loi interdisant de se porter candidat simultanément aux élections législatives et aux élections provinciales.
Déposé(e) par M. P. Tant, n° 562/1 du 1^{er} juillet 1992.
11. Proposition de loi complétant l'article 102 du Code électoral.
Déposé(e) par M. J.-P. Perdieu, n° 568/1 du 6 juillet 1992.
12. Proposition de loi modifiant le système électoral de la représentation proportionnelle.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 580/1 du 8 juillet 1992.
13. Proposition de loi modifiant l'article 22 de la loi électorale communale.
Déposé(e) par M. A. Bertouille, n° 760/1 du 30 novembre 1992.
14. Proposition de loi modifiant et démocratisant le système électoral par la suppression des votes de liste aux élections communales.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 761/1 du 1^{er} décembre 1992.
15. Proposition de loi modifiant et démocratisant le système électoral par la suppression des suppléants sur les listes électorales lors des élections provinciales.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 790/1, du 9 décembre 1992.
16. Proposition de loi modifiant les heures d'ouverture des bureaux de vote.
Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 813/1 du 17 décembre 1992.
17. Proposition de loi modifiant la loi provinciale du 30 avril 1836 et la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales.
Déposé(e) par M. M. Cheron et Mme V. Dua, n° 974/1 du 13 avril 1993.
18. Proposition de loi modifiant la procédure d'élection et de nomination du bourgmestre.
Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 1300/1 du 26 janvier 1994.
Rapporteur(s) : M. A. Schellens.
19. Proposition de loi généralisant le droit de vote.
Déposé(e) par MM. F. Dewinter et K. Van Overmeire, n° 1314/1 du 8 février 1994.
20. Proposition de loi relative au droit de vote et d'éligibilité, aux élections communales, des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne qui résident en Belgique.
Déposé(e) par M. G. Clerfayt, n° 1326/1 du 22 février 1994.
21. Proposition de loi organisant l'élection des candidats-bourgmestres.
Déposé(e) par MM. L. Michel, D. Reynders et J. Simonet, n° 1398/1 du 18 avril 1994.

22. Proposition de loi modifiant l'article 95 du Code électoral.
Déposé(e) par M. L. Van Nieuwenhuysen, n° 1553/1 du 12 octobre 1994.
23. Proposition de loi modifiant le Code électoral en vue d'augmenter le nombre de signatures exigées pour la présentation d'une liste lors de l'élection de la Chambre des représentants.
Déposé(e) par M. L. Michel, n° 1616/1 du 23 novembre 1994.
24. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat en vue d'augmenter le nombre de signatures exigées pour la présentation d'une liste lors de l'élection du Conseil Régional Wallon et du Conseil Flamand.
Déposé(e) par M. L. Michel, n° 1617/1 du 23 novembre 1994.
25. Proposition de résolution relative à la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde.
Déposé(e) par MM. J. Van Hauthem et L. Van Nieuwenhuysen, n° 1770/1 du 27 mars 1995.

Pacte culturel

- Proposition de loi abrogeant la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.
Déposé(e) par M. M. Van Peel, n° 837/1 du 24 décembre 1992.

Parlement national

1. Proposition de loi sanctionnant les transfuges parlementaires.
Déposé(e) par MM. J. Taylor et K. Pinxten, n° 944/1 du 11 mars 1993.
Amendement de M. L. Standaert, n° 944/2 du 9 avril 1993.
Amendement de M. L. Standaert, n° 944/3 du 30 septembre 1993.
2. Proposition de loi sanctionnant les transfuges parlementaires.
Déposé(e) par M. H. Lauwers et P. Van Grembergen, n° 1108/1 du 2 juillet 1993.

Police

- Proposition de loi modifiant l'article 216 de la nouvelle loi communale.
Déposé(e) par M. F. Dufour, n° 1453/1 du 30 mai 1994.

Propagande électorale

1. Proposition de loi interprétative de l'article 4 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.
Déposé(e) par M. J. Gol (**), n° 143/1 du 13 février 1992.
2. Proposition de loi relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales communales.
Déposé(e) par M. L. Michel, n° 148/1 du 13 février 1992.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.
Déposé(e) par MM. L. Michel, J. Gol (**) et D. Ducarme, n° 400/1 du 14 avril 1992.

4. Proposition de loi sur le contrôle et la limitation de dépenses électorales pour les élections communales.
Déposé(e) par Mme A.-M. Lizin et M. Y. Mayeur, n° 656/1 du 21 septembre 1992.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

Déposé(e) par MM. Cl. Eerdekens, J.-M. Léonard et L. Walry, n° 794/1 du 11 décembre 1992.

6. Proposition de loi visant à mettre sous contrôle les campagnes publicitaires des ministres et secrétaires d'Etat.
Déposé(e) par M. L. Michel, n° 795/1 du 11 décembre 1992.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

Déposé(e) par MM. D. Grimberghs et Ph. Charlier, n° 840/1 du 4 janvier 1993.

8. Proposition de loi relative à la limitation des dépenses électorales pour les élections du Parlement européen.

Déposé(e) par MM. Y. Ylief, J. Canon et Mme C. Burgeon, n° 841/1 du 4 janvier 1993.

9. Proposition de loi relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales communales.

Déposé(e) par MM. M. Harmegnies, Y. Mayeur et Ch. Janssens, n° 857/1 du 14 janvier 1993.

10. Proposition de loi relative au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

Déposé(e) par MM. H. Lauwers et P. Van Grembergen, n° 1037/1 du 28 mai 1993.

11. Proposition de loi relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre et du Sénat, des Conseils communautaires et régionaux, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, des conseils provinciaux et communaux ainsi que des membres belges du Parlement européen.

Déposé(e) par MM. H. Lauwers et P. Van Grembergen, n° 1052/1 du 9 juin 1993.

12. Proposition de loi visant à créer une commission d'éthique chargée du contrôle des campagnes d'information générale et des communications officielles.

Déposé(e) par MM. L. Michel, D. Reynders et J. Simonet, n° 1380/1 du 28 mars 1994.

13. Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 1566/1 du 17 octobre 1994.

14. Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 1567/1 du 17 octobre 1994.

15. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 1568/1 du 17 octobre 1994.

16. Proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales

ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 1571/1 du 19 octobre 1994.

17. Proposition de loi modifiant l'article 4bis de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 1579/1 du 24 octobre 1994.

Protection civile

Proposition de loi modifiant la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

Déposé(e) par M. L. Peeters, n° 169/1 du 13 février 1992.

Protection de la vie privée

Proposition de loi abrogeant l'article 3, deuxième alinéa, de la loi du 2 juin 1856 sur les registres de la population et les articles 9, 10 et 11 de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique.

Déposé(e) par M. E. Beysen, n° 292/1 du 6 mars 1992.

Province

1. Proposition de loi relative à la division en provinces du Royaume de Belgique.

Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 93/1 du 30 janvier 1992.

2. Proposition de loi revalorisant le conseil provincial et la fonction de conseiller provincial.

Déposé(e) par M. J. Ansoms, n° 166/1 du 13 février 1992.

3. Proposition de loi relative à la démocratisation des provinces.

Déposé(e) par MM. P. Hostekint et G. Swennen, n° 1140/1 du 19 juillet 1993.

4. Proposition de loi relative à l'élection directe du gouverneur de province.

Déposé(e) par MM. L. Pierco et M. Verwilghen, n° 1428/1 du 9 mai 1994.

5. Proposition de loi modifiant l'article 287 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

Déposé(e) par MM. L. Michel et A. Flahaut, n° 1676/1 du 19 janvier 1995.

6. Proposition de loi portant modification des noms de « députation permanente du conseil provincial » et de « député permanent ».

Déposé(e) par M. R. Thissen, n° 1707/1 du 10 février 1995.

7. Proposition de loi modifiant la loi provinciale du 30 avril 1836.

Déposé(e) par M. L. Van Nieuwenhuysen, n° 1714/1 du 15 février 1995.

8. Proposition de loi modifiant la loi provinciale.

Déposé(e) par M. H. Marsoul, n° 1730/1 du 2 mars 1995.

Publicité de l'administration

1. Proposition de loi créant un service provincial de renseignements administratifs.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 118/1 du 11 février 1992.

2. Proposition de loi renforçant le caractère démocratique de la gestion provinciale.

Déposé(e) par M. J. Ansoms, n° 167/1 du 13 février 1992.

Référendum

Proposition de loi organisant le référendum législatif et modifiant le Code électoral.

Déposé(e) par MM. F. Dewinter et K. Van Overmeire, n° 1334/1 du 1^{er} mars 1994.

Ressortissant étranger

1. Proposition de loi modifiant les chapitres VI, VII et VIII de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Déposé(e) par M. H. Simons (**) et Mme M. Vogels (**), n° 192/1 du 19 février 1992.

2. Proposition de résolution relative à l'encouragement au retour volontaire d'étrangers dans leur pays d'origine.

Déposé(e) par MM. A. De Decker et J. Gol (**), n° 225/1 du 24 février 1992.

3. Proposition de résolution relative à la répression de toute forme de complicité avec l'immigration clandestine.

Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 228/1 du 27 février 1992.

4. Proposition de loi réglementant le retour des personnes de nationalité étrangère.

Déposé(e) par MM. E. Beysen et J. Gol (**), n° 249/1 du 27 février 1992.

5. Proposition de résolution relative au renvoi et à l'expulsion d'étrangers séjournant illégalement dans le pays.

Déposé(e) par MM. E. Beysen, J. Gol (**), J. Pivin et A. De Decker, n° 250/1 du 28 février 1992.

6. Proposition de loi modifiant l'article 18bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 356/1 du 19 mars 1992.

7. Proposition de résolution visant à ne plus reconduire l'article 18bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Déposé(e) par MM. H. Simons (**), J. Vande Lanotte, D. Grimberghs, G. Vanleenhove, Y. Mayeur, Mme M. Vogels (**), MM. O. Maingain et V. Anciaux n° 918/1 du 22 février 1993.

8. Proposition de résolution sur la nécessité de mettre en œuvre un programme d'urgence pour résoudre le problème des demandeurs d'asile et des étrangers en séjour illégal en Belgique.

Déposé(e) par MM. E. Beysen et P. Dewael, n° 1188/1 du 20 octobre 1993.

9. Proposition de loi modifiant l'article 74/2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Déposé(e) par MM. J. Simonet et D. Reynders, n° 1189/1 du 20 octobre 1993.

10. Proposition de loi modifiant l'article 7 et abrogeant l'article 74 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Déposé(e) par Mme M. Vogels (**) et M. H. Simons (**), n° 1201/1 du 3 novembre 1993.

Santé publique

Proposition de loi instaurant un test de séropositivité pour les députés et sénateurs.

Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 675/1 du 9 octobre 1992.

Service national

1. Proposition de loi modifiant l'article 20, § 3, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 229/1 du 27 février 1992.

2. Proposition de loi supprimant la contribution à charge des organismes de droit privé occupant des objecteurs de conscience.

Déposé(e) par MM. D. Grimberghs, M. Harmegnies, H. Van Dienderen, G. Clerfayt, Mme A.-M. Corbisier-Hagon, MM. H. Coveliers et Ph. Dallons, n° 622/1 du 4 août 1992.

3. Proposition de loi modifiant les lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980.

Déposé(e) par M. Y. Mayeur, n° 658/1 du 21 septembre 1992.

Sport

Proposition de loi portant création d'un Fonds pour la sécurité des infrastructures sportives publiques.

Déposé(e) par MM. L. Peeters et F. Willockx (**), n° 185/1 du 14 février 1992.

Amendement de M. J.-P. Viseur, n° 185/2 du 10 décembre 1992.

Syndicat

1. Proposition de loi instaurant la représentation syndicale dans la fonction publique.

Déposé(e) par M. D. Ducarme, n° 97/1 du 30 janvier 1992.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du cadre actif de la gendarmerie en vue d'instaurer un seuil de représentativité comme condition d'agrégation.

Déposé(e) par MM. A. Bourgeois, F. Cauwenberghs et J. Van Hecke, n° 130/1 du 11 février 1992.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du cadre actif de la gendarmerie en vue de désigner les matières devant obligatoirement faire l'objet de négociations.

Déposé(e) par MM. A. Bourgeois, F. Cauwenberghs, J. Van Hecke et P. Beaufays, n° 158/1 du 13 février 1992.

10. COMMISSION DE LA JUSTICE

Adoption d'enfant

1. Proposition de loi modifiant l'article 370bis, § 1^{er} du Code civil.

Déposé(e) par M. J. Gol (**), n° 144/1 du 13 février 1992.

2. Proposition de loi tendant à autoriser l'adoption par un ménage de fait.

Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 244/1 du 27 février 1992.

3. Proposition de loi modifiant les articles 346 et 370 du Code civil, relatifs à l'adoption.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 438/1 du 4 mai 1992.

4. Proposition de loi modifiant l'article 370bis, § 1^{er}, du Code civil en ce qui concerne l'abandon d'enfants mineurs.

Déposé(e) par M. G. Annemans et Mme M. Dillen, n° 1681/1 du 23 janvier 1995.

5. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne l'adoption.

Déposé(e) par M. G. Annemans et Mme M. Dillen, n° 1683/1 du 23 janvier 1995.

Aide aux défavorisés

Proposition de loi complétant le Code pénal afin de réprimer les appels abusifs à la générosité de la population.

Déposé(e) par M. P. Breynne, n° 1141/1 du 19 juillet 1993.

Aide judiciaire

Proposition de loi relative à l'aide légale.

Déposé(e) par Mme L. Onkelinx et M. Y. Mayeur, n° 40/1 du 17 janvier 1992.

Avortement

Proposition de loi repénalisant l'avortement.

Déposé(e) par M. G. Annemans, n° 335/1 du 12 mars 1992.

Bail

1. Proposition de loi visant à modifier un certain nombre de dispositions de la nouvelle section II, intitulée « Des règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur » insérée à la suite de l'article 1762bis du Code civil par la loi du 20 février 1991.

Déposé(e) par Mme J. Delruelle (**) et M. J.-P. de Clippele, n° 512/1 du 12 juin 1992.

2. Proposition de loi visant à insérer un article 1741bis dans le Titre VIII, Chapitre II, section I^{re} du Code civil.

Déposé(e) par MM. Ch. Janssens et J.-M. Léonard, n° 607/1 du 24 juillet 1992.

3. Proposition de loi modifiant l'article 9 des règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur.

Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 832/1 du 23 décembre 1992.

4. Proposition de résolution relative à la création d'une commission spéciale chargée d'évaluer les effets de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer.

Déposé(e) par M. Y. Mayeur, Mme M. Vogels (**), MM. D. Grimberghs, R. Landuyt, H. Simons (**), G. Vanleenhove, O. Maingain et V. Anciaux, n° 901/1 du 12 février 1993.

Amendement de M. D. Grimberghs, n° 901/2 du 4 novembre 1993.

Rapport de M. H. Simons (**), n° 901/3 du 12 novembre 1993.

Texte adopté par la commission, n° 901/4 du 12 novembre 1993.

Amendement de M. J.-P. de Clippele, n° 901/5 du 19 novembre 1993.

Amendement de MM. R. Landuyt et Y. Mayeur, n° 901/6 du 2 décembre 1993.

5. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'introduire une procédure tendant à humaniser les expulsions.

Déposé(e) par MM. D. Grimberghs, R. Landuyt, H. Simons (**), G. Vanleenhove, Y. Mayeur, Mme M. Vogels (**), MM. O. Maingain et V. Anciaux n° 922/1 du 1^{er} mars 1993.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 20 février 1991 portant sur « les règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur ».

Déposé(e) par M. Y. Mayeur, n° 923/1 du 2 mars 1993.

7. Proposition de loi relative à la sous-location de logements par des associations.

Déposé(e) par M. R. Landuyt, n° 1138/1 du 19 juillet 1993.

8. Proposition de loi complétant le Code civil en ce qui concerne les règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur en vue d'instaurer un loyer maximum.

Déposé(e) par M. R. Landuyt, n° 1362/1 du 18 mars 1994.

9. Proposition de loi relative aux loyers et à la durée des baux afférents à la résidence principale du preneur.

Déposé(e) par MM. H. Marsoul, P. Desmet, H. Brouns, L. Goutry, J. Taylor, J. Van Looy et M. Olivier, n° 1363/1 du 18 mars 1994.

10. Proposition de loi relative à l'expiration et à la résiliation du bail afférent à un logement familial.

Déposé(e) par M. R. Landuyt, n° 1366/1 du 21 mars 1994.

11. Proposition de loi modifiant l'article 5 des règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur.

Déposé(e) par Mme C. Burgeon, MM. R. Landuyt et Y. Ylieff, n° 1369/1 du 22 mars 1994.

12. Proposition de loi modifiant les règles du Code civil particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur.

Déposé(e) par MM. P. Breynne, J. Vandeurzen, P. Beaufays et D. Grimberghs, n° 1516/1 du 23 juin 1994.

13. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue d'instaurer un droit de préemption dans le chef des locataires d'une résidence principale.

Déposé(e) par MM. J. De Mol et R. Landuyt, n° 1755/1 du 15 mars 1995.

Bail commercial

Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne les règles relatives aux baux commerciaux.

Déposé(e) par MM. M. Verwilghen et H. Coveliers, n° 1292/1 du 20 janvier 1994.

Bail rural

Proposition de loi modifiant l'article 52, 7°, des règles particulières aux baux à ferme.

Déposé(e) par MM. J.-M. Severin, A. Duquesne, J. Gol (**) et L. Michel, n° 966/1 du 2 avril 1993.

Commerce des armes

1. Proposition de loi modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce de munitions.

Déposé(e) par MM. W. Taelman, P. Berben et M. Verwilghen, n° 446/1 du 13 mai 1992.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

Déposé(e) par MM. F. Dewinter et F. Van den Eynde, n° 1486/1 du 10 juin 1994.

3. Proposition de loi complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions en vue de réglementer l'usage des armes de panoplie.

Déposé(e) par MM. J. Vande Lanotte, R. Landuyt et G. Swennen, n° 1517/1 du 24 juin 1994.

Commission d'enquête

1. Proposition de loi modifiant la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires.
Déposé(e) par Mme L. Onkelinx et M. Cl. Eerdeken, n° 47/1 du 24 janvier 1992.
Addendum, n° 47/2 du 10 février 1992.
2. Proposition tendant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'élaborer une politique en vue de lutter contre les sectes et les dangers que représentent ces sectes pour les personnes et particulièrement pour les mineurs d'âge.
Déposé(e) par MM. J. Gol (**) et A. Bertouille, n° 920/1 du 24 février 1993.
Repris(e) par M. A. Duquesne, le 21 février 1995 en remplacement de M. J. Gol (**).
Farde, n° 920/2 du 21 février 1995.
Amendements de M. A. Bertouille, n° 920/3 du 21 février 1995.
Rapporteur(s) : M. H. Coveliers.
3. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les problèmes liés au trafic et à la consommation de drogues illégales en Belgique et d'élaborer une politique appropriée et coordonnée en vue d'y remédier.
Déposé(e) par M. J. Van Hecke, n° 989/1 du 30 avril 1993.

Commune

- Proposition de loi modifiant la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion.
Déposé(e) par M. Cl. Eerdeken, n° 56/1 du 24 janvier 1992.

Compétence juridictionnelle

- Proposition de loi complétant l'article 627 du Code judiciaire.
Déposé(e) par Mme A.-M. Corbisier-Hagon, n° 28/1 du 15 janvier 1992.

Concubin

1. Proposition de loi instituant l'union civile.
Déposé(e) par M. G. Swennen, n° 1143/1 du 20 juillet 1993.
2. Proposition de loi concernant le contrat de vie commune.
Déposé(e) par MM. Y. Mayeur, H. Simons (**), O. Maingain et Mme M. Vogels (**), n° 1340/1 du 2 mars 1994.

Contrat

1. Projet de loi réglant l'opposabilité de la clause de réserve de propriété et du pacte commissoire exprès.
Déposé(e) par le gouvernement, n° 930/1 du 4 mai 1984.
Rapporteur(s) : M. L. Van de Velde (**).
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 3 septembre 1985.
Relevé de caducité par la loi du 14 février 1986.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 18 octobre 1991.
Relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992.
2. Projet de loi concernant les contrats différés.
Déposé(e) par le gouvernement, n° 485/1 du 2 juin 1986.
Rapporteur(s) : M. G. Verhaegen (**).

- Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 18 octobre 1991.
Relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992.

3. Proposition de loi relative à la protection des acquéreurs dans les contrats portant sur l'utilisation de biens immobiliers en régime de jouissance à temps partagé.
Déposé(e) par MM. E. Tomas et L. Walry, n° 1067/1 du 14 juin 1993.

Contrat de travail

- Proposition de loi visant à accorder aux mineurs d'âge le droit d'ester en justice en matière de contrats de travail.
Déposé(e) par M. H. Simons (**) et Mme M. Vogels (**), n° 208/1 du 19 février 1992.

Cultes

1. Proposition de loi organisant les fabriques d'église.
Déposé(e) par M. P. Beaufays, n° 45/1 du 21 janvier 1992.
2. Proposition de loi relative à l'organisation des fabriques des églises et à la gestion de leurs biens et revenus.
Déposé(e) par MM. J. Collart, J.-M. Léonard, J.-P. Perdieu, J. Santkin, n° 969/1 du 5 avril 1993.
3. Proposition de loi régularisant la déficience historique en matière de financement des cultes reconnus par la loi.
Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 1744/1 du 13 mars 1995.

Divorce

1. Proposition de loi modifiant l'article 232 du Code civil.
Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 86/1 du 30 janvier 1992.
Rapporteur(s) : Mme T. Merckx-Van Goeij.
2. Proposition de loi abrogeant les articles 275 et 276 du Code civil.
Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 91/1 du 30 janvier 1992.
Rapporteur(s) : Mme T. Merckx-Van Goeij.
3. Proposition de loi visant à permettre le divorce pour cause de séparation de fait d'un an.
Déposé(e) par MM. G. Swennen et R. Landuyt, n° 299/1 du 9 mars 1992.
Rapporteur(s) : Mme T. Merckx-Van Goeij.
4. Proposition de loi complétant l'article 223 du Code civil et les articles 1271 et 1280 du Code judiciaire.
Déposé(e) par MM. G. Swennen et R. Landuyt, n° 300/1 du 9 mars 1992.
Rapporteur(s) : Mme T. Merckx-Van Goeij.
5. Proposition de loi modifiant l'article 223 du Code civil.
Déposé(e) par MM. G. Swennen et R. Landuyt, n° 303/1 du 9 mars 1992.
Rapporteur(s) : Mme T. Merckx-Van Goeij.
6. Proposition de loi visant dans les cas de divorce prévus par l'article 232 du Code civil, de reconnaître au conjoint qui n'a pas demandé le divorce, le droit de conserver l'usage du nom de l'autre.
Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 710/1 du 5 novembre 1992.
Rapporteur(s) : Mme T. Merckx-Van Goeij.

7. Proposition de loi modifiant l'article 301 du Code civil.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 1165/1 du 10 septembre 1993.
8. Proposition de loi modifiant l'article 229 du Code civil.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 1167/1 du 10 septembre 1993.
9. Proposition de loi complétant l'article 232 du Code civil.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 1181/1 du 8 octobre 1993.
10. Proposition de loi limitant la durée de l'obligation alimentaire entre conjoints divorcés sans enfant.
Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 1496/1 du 15 juin 1994.

Droit civil

1. Proposition de loi relative au bail emphytéotique.
Déposé(e) par Mme M.-L. Stengers, n° 691/1 du 20 octobre 1992.
2. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi hypothécaire.
Déposé(e) par MM. A. Duquesne, J. Pivin, J. Gol (**) et L. Michel, n° 816/1 du 21 décembre 1992.
3. Proposition de loi relative au délai de péremption des inscriptions des hypothèques conventionnelles.
Déposé(e) par MM. A. Bertouille, A. Duquesne, J. Gol (**) et L. Michel, n° 818/1 du 21 décembre 1992.
4. Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi hypothécaire.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 826/1 du 23 décembre 1992.
Amendement de M. A. Duquesne, n° 826/2 du 19 avril 1993.
5. Proposition de loi relative à la renonciation à l'accession en matière immobilière.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 828/1 du 23 décembre 1992.

Droit pénal

1. Proposition de loi sur les circonstances aggravantes.
Déposé(e) par M. E. Knoops, n° 120/1 du 11 février 1992.
2. Proposition de loi portant exécution de l'article 90 de la Constitution relatif à la responsabilité pénale des ministres et secrétaires d'Etat.
Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 189/1 du 18 février 1992.
3. Proposition de loi sanctionnant l'usage abusif d'un télécopieur par autrui.
Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 202/1 du 19 février 1992.
4. Proposition de loi limitant le bénéfice de la mise à l'épreuve ou de la libération conditionnelle pour les condamnés du chef de vol avec violences ou menaces qui ne restituent pas le produit du vol.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 237/1 du 27 février 1992.
5. Proposition de loi relative à la répression de l'évasion de détenus.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 241/1 du 27 février 1992.
6. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres.
Déposé(e) par MM. J. Gol (**) et L. Michel, n° 253/1 du 28 février 1992.

7. Proposition de loi renforçant la répression des crimes commis sur les jeunes et les personnes âgées et les garanties pour la mise en liberté d'internés en vertu de la loi de défense sociale.
Déposée(e) par M. A. Duquesne, n° 260/1 du 28 février 1992.
Amendements de M. A. Duquesne, n° 260/2 du 29 juillet 1992.
Rapporteur(s) : M. H. Simons (**).
8. Proposition de loi abolissant la peine de mort.
Déposé(e) par M. H. Simons (**) et Mme M. Vogels (**), n° 262/1 du 28 février 1992.
Repris(e) par Mme V. Dua et M. V. Decroly, le 15 février 1995, en remplacement de M. H. Simons (**) et Mme M. Vogels (**).
Farde, n° 262/2 du 15 février 1995.
Rapporteur(s) : M. H. Simons (**).
9. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale.
Déposé(e) par M. F. Dufour, n° 272/1 du 4 mars 1992.
10. Proposition de loi assouplissant les règles relatives aux poursuites et aux recherches dans le cadre de la politique en matière de drogue.
Déposé(e) par M. G. Annemans, n° 331/1 du 12 mars 1992.
11. Proposition de loi renforçant les peines prévues par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques.
Déposé(e) par M. G. Annemans, n° 333/1 du 12 mars 1992.
12. Proposition de loi déterminant, en exécution des articles 90 et 134 de la Constitution, les cas de responsabilité pénale des ministres du fait des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 610/1 du 24 juillet 1992.
13. Proposition de loi modifiant l'article 65 du Code pénal.
Déposé(e) par MM. P. Berben, P. Dewael et M. Verwilghen, n° 611/1 du 27 juillet 1992.
14. Proposition de loi modifiant la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle dans le système pénal.
Déposé(e) par MM. P. Dewael, M. Verwilghen et P. Berben, n° 624/1 du 4 août 1992.
Rapporteur(s) : M. H. Simons (**).
15. Proposition de loi abrogeant l'article 413 du Code pénal.
Déposé(e) par Mme M.-L. Stengers et M. P. Hazette, n° 838/1 du 29 décembre 1992.
16. Proposition de loi insérant un article 331^{ter} dans le Code pénal afin de réprimer davantage la violence et les débordements des spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matches de football.
Déposé(e) par MM. J. Gol (**) et D. Reynders, n° 951/1 du 17 mars 1993.
17. Proposition de loi relative à l'interdiction légale.
Déposé(e) par MM. D. Ducarme, A. Duquesne, J. Gol (**) et L. Michel, n° 968/1 du 2 avril 1993.
18. Proposition de loi réprimant l'évasion et la tentative d'évasion des détenus.
Déposé(e) par Mme M. Dillen, n° 1019/1 du 24 mai 1993.
19. Proposition de loi complétant le Code pénal en ce qui concerne l'évasion des détenus.
Déposé(e) par Mme M. Dillen, n° 1020/1 du 24 mai 1993.

20. Proposition de loi modifiant la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle dans le système pénal en vue de réprimer de manière plus effective les infractions graves.

Déposé(e) par MM. S. De Clerck, P. Desmet, Mme T. Merckx-Van Goey, MM. J. Vandeurzen et T. Van Parys, n° 1347/1 du 8 mars 1994.

Rapporteur(s) : M. H. Simons (**).

21. Proposition de loi organisant la prostitution.

Déposé(e) par Mme V. Dua et M. X. Winkel (**), n° 1407/1 du 19 avril 1994.

Rapporteur(s) : M. R. Landuyt.

22. Projet de loi portant abolition de la peine de mort.

Déposé(e) par le gouvernement, n° 1765/1 du 25 septembre 1991.

Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 18 octobre 1991.

Relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992.

Farde, n° 1429/1 du 11 mai 1994.

Amendements de M. A. Duquesne et Mme M.-L. Stengers, n° 1429/2 du 11 mai 1994.

Amendement de Mme M.-L. Stengers et M. A. Duquesne, n° 1429/3 du 25 mai 1994.

Amendements de M. H. Simons (**) et Mme M. Vogels (**), n° 1429/4 du 26 mai 1994.

Amendements de M. H. Simons (**), Mme M. Vogels (**), MM. H. Coveliers, M. Verwilghen, R. Landuyt et Y. Mayeur, n° 1429/5 du 7 juin 1994.

Rapporteur(s) : MM. H. Simons (**) et R. Landuyt.

23. Proposition de loi supprimant l'emprisonnement subsidiaire.

Déposé(e) par M. H. Coveliers, n° 1435/1 du 18 mai 1994.

24. Proposition de loi modifiant les articles 398, 399 et 400 du Code pénal en ce qui concerne la tarification des peines.

Déposé(e) par M. M. Verwilghen, n° 1526/1 du 30 juin 1994.

25. Proposition de loi modifiant les articles 16 et 26 de la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive.

Déposé(e) par M. A. Damseaux, n° 1613/1 du 21 novembre 1994.

26. Proposition de loi modifiant les articles 17 et 25 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.

Déposé(e) par M. A. Damseaux, n° 1614/1 du 21 novembre 1994.

27. Proposition de loi instaurant une responsabilité civile des personnes ayant mis abusivement en liberté des détenus commettant de nouveaux crimes ou délits.

Déposé(e) par M. A. Damseaux, n° 1615/1 du 21 novembre 1994.

28. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude en vue de conférer à l'avocat de l'interné un droit d'appel contre les décisions de la Commission de défense sociale rejetant une demande de mise en liberté.

Déposé(e) par Mme L. Onkelinx, MM. D. Reynders, Gh. Hiance et J. Thiel, n° 1663/1 du 10 janvier 1995.

Droit successoral

1. Proposition de loi modifiant certaines dispositions du droit successoral.

Déposé(e) par Mme T. Merckx-Van Goey, n° 255/1 du 28 février 1992.

2. Proposition de loi modifiant le Code civil, en ce qui concerne les qualités requises pour succéder.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 452/I du 15 mai 1992.

3. Proposition de loi complétant l'article 909 du Code civil concernant la captation d'héritage.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 712/1 du 5 novembre 1992.

4. Proposition de loi relative aux droits successoraux du conjoint survivant.

Déposé(e) par MM. J. Simonet, A. Duquesne, J. Gol (**) et L. Michel, n° 817/1 du 21 décembre 1992.

5. Proposition de loi relative aux incidences fiscales de la conversion de l'usufruit du conjoint survivant en concours avec des descendants issus d'un précédent mariage.

Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 914/1 du 17 février 1993.

6. Proposition de loi en vue de remédier à la fragilité de la propriété acquise par voie de libéralité.

Déposé(e) par MM. A. De Decker, A. Duquesne, J. Gol (**), L. Michel, P. Berben, P. Beaufays, n° 967/1 du 2 avril 1993.

7. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue de permettre aux époux séparés de biens d'attribuer au survivant des biens indivis.

Déposé(e) par M. P. Beaufays, n° 1535/1 du 26 juillet 1994.

Droits du malade

Proposition de loi autorisant l'euthanasie active pratiquée à la demande du patient.

Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 1205/1 du 4 novembre 1993.

Emploi des langues

1. Proposition de loi modifiant l'article 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Déposé(e) par M. F. Dufour, n° 276/1 du 4 mars 1992.

2. Proposition de loi modifiant l'article 53 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Déposé(e) par MM. P. Dewael, P. Berben, H. Coveliers, M. Verwilghen, n° 1534/1 du 26 juillet 1994.

Etat civil

Proposition de loi modifiant les articles 78 et 79 du Code civil concernant la déclaration et les actes de décès.

Déposé(e) par M. J. Van Eetvelt, n° 141/1 du 13 février 1992.

Expropriation

Proposition de loi modifiant la procédure d'expropriation.

Déposé(e) par M. J. Van Eetvelt, n° 139/1 du 13 février 1992.

Filiation

Proposition de loi modifiant l'article 111 de la loi du 31 mars 1987 modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation.

Déposé(e) par M. H. Simons (**) et Mme M. Vogels (**), n° 223/1 du 21 février 1992.

Rapporteur(s) : Mme T. Merckx-Van Goey.

Fraude fiscale

Proposition de résolution relative à la répression des délits fiscaux et financiers.

Déposé(e) par M. T. Van Parys, n° 1199/1 du 28 octobre 1993.

Amendement de Mme M. Vogels (**), n° 1199/2 du 22 décembre 1993.

Rapporteur(s) : M. H. Coveliers.

Garde champêtre

Proposition de loi abrogeant l'article 88, 15°, du Code rural.
Déposé(e) par M. H. Coveliers, n° 78/1 du 30 janvier 1992.

Guerre

1. Proposition de loi accordant l'amnistie pour certaines infractions commises contre la sûreté extérieure de l'Etat.

Déposé(e) par M. H. Coveliers, n° 96/1 du 30 janvier 1992.

2. Proposition de loi effaçant les condamnations encourues pour certains délits en matière de sûreté extérieure de l'Etat.

Déposé(e) par M. V. Anciaux, n° 1350/1 du 8 mars 1994.

3. Proposition de loi accordant l'amnistie aux victimes de la répression.

Déposé(e) par M. G. Annemans, n° 1636/1 du 9 décembre 1994.

Handicapé

1. Proposition de loi réprimant les discriminations à l'égard des handicapés physiques ou mentaux.

Déposé(e) par MM. L. Peeters et F. Willockx (**), n° 172/1 du 13 février 1992.

Avis du Conseil d'Etat, n° 172/2 du 8 juillet 1992.

2. Proposition de loi modifiant l'article 488bis du Code civil.

Déposé(e) par Mme M. Vogels (**) et M. J. Geysels, n° 401/1 du 14 avril 1992.

Jeu de hasard

1. Proposition de loi réprimant la pratique immodérée des billards électriques « bingo » et « one ball ».

Déposé(e) par M. L. Peeters, n° 146/1 du 13 février 1992.

2. Proposition de loi insérant un article 7bis dans la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu.

Déposé(e) par M. J. Simonet, n° 1723/1 du 1^{er} mars 1995.

Législation

Projet de loi portant le texte néerlandais du Code de commerce à l'exclusion du Livre I^{er}, titres VIII et IX, de la loi du 5 mai 1936 sur l'affrètement fluvial, des lois coordonnées du 25 septembre 1946 sur le concordat judiciaire, de la loi du 2 avril 1965 relative à la nationalité des navires de mer et l'immatriculation des navires de mer et des bateaux d'intérieur, de la loi du 5 juin 1928 portant révision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime.

Déposé(e) par le gouvernement, n° 1720/1 du 22 juillet 1991.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 18 octobre 1991.

Relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992.

Législation vétérinaire

Proposition de loi modifiant l'article 34, § 1^{er}, quatrième alinéa, de la loi du 28 août 1991 sur l'exercice de la médecine vétérinaire.

Déposé(e) par M. E. De Groot, n° 507/1 du 10 juin 1992.

Liberté de la presse

1. Proposition de loi relative à la protection des sources d'information du journaliste.

Déposé(e) par M. H. Coveliers, n° 1015/1 du 19 mai 1993.

2. Proposition de loi réglant la libre collecte d'informations.
Déposé(e) par MM. A. Denys et P. Dewael, n° 1635/1 du 9 décembre 1994.

Avis du Conseil d'Etat, n° 1635/2 du 17 février 1995.

3. Proposition de loi relative au droit de collecter librement des informations et de diffuser de brèves séquences d'information.

Déposé(e) par M. D. Van der Maelen, n° 1657/1 du 27 décembre 1994.

Amendement de M. J.-P. Viseur, n° 1657/2 du 19 janvier 1995.

Avis du Conseil d'Etat, n° 1657/3 du 17 février 1995.

Lutte contre la discrimination

Proposition de loi réprimant les discriminations fondées sur le sexe, le comportement et les tendances sexuels et relationnels, l'état civil et la situation familiale.

Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 985/1 du 30 avril 1993.

Mariage

1. Proposition de loi modifiant l'article 164 du Code civil.

Déposé(e) par Mme L. Onkelinx, n° 38/1 du 17 janvier 1992.

Repris(e) par M. Y. Mayeur, le 19 mars 1992.

2. Proposition de loi abrogeant l'article 1395 du Code civil.

Déposé(e) par MM. P. Berben, M. Verwilghen et J.-P. de Clippele, n° 340/1 du 12 mars 1992.

3. Proposition de loi relative à la procédure de la modification du régime matrimonial.

Déposé(e) par Mme M.-L. Stengers, MM. A. Duquesne, J. Gol (**) et L. Michel, n° 819/1 du 21 décembre 1992.

Minorité civile

Proposition de loi visant à augmenter les droits et la protection des mineurs d'âge quant aux comptes courants bancaires et postaux.

Déposé(e) par M. H. Simons (**) et Mme M. Vogels (**), n° 215/1 du 19 février 1992.

Nationalité

1. Proposition de loi tendant à supprimer la bipatridie.

Déposé(e) par MM. J.-P. de Clippele et A. Duquesne, n° 266/1 du 2 mars 1992.

2. Proposition de loi modifiant les articles 8, 9 et 22 du Code de la nationalité belge.

Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 668/1 du 7 octobre 1992.

3. Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge en vue de décourager la pratique des mariages de complaisance.

Déposé(e) par Mme M.-L. Stengers, MM. J. Gol (**) et A. Duquesne, n° 1291/1 du 20 janvier 1994.

Rapporteur(s) : M. R. Landuyt.

4. Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge.

Déposé(e) par M. V. Anciaux, n° 1402/1 du 18 avril 1994.

5. Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge.
Déposé(e) par M. G. Swennen, n° 1706/1 du 10 février 1995.

Notaire

1. Proposition de loi modifiant l'article 36 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat.
Déposé(e) par M. P. Berben, n° 327/1 du 12 mars 1992.
2. Proposition de loi relative à la force exécutoire de l'acte notarié contenant des clauses « rédigées par référence ».
Déposé(e) par MM. P. Hazette, A. Duquesne, J. Gol (**), L. Michel, n° 898/1 du 10 février 1993.
3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 14 décembre 1935 relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des notaires.
Déposé(e) par MM. J.-P. de Clippele, A. Duquesne, J. Gol (**), L. Michel, n° 899/1 du 10 février 1993.

Obligation alimentaire

- Proposition de loi abrogeant l'article 307bis du Code civil relatif à la pension alimentaire après divorce.
Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 198/1 du 19 février 1992.
Rapporteur(s) : Mme T. Merckx-Van Goey.

Organisation judiciaire

1. Projet de loi modifiant l'annexe au Code judiciaire.
Déposé(e) par le gouvernement, n° 484/1 du 2 juin 1986.
Amendement de M. A. Gehlen, n° 484/2 du 16 juillet 1986.
Amendement de M. F. Ghesquière, n° 484/3 du 29 juillet 1986.
Amendement de M. W. Van Renterghem (**), n° 484/4 du 23 septembre 1986.
Amendement de M. P. Chevalier, n° 484/5 du 13 octobre 1986.
Amendement de M. M. Galle (**), n° 484/6 du 21 octobre 1986.
Amendement de MM. J. Delhayé (**), D. D'hondt (**), A. Bourgeois, n° 484/7 du 29 octobre 1986.
Amendement de M. A. Bourgeois, n° 484/8 du 4 novembre 1986.
Amendement de M. J. Belmans (**), n° 484/9 du 12 novembre 1986.
Amendement de M. F. Ghesquière, n° 484/10 du 13 novembre 1986.
Amendement de MM. H. Suykerbuyck (**), L. Lenaerts (**), n° 484/11 du 20 janvier 1987.
Amendement de MM. N. De Batselier, F. Willockx (**), n° 484/12 du 2 avril 1987.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.
Farde, n° 737/1 du 16 mars 1989.
Amendement de M. A. Bourgeois, n° 737/2 du 16 mars 1989.
Amendements de MM. P. Breyne, M. Mahieu (**), n° 737/3 du 20 mars 1989.
Amendements de M. A. Bourgeois, n° 737/4 du 21 mars 1989.
Amendements de M. A. Antoine (**), Mme T. Merckx-Van Goey, MM. J. De Roo (**), A. Bourgeois, n° 737/5 du 22 mars 1989.
Amendement de M. C. Marchand (**), n° 737/6 du 18 avril 1989.
Amendements de MM. L. Walry, A. Bourgeois, n° 737/7 du 2 mai 1989.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 18 octobre 1991.
Relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992.
Farde, n° 489/1 du 29 mai 1992.

- Amendements de MM. J. Dupré, F. Ghesquière, n° 489/2 du 29 mai 1992.
- Amendements de MM. P. Beaufays, J.-P. Poncelet, Mme A.-M. Corbisier-Hagon, n° 489/3 du 8 juillet 1992.
Rapporteur(s) : M. A. Bourgeois.
2. -Projet de loi créant des conseillers consulaires.
Déposé(e) par le gouvernement, n° 1246/1 du 25 juin 1990.
Amendements du gouvernement, n° 1246/2 du 4 juillet 1990.
Rapporteur(s) : Mme T. Merckx-Van Goey.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 18 octobre 1991.
Relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992.
 3. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les tribunaux du travail de Namur et de Dinant, la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail.
Déposé(e) par M. P. Beaufays, n° 26/1 du 15 janvier 1992.
 4. Proposition de loi modifiant l'article 62 du Code judiciaire.
Déposé(e) par M. M. Lebrun, n° 29/1 du 15 janvier 1992.
 5. Proposition de loi modifiant la loi du 17 mars 1983 modifiant l'article 25 de l'article 4 — Dispositions transitoires — de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire en ce qui concerne le statut des membres des greffes des tribunaux.
Déposé(e) par M. Cl. Eerdeken, n° 62/1 du 24 janvier 1992.
 6. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, en ce qui concerne le tribunal du travail de Huy.
Déposé(e) par M. Cl. Eerdeken, n° 74/1 du 28 janvier 1992.
 7. Proposition de loi relative à la scission de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.
Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 119/1 du 11 février 1992.
 8. Proposition de loi modifiant l'annexe du Code judiciaire.
Déposé(e) par MM. L. Michel et S. Kubla, n° 155/1 du 13 février 1992.
 9. Proposition de loi modifiant les articles 270, 271, 282 et 283 du Code judiciaire.
Déposé(e) par M. M. Verwilghen, n° 465/1 du 19 mai 1992.
 10. Proposition de loi modifiant la loi du 18 juillet 1991 modifiant l'organisation du ministère public auprès des tribunaux de police.
Déposé(e) par M. M. Cheron, Mme M. Aelvoet (**), n° 670/1 du 7 octobre 1992.
 11. Proposition de loi portant création d'une requête en interprétation devant la Cour de cassation.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 743/1 du 23 novembre 1992.
 12. Proposition de loi modifiant les articles 263, § 2, et 265, § 1^{er}, du Code judiciaire.
Déposé(e) par MM. T. Van Parys, M. Van der Poorten, n° 786/1 du 7 décembre 1992.
 13. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail.
Déposé(e) par MM. P. Beaufays et L. Goutry, n° 961/1 du 25 mars 1993.
 14. Proposition de loi relative à l'organisation d'Etats généraux pour la réorganisation de l'appareil judiciaire.
Déposé(e) par MM. R. Landuyt, G. Swennen et J. Vande Lanotte, n° 1049/1 du 7 juin 1993.

15. Proposition de loi abrogeant l'article 306, troisième alinéa, du Code judiciaire.
Déposé(e) par MM. A. Kempinaire et M. Verwilghen, n° 1282/1 du 6 janvier 1994.

16. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le référé du travail.
Déposé(e) par MM. R. Landuyt, J. Peeters, J. Sleenckx et J. Vande Lanotte, n° 1307/1 du 1^{er} février 1994.

17. Proposition de loi modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, en ce qui concerne le cadre du personnel du parquet du procureur du Roi à Audenarde.
Déposé(e) par M. M. Van der Poorten, n° 1348/1 du 8 mars 1994.

18. Proposition de loi modifiant les articles 259*bis*, 259*ter* et 259*quater* du Code judiciaire et l'article 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats.
Déposé(e) par MM. P. Dewael, H. Coveliers et M. Verwilghen, n° 1624/1 du 25 novembre 1994.

Pensions

1. Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.
Déposé(e) par Mme L. Onkelinx, n° 46/1 du 24 janvier 1992.
Repris(e) par M. Y. Mayeur, le 19 mars 1992.

2. Proposition de loi réglant la pension des membres civils des conseils de guerre en campagne et autorisant les membres civils des conseils de guerre à porter le titre honorifique.
Déposé(e) par M. H. Candries, n° 620/1 du 31 juillet 1992.

Personne morale

1. Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 991/1 du 4 mai 1993.

2. Proposition de loi instituant la responsabilité pénale des personnes morales ainsi que certaines sanctions spécifiques.
Déposé(e) par M. R. Landuyt, n° 1136/1 du 19 juillet 1993.

3. Proposition de loi relative aux poursuites contre les personnes morales.
Déposé(e) par MM. L. Barbé et R. Dejonckheere, n° 1219/1 du 16 novembre 1993.

4. Proposition de loi accordant la personnalité civile à l'enfant à naître.
Déposé(e) par M. G. Annemans, n° 1405/1 du 18 avril 1994.

Personnel judiciaire

1. Proposition de loi modifiant la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses en vue d'y insérer un article 145*bis*.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, Mme M.-L. Stengers, MM. J. Simonet et D. Reynders, n° 1702/1 du 6 février 1995.
Rapporteur(s) : Mme N. de T'Serclaes.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses en vue d'y insérer un article 145*bis*.
Déposé(e) par MM. Cl. Eerdeken et Y. Ylief, n° 1703/1 du 6 février 1995.
Rapporteur(s) : Mme N. de T'Serclaes.

Privilèges et hypothèques

1. Proposition de loi établissant un privilège au profit de la victime d'un délit ou d'un quasi-délit.
Déposé(e) par Mmes T. Merckx-Van Goeij et A. Leysen, n° 222/1 du 20 février 1992.

2. Proposition de loi interprétative de l'article 19, 3^o*bis*, de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.
Déposé(e) par M. D. Van der Maelen, n° 278/1 du 4 mars 1992.

Procédure civile

1. Projet de loi modifiant les articles 1341 à 1345, 1834, 1923, 1924, 1950 et 2074 du Code civil.
Déposé(e) par le gouvernement, n° 894/1 du 22 mai 1987.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 18 octobre 1991.
Relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992.

2. Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les cessions et les mises en gage de créances, le Code civil, la loi du 25 octobre 1919 et l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967.
Déposé(e) par le gouvernement, n° 1492/1 du 15 février 1991.
Amendements de M. A. Lagasse (**), n° 1492/2 du 16 avril 1991.
Amendements de MM. P. Dumez (**), et A. Bourgeois, n° 1492/3 du 6 juin 1991.
Amendements de M. P. Beaufays, n° 1492/4 du 12 juin 1991.
Amendements de Mme L. Onkelinx, n° 1492/5 du 17 juin 1991.
Rapporteur(s) : M. H. Coveliers.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 18 octobre 1991.
Relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992.

3. Proposition de loi modifiant l'article 1017 du Code judiciaire.
Déposé(e) par Mme L. Onkelinx, n° 37/1 du 17 janvier 1992.
Repris(e) par M. Y. Mayeur, le 19 mars 1992.

4. Proposition de loi tendant à uniformiser les délais d'opposition et d'appel tant en matière civile que répressive et introduisant la signification des jugements contradictoirement rendus en cette dernière matière.
Déposé(e) par M. Cl. Eerdeken, n° 50/1 du 24 janvier 1992.

5. Proposition de loi modifiant l'article 764, 12^o, du Code judiciaire.
Déposé(e) par M. Cl. Eerdeken, n° 61/1 du 24 janvier 1992.

6. Proposition de loi insérant un article 748*bis* dans le Code judiciaire.
Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 87/1 du 30 janvier 1992.

7. Proposition de loi tendant à permettre l'intervention du conseiller unique pour connaître des appels des décisions rendues en matière commerciale par le tribunal de commerce.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 233/1 du 27 février 1992.

8. Proposition de loi modifiant l'article 1344*bis* du Code judiciaire pour obliger, en matière de contentieux locatif, les sociétés de logements sociaux et leurs locataires à recourir à la procédure de la requête.
Déposé(e) par Mme J. Delruelle (**), n° 350/1 du 18 mars 1992.

9. Proposition de loi visant à insérer un article 1025bis dans le Code judiciaire.
Déposé(e) par MM. H. Simons (**) et H. Van Dienderen, n° 370/1 du 26 mars 1992.
10. Proposition de loi relative à la nomination d'un administrateur judiciaire.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 823/1 du 23 décembre 1992.
11. Proposition de loi relative à la procédure en matière d'ordre.
Déposé(e) par MM. E. Bertrand, G. Saulmont, A. Duquesne, J. Gol (**) et L. Michel, n° 824/1 du 21 décembre 1992.
12. Proposition de loi modifiant l'article 1219 du Code judiciaire.
Déposé(e) par MM. A. Damseaux, A. Duquesne, J. Gol (**) et L. Michel, n° 825/1 du 21 décembre 1992.
13. Proposition de loi modifiant les articles 1193bis et 1326 du Code judiciaire.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 827/1 du 23 décembre 1992.
14. Proposition de loi modifiant l'article 728 du Code judiciaire.
Déposé(e) par M. B. Vandendriessche, n° 1028/1 du 26 mai 1993.
15. Proposition de loi modifiant les articles 47 et 1016bis du Code judiciaire.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 1168/1 du 10 septembre 1993.
16. Proposition de loi complétant l'article 751 du Code judiciaire.
Déposé(e) par M. H. Marsoul, n° 1245/1 du 2 décembre 1993.
17. Proposition de loi modifiant les dispositions du Code judiciaire relatives à l'arbitrage.
Déposé(e) par MM. S. De Clerck, R. Landuyt, R. Thissen et S. Platteau, n° 1504/1 du 17 juin 1994.
18. Proposition de loi modifiant l'article 1051, premier alinéa, du Code judiciaire.
Déposé(e) par M. B. Vandendriessche, n° 1510/1 du 22 juin 1994.
19. Proposition de loi modifiant l'article 516 du Code judiciaire.
Déposé(e) par M. H. Coveliers, n° 1557/1 du 12 octobre 1994.
20. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en matière de condamnation aux dépens.
Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 1724/1 du 1^{er} mars 1995.
21. Proposition de loi modifiant l'article 966 du Code judiciaire en ce qui concerne la récusation d'experts.
Déposé(e) par M. G. Vanleenhove, n° 1754/1 du 15 mars 1995.

Procédure pénale

1. Proposition de loi modifiant les articles 153 et 190 du Code d'instruction criminelle.
Déposé(e) par Mme L. Onkelinx, n° 35/1 du 17 janvier 1992.
Repris(e) par M. Y. Mayeur, le 19 mars 1992.
2. Proposition de loi modifiant l'article 4 du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle.
Déposé(e) par M. G. Clerfayt, Mme A. Spaak (**) et M. O. Maingain, n° 127/1 du 11 février 1992.

3. Proposition de loi modifiant le délai de prescription lorsque la victime d'un viol est mineure.
Déposé(e) par M. H. Simons (**) et Mme M. Vogels (**), n° 168/1 du 13 février 1992.
4. Proposition de loi modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 235/1 du 27 février 1992.
5. Proposition de loi modifiant l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 236/1 du 27 février 1992.
6. Proposition de loi relative à l'interrogation des témoins par l'accusé en cour d'assises.
Déposé(e) par Mme T. Merckx-Van Goey, n° 256/1 du 28 février 1992.
7. Proposition de loi relative aux techniques particulières de recherche.
Déposé(e) par M. H. Coveliers, n° 540/1 du 22 juin 1992.
8. Proposition de loi modifiant l'article 24 du Code d'instruction criminelle.
Déposé(e) par Mme A.-M. Lizin et M. J.-M. Léonard, n° 567/1 du 6 juillet 1992.
9. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire et le Code d'instruction criminelle et instituant le tribunal de l'application des peines.
Déposé(e) par MM. P. Dewael, P. Berben et M. Verwilghen, n° 623/1 du 4 août 1992.
10. Proposition de loi modifiant les articles 441 du Code d'instruction criminelle et 1088 du Code judiciaire.
Déposé(e) par MM. W. Draps et M. J. Gol (**), n° 696/1 du 26 octobre 1992.
11. Proposition de loi modifiant les articles 3 et 8 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation.
Déposé(e) par M. R. Landuyt, n° 1139/1 du 19 juillet 1993.
Rapporteur(s) : M. J. Vandeuren.
12. Proposition de loi modifiant l'article 16 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.
Déposé(e) par M. H. Coveliers, n° 1204/1 du 4 novembre 1993.
13. Proposition de loi abrogeant les articles 48 à 54 du Code d'instruction criminelle.
Déposé(e) par M. F. Dewinter, n° 1403/1 du 18 avril 1994.

Propriété intellectuelle

- Proposition de loi portant réglementation des inventions des salariés.
Déposé(e) par M. J.-P. de Clippele, n° 464/1 du 19 mai 1992.

Protection de l'enfance

1. Proposition de loi modifiant les articles 467 et 471 du Code pénal.
Déposé(e) par Mme L. Onkelinx, n° 39/1 du 17 janvier 1992.
Repris(e) par M. Y. Mayeur, le 19 mars 1992.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacles cinématographiques aux mineurs âgés de moins de 16 ans.
Déposé(e) par M. J. Gol (**), n° 259/1 du 28 février 1992.
3. Proposition de loi relative au contrôle des films pouvant être vus par les enfants de moins de seize ans.
Déposé(e) par M. Y. Mayeur, n° 671/1 du 7 octobre 1992.

4. Proposition de loi renforçant la répression des infractions commises à l'égard de mineurs.

Déposé(e) par M. G. Annemans, n° 952/1 du 18 mars 1993.
Rapporteur(s) : M. H. Simons (**).

5. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation morale de la jeunesse en ce qui concerne l'accès aux luna-parks et établissements assimilés.

Déposé(e) par M. G. Vanleenhove, n° 1217/1 du 10 novembre 1993.

Protection de la vie privée

1. Proposition de loi protégeant la vie privée des inculpés.

Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 245/1 du 27 février 1992.

2. Proposition de loi réprimant les discriminations fondées sur le sexe, le comportement et les tendances sexuels et relationnels, l'état civil et la situation de famille.

Déposé(e) par MM. G. Swennen et R. Landuyt, n° 304/1 du 9 mars 1992.

Amendements de MM. M. Verwilghen et H. Coveliers, n° 304/2 du 15 février 1995.

3. Proposition de loi réglementant la délivrance du certificat de bonnes vie et mœurs.

Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 565/1 du 3 juillet 1992.

Racisme

Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1981 réprimant certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie.

Déposé(e) par M. H. Simons (**), Mme M. Vogels (**) et M. M. Cheron, n° 1525/1 du 30 juin 1994.

Avis du Conseil d'Etat, n° 1525/2 du 20 février 1995.

Responsabilité civile

1. Proposition de loi sur la réparation des dommages résultant de lésions corporelles dans les accidents de roulage provoqués par le gibier.

Déposé(e) par M. J.-P. Detremmerie, n° 58/1 du 24 janvier 1992.

2. Proposition de loi insérant dans le Code civil un article 2270bis relatif à la prescription des actions en responsabilité extra-contractuelle.

Déposé(e) par M. O. Maingain, n° 362/1 du 20 mars 1992.

Ressortissant étranger

1. Proposition de loi portant diverses mesures en matière d'immigration.

Déposé(e) par MM. J. Gol (**), A. De Decker, J. Pivin, A. Duquesne, n° 379/1 du 31 mars 1992.

2. Proposition de loi modifiant les modalités d'acquisition de la nationalité belge.

Déposé(e) par M. G. Matagne, n° 463/1 du 19 mai 1992.

3. Proposition de loi sanctionnant les personnes qui fournissent une aide aux étrangers en séjour illégal.

Déposé(e) par M. F. Dewinter, n° 1327/1 du 22 février 1994.

Saisie de biens

1. Proposition de loi modifiant les articles 1481 à 1488 du Code judiciaire.

Déposé(e) par Mmes J. Delruelle (**) et M.-L. Stengers, n° 296/1 du 9 mars 1992.

2. Proposition de loi modifiant l'article 1412 du Code judiciaire en vue d'empêcher la saisie ou la cession du minimum de moyens d'existence et du revenu garanti aux personnes âgées.

Déposé(e) par M. F. Dielens, n° 1142/1 du 20 juillet 1993.

3. Proposition de loi instaurant la saisie provisoire de patrimoine.

Déposé(e) par MM. G. Swennen, C. Lisabeth et J. Peeters, n° 1625/1 du 28 novembre 1994.

Sécurité publique

Proposition de loi relative aux services de renseignements et de sécurité.

Déposé(e) par M. H. Coveliers, n° 430/1 du 29 avril 1992.

Sport

Proposition de loi relative à la sécurité des manifestations sportives.

Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 1399/1 du 18 avril 1994.

Syndicat

Proposition de loi octroyant la personnalité civile aux organisations syndicales.

Déposé(e) par Mme M. Dillen, n° 756/1 du 27 novembre 1992.

Travaux publics

Proposition de loi tendant à indemniser les commerçants et les exploitants agricoles ayant subi un préjudice important en raison de travaux d'utilité publique entrepris aux abords de leur commerce ou de leur exploitation.

Déposé(e) par MM. J. Gol (**) et A. Bertouille, n° 179/1 du 14 février 1992.

Tutelle

1. Proposition de loi modifiant l'article 50, § 2, du Code civil.

Déposé(e) par M. J. Peeters, n° 762/1 du 2 décembre 1992.

2. Proposition de loi modifiant l'article 488bis, c, du Code civil afin d'individualiser davantage la désignation de l'administrateur provisoire des biens appartenant à un majeur.

Déposé(e) par M. L. Goutry, n° 1575/1 du 19 octobre 1994.

Vente

1. Proposition de loi relative à la vente d'immeuble.

Déposé(e) par MM. J.-P. de Clippele, A. Duquesne, J. Gol (**) et L. Michel, n° 822/1 du 22 décembre 1992.

2. Proposition de loi relative au contrat de vente entre époux.

Déposé(e) par MM. W. Draps, A. Duquesne, J. Gol (**) et L. Michel, n° 975/1 du 15 avril 1993.

11. COMMISSION DES NATURALISATIONS

Nationalité

1. Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge.
Déposé(e) par M. V. Anciaux, n° 1402/1 du 18 avril 1994.
Avis à rendre à la Commission de la Justice.

2. Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge.
Déposé(e) par M. G. Swennen, n° 1706/1 du 10 février 1995.
Avis à rendre à la Commission de la Justice.

12. COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION, DES REFORMES INSTITUTIONNELLES ET DU REGLEMENT DES CONFLITS

Chef d'Etat

- Proposition de loi abrogeant le décret n° 5 du 24 novembre 1830 du gouvernement provisoire portant exclusion perpétuelle de la famille d'Orange-Nassau de tout pouvoir en Belgique.
Déposé(e) par M. L. Van Nieuwenhuysen, n° 1036/1 du 28 mai 1993.
Avis du Conseil d'Etat, n° 1036/2 du 27 juillet 1993.

Commission d'enquête

- Proposition visant à instituer une commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information, de documentation et de comparaison nécessaires au législateur pour élaborer un système simple, clair et équilibré de financement des Communautés et des Régions.
Déposé(e) par MM. J. Gol (**), G. Verhofstadt, D. Ducarme et S. Kubla, n° 164/1 du 13 février 1992.

Communautés et régions

1. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles quant à la dénomination de la Communautés française.
Déposé(e) par MM. A. De Decker, L. Michel et D. Ducarme, n° 122/1 du 11 février 1992.
2. Proposition de loi spéciale abrogeant l'article 38, § 4, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 230/1 du 27 février 1992.
Rapporteur(s) : Mme A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).
3. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 39, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 238/1 du 27 février 1992.
Rapporteur(s) : Mme A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).
4. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 38, § 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions.
Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 243/1 du 27 février 1992.
Rapporteur(s) : Mme A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).
5. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposé(e) par M. J. Van Hauthem, n° 351/1 du 18 mars 1992.
6. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposé(e) par M. L. Van Nieuwenhuysen, n° 352/1 du 18 mars 1992.
7. Proposition de loi spéciale fixant démocratiquement les limites territoriales des régions et des communautés.
Déposé(e) par MM. G. Clerfayt et Mme A. Spaak (**) et M. O. Maingain, n° 402/1 du 14 avril 1992.

Avis du Conseil d'Etat, n° 402/2 du 7 septembre 1992.

8. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 55 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.
Déposé(e) par M. L. Van Nieuwenhuysen, n° 406/1 du 14 avril 1992.
9. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 19, § 1^{er}, premier alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposé(e) par Mme T. Merckx-Van Goey, n° 488/1 du 29 mai 1992.
Rapport de M. C. Lisabeth, n° 488/2 du 8 juillet 1993.
10. Proposition de résolution demandant l'organisation d'un référendum sur les résultats du « Dialogue de communauté à communauté ».
Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 597/1 du 15 juillet 1992.
11. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposé(e) par MM. J. Geysels, J. Van Hecke, Cl. Eerdeken, R. Langendries, F. Vandenbroucke, P. Van Grembergen, Mme M. Vogels (**) et M. J. Morael (**), n° 600/1 du 17 juillet 1992.
Avis du Conseil d'Etat, n° 600/2 du 2 octobre 1992.
12. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.
Déposé(e) par MM. Ph. Defeyt, J. Van Hecke, Ph. Busquin, F. Vandenbroucke, J.-P. Poncelet, P. Van Grembergen, Mme M. Aelvoet (**) et M. H. Simons (**), n° 604/1 du 17 juillet 1992.
Avis du Conseil d'Etat, n° 604/2 du 2 octobre 1992.
13. Proposition de loi spéciale fixant définitivement la frontière entre la Flandre et la Wallonie.
Déposé(e) par MM. L. Van Nieuwenhuysen et K. Van Overmeire, n° 702/1 du 27 octobre 1992.
Rapporteur(s) : M. P. Hostekint.
14. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 4, § 4, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et Régions.
Proposition déposée(e) par MM. L. Michel et J.-P. de Clippele, n° 869/1 du 21 janvier 1993.
15. Proposition de loi modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone.
Déposé(e) par MM. D. Reynders et D. Ducarme, n° 1068/1 du 14 juin 1993.
16. Proposition de loi modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone.
Déposé(e) par MM. J. Gabriëls et M. Verwilghen, n° 1441/1 du 24 mai 1994.

Cour d'arbitrage

1. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.
Déposé(e) par Mme T. Merckx-Van Goey et M. J. Taylor, n° 636/1 du 17 septembre 1992.
2. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 98 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.
Proposition déposé(e) par Mme T. Merckx-Van Goey et M. L. Dhoore (**), n° 751/1 du 27 novembre 1992.
3. Proposition de loi spéciale complétant l'article 1^{er} de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.
Déposé(e) par MM. D. Reynders et J. Simonet, n° 924/1 du 2 mars 1993.
4. Proposition de loi spéciale complétant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.
Déposé(e) par MM. F. Dewinter et K. Van Overmeire, n° 1335/1 du 1^{er} mars 1994.

CPAS

Proposition de loi spéciale modifiant l'article 5 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposé(e) par M. J. Gabriëls et Mme A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**), n° 1443/1 du 24 mai 1994.

Droit pénal

1. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposé(e) par M. G. Clerfayt, Mme A. Spaak (**) et M. O. Maingain, n° 126/1 du 11 février 1992.
Avis du Conseil d'Etat, n° 126/2 du 13 avril 1992.
2. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposé(e) par Mme T. Merckx-Van Goey, n° 487/1 du 29 mai 1992.
Rapport de M. C. Lisabeth, n° 487/2 du 7 juillet 1993.
3. Proposition de loi relative à la responsabilité administrative et ministérielle.
Déposé(e) par MM. R. Landuyt, P. Hostekint, D. Van der Maelen et J. Vande Lanotte, n° 701/1 du 27 octobre 1992.
Avis du Conseil d'Etat, n° 701/2 du 7 juin 1994.
Amendements de M. R. Landuyt, n° 701/3 du 17 janvier 1995.
Rapporteur(s) : M. P. Hostekint.

Gouvernement

Proposition de résolution relative à la composition des cabinets des ministres et du secrétaire d'Etat.
Déposé(e) par MM. G. Verhofstadt et P. Dewael, n° 354/1 du 18 mars 1992.

Législation

Proposition de loi instituant une évaluation triennale de la législation.
Déposé(e) par M. J. Vande Lanotte, n° 439/1 du 7 mai 1992.
Rapport de M. A. Duquesne, n° 439/1 du 26 avril 1994.

Marché public

Proposition de loi portant modification de la loi du 3 janvier 1958 relative aux cessions et mises en gage de créances sur l'Etat du chef de travaux et fournitures.
Déposé(e) par M. J. Simonet, n° 796/1 du 11 décembre 1992.

Organisation électorale

1. Proposition de loi relative à l'élection du Sénat réformé.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 490/1 du 2 juin 1992.
2. Proposition de loi organisant l'examen de sénateur.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 498/1 du 2 juin 1992.

Parlement

Proposition tendant à insérer un article 65*bis* dans le Règlement de la Chambre des représentants et à en modifier l'article 66.
Déposé(e) par M. R. Daems, n° 481/1 du 25 mai 1992.
Rapporteur(s) : MM. R. Landuyt et A. Duquesne.

Province

Proposition de loi spéciale soustrayant les dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale à la division en provinces et leur conférant un statut propre en matière de compétences provinciales.
Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 174/1 du 13 février 1992.

Référendum

1. Proposition de loi instituant la consultation populaire
Déposé(e) par M. L. Michel, n° 154/1 du 13 février 1992.
2. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 17 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposé(e) par M. G. Verhofstadt, n° 583/1 du 9 juillet 1992.
Rapporteur(s) : Mme A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).
3. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 6 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.
Déposé(e) par M. G. Verhofstadt, n° 584/1 du 9 juillet 1992.
Rapporteur(s) : Mme A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).
4. Proposition de loi organisant une consultation populaire sur l'actuelle réforme de l'Etat connue sous le nom d'« Accords de la Saint-Michel ».
Déposé(e) par MM. J. Gol (**) et G. Clerfayt, n° 1017/1 du 19 mai 1993.

Régionalisation

1. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988.
Déposé(e) par M. A. Denys, n° 15/1 du 31 décembre 1991.
Rapport de MM. D. Van der Maelen et H. Simons (**), n° 15/2 du 27 janvier 1992.
Amendement de M. J. Van Hauthem, n° 15/3 du 12 février 1992.
Avis du Conseil d'Etat, n° 15/4 du 1^{er} avril 1992.
Amendement de M. A. Denys, n° 15/5 du 16 juin 1992.
Amendement de MM. P. Tant, P. Breyne et J. Van Hecke, n° 15/6 du 9 juillet 1992.
Renvoyé en commission le 7 mai 1992.
2. Proposition de loi spéciale relative au nombre de membres et à la composition de l'Exécutif flamand.
Déposé(e) par MM. J. Vande Lanotte, J. Geysels et H. Lauwers, n° 16/1 du 31 décembre 1991.
Amendement de M. G. Annemans, n° 16/2 du 6 janvier 1992.
Amendements de M. J. Van Hecke, Mme T. Merckx-Van Goey, MM. E. Van Rompuy, G. Annemans et J. Vande Lanotte, n° 16/3 du 14 janvier 1992.
Rapport de MM. D. Van der Maelen et H. Simons (**), n° 16/4 du 27 janvier 1992.
Avis du Conseil d'Etat, n° 16/5 du 31 mars 1992.
Renvoyé en commission le 7 mai 1992.

Responsabilité ministérielle

Proposition de loi spéciale relative à la responsabilité pénale et civile des membres des gouvernements de communauté et de région.

Déposé(e) par M. R. Landuyt, n° 1704/1 du 6 février 1995.

Révision de la Constitution

1. Proposition de révision de l'article 57 de la Constitution.
Déposé(e) par M. L. Michel, n° 207/1 du 19 février 1992.

2. Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution.
Déposé(e) par M. L. Michel, n° 216/1 du 19 février 1992.

3. Proposition de révision de l'article 36 de la Constitution.
Déposé(e) par M. L. Michel, n° 217/1 du 19 février 1992.

4. Proposition de déclaration de révision de l'article 23 de la Constitution.

Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 377/1 du 31 mars 1992.

Amendement de M. E. Van Vaerenbergh, n° 377/2 du 19 décembre 1994.

5. Proposition de révision de l'article 56^{ter} de la Constitution.

Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 382/1 du 3 avril 1992.

Rapporteur(s) : M. K. Van Overmeire

6. Proposition de révision de l'article 55 de la Constitution.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 384/1 du 3 avril 1992.

Rapporteur(s) : M. K. Van Overmeire

7. Proposition de révision de l'article 57 de la Constitution.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 385/1 du 3 avril 1992.

Rapporteur(s) : M. K. Van Overmeire

8. Proposition de révision de l'article 53 de la Constitution.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 386/1 du 3 avril 1992.

Rapporteur(s) : M. K. Van Overmeire

9. Proposition de révision de l'article 56, 4° de la Constitution.

Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 387/1 du 3 avril 1992.

Rapporteur(s) : M. K. Van Overmeire

10. Proposition de révision de l'article 58 de la Constitution.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 388/1 du 3 avril 1992.

Amendements de M. J.-P. Van Rossem, n° 388/2 du 5 juin 1992.

Rapporteur(s) : M. K. Van Overmeire

11. Proposition de révision de l'article 59 de la Constitution.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 389/1 du 3 avril 1992.

Rapporteur(s) : M. K. Van Overmeire

12. Proposition de révision de l'article 49 de la Constitution.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 422/1 du 24 avril 1992.

Rapporteur(s) : M. K. Van Overmeire

13. Proposition de révision de l'article 54 de la Constitution.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 423/1 du 24 avril 1992.

Rapporteur(s) : M. K. Van Overmeire

14. Proposition de révision de l'article 56^{quater} de la Constitution.

Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 424/1 du 24 avril 1992.

Rapporteur(s) : M. K. Van Overmeire

15. Proposition de révision de l'article 59 de la Constitution.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 425/1 du 24 avril 1992.

Rapporteur(s) : M. K. Van Overmeire

16. Proposition de révision de l'article 116 de la Constitution.

Déposé(e) par MM. W. De Vlieghe, Ph. Defeyt, n° 449/1 du 13 mai 1992.

17. Proposition de révision de l'article 4 de la Constitution.
Déposé(e) par M. J. Gol (**), n° 467/1 du 20 mai 1992.

Amendement de Mme A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**), n° 467/2 du 3 juin 1992.

Amendement de M. G. Clerfayt, Mme A. Spaak (**), n° 467/3 du 4 juin 1992.

Amendement de M. O. Maingain, n° 467/4 du 7 juillet 1992.

Amendement de M. J.-P. Van Rossem, n° 467/5 du 30 novembre 1992.

Rapporteur(s) : Mme A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**)

18. Proposition de déclaration de révision du Titre III, Chapitre II, de la Constitution, en vue d'y insérer un article 64^{bis}.

Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 478/1 du 25 mai 1992.

19. Proposition de déclaration de révision de l'article 63 de la Constitution.

Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 479/1 du 25 mai 1992.

20. Proposition de révision du titre IV de la Constitution, en vue d'y insérer un article 115^{bis} relatif à la détermination d'un maximum absolu de la pression fiscale et parafiscale.

Déposé(e) par MM. L. Michel, J.-P. de Clippele, n° 484/1 du 27 mai 1992.

21. Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 493/1 du 2 juin 1992.

Rapporteur(s) : M. K. Van Overmeire

22. Proposition de déclaration de révision du Titre III, Chapitre II, de la Constitution, en vue d'y insérer un article 85^{bis}.

Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 494/1 du 2 juin 1992.

23. Proposition de déclaration de révision de l'article 64 de la Constitution.

Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 495/1 du 2 juin 1992.

24. Proposition de déclaration de révision de l'article 128 de la Constitution et du titre VI de la Constitution, en vue d'y insérer un article 128^{bis} relatif aux mesures de prévention du racisme.

Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 496/1 du 2 juin 1992.

25. Proposition de révision de l'article 4 de la Constitution.
Déposé(e) par M. H. Simons, Mme M. Vogels (**), n° 499/1 du 29 mai 1992.

Rapporteur(s) : Mme A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).

26. Proposition de révision de l'article 57, premier et deuxième alinéas, de la Constitution.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 554/1 du 30 juin 1992.

27. Proposition de révision de l'article 52, premier alinéa, de la Constitution.

Déposé(e) par M. L. Michel, n° 569/1 du 6 juillet 1992.

28. Proposition de déclaration de révision de l'article 131 de la Constitution.
Déposé(e) par M. G. Verhofstadt, n° 589/1 du 10 juillet 1992.
29. Proposition de déclaration de révision de l'article 107^{quater} de la Constitution.
Déposé(e) par M. G. Verhofstadt, n° 590/1 du 10 juillet 1992.
30. Proposition de déclaration de révision de l'article 59^{bis}, § 5, de la Constitution.
Déposé(e) par M. G. Verhofstadt, n° 591/1 du 10 juillet 1992.
31. Proposition de déclaration de révision de l'article 59^{ter} de la Constitution.
Déposé(e) par M. G. Verhofstadt, n° 592/1 du 10 juillet 1992.
32. Proposition de déclaration de révision de l'article 107^{ter}, § 2, de la Constitution.
Déposé(e) par M. G. Verhofstadt, n° 593/1 du 10 juillet 1992.
33. Proposition de déclaration de révision de l'article 73 de la Constitution.
Déposé(e) par MM. P. Berben, P. Dewael, M. Verwilghen, n° 615/1 du 29 juillet 1992.
34. Proposition de déclaration de révision de l'article 125 de la Constitution.
Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 655/1 du 21 septembre 1992.
35. Proposition de déclaration de révision de l'article 37 de la Constitution instaurant la désignation du président de la Chambre parmi les membres de l'opposition.
Déposé(e) par M. L. Michel, n° 679/1 du 9 octobre 1992.
36. Proposition de révision de l'article 31 de la Constitution.
Déposé(e) par M. H. Lauwers, n° 683/1 du 12 octobre 1992.
37. Proposition de révision de l'article 6 de la Constitution.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 783/1 du 7 décembre 1992.
38. Proposition de révision de l'article 49 de la Constitution.
Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 784/1 du 7 décembre 1992.
39. Proposition de révision de l'article 31 de la Constitution.
Déposé(e) par MM. D. Reynders, D. Ducarme, L. Michel, n° 956/1 du 19 mars 1993.
40. Proposition de révision du Titre II de la Constitution en vue d'y insérer un article 3^{quater}.
Déposé(e) par MM. D. Ducarme, D. Reynders, n° 957/1 du 19 mars 1993.
41. Proposition de révision du Titre II de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
Déposé(e) par M. H. Simons (**), Mme M. Aelvoet (**), M. J. Decorte, n° 1013/1 du 18 mai 1993.
42. Proposition de déclaration de révision de l'article 48, troisième alinéa, de la Constitution, en vue de supprimer l'obligation de vote.
Déposé(e) par MM. P. Dewael, E. Beysen, n° 1014/1 du 19 mai 1993.
43. Proposition de déclaration de révision de l'article 107^{ter}, § 2, de la Constitution.
Déposé(e) par M. P. Dewael, n° 1016/1 du 19 mai 1993.
44. Proposition de révision du Titre II de la Constitution en vue d'y insérer un article 6^{ter} relatif au droit à l'objection de conscience.

- Déposé(e) par MM. Ph. Dallons, H. Van Dienderen, D. Grimberghs, M. Harmegnies, J. Vande Lanotte, P. Breyné, n° 1102/1 du 2 juillet 1993.
- Amendement de MM. P. Breyné, D. Grimberghs, n° 1102/2 du 11 janvier 1994.
- Amendement de M. K. Van Overmeire, n° 1102/3 du 20 avril 1994.
- Amendement de MM. J. Vande Lanotte, D. Van der Maelen, n° 1102/4 du 16 juin 1994.
- Rapporteur(s) : M. A. Gehlen.
45. Proposition de loi organisant une consultation populaire sur la révision de la Constitution.
Déposé(e) par M. J.-P. Viseur, n° 1110/1 du 8 juillet 1993.
46. Proposition de déclaration de révision de l'article 45 de la Constitution.
Déposé(e) par M. P. Dewael, n° 1198/1 du 27 octobre 1993.
47. Proposition de révision de l'article 116 de la Constitution.
Déposé(e) par M. K. Pinxten, n° 1214/1 du 9 novembre 1993.
48. Proposition de déclaration de révision de la Constitution.
Déposé(e) par MM. F. Dewinter, K. Van Overmeire, n° 1315/1 du 8 février 1994.
49. Proposition de révision de l'article 8 de la Constitution.
Déposé(e) par M. G. Clerfayt, n° 1323/1 du 18 février 1994.
50. Proposition de déclaration de révision des articles 30 et 129 de la Constitution.
Déposé(e) par M. L. Van Nieuwenhuysen, n° 1325/1 du 22 février 1994.
51. Proposition de déclaration de révision de l'article 59 de la Constitution.
Déposé(e) par M. K. Pinxten, n° 1331/1 du 24 février 1994.
52. Proposition de déclaration de révision de l'article 62 de la Constitution.
Déposé(e) par M. F. Dewinter, n° 1332/1 du 28 février 1994.
53. Proposition de déclaration de révision de l'article 61 de la Constitution.
Déposé(e) par MM. F. Dewinter et K. Van Overmeire, n° 1333/1 du 28 février 1994.
54. Proposition de déclaration de révision des articles 31, 59, 74, 2°, 103, 104, 111, 120, 125, 126 et 147, deuxième alinéa, de la Constitution.
Déposé(e) par MM. D. Van der Maelen, P. Hostekint et J. Vande Lanotte, n° 1364/1 du 18 mars 1994.
55. Proposition de déclaration de révision de l'article 21 de la Constitution.
Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 1536/1 du 2 août 1994.
56. Proposition de déclaration de révision de l'article 181 de la Constitution.
Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 1537/1 du 2 août 1994.

Union européenne

- Proposition de résolution relative au Traité sur l'Union européenne.
- Déposé(e) par MM. R. Langendries, G. Clerfayt, M. Colla, Cl. Eerdeken et J. Van Hecke, n° 500/1 du 3 juin 1992.
- Amendements de MM. L. Michel, P. Hazette, Mme M. Vogels (**), MM. J. Morael (**), H. Simons (**), H. Van Dienderen, G. Annemans, L. Van Nieuwenhuysen, Mme A. Spaak (**), M. G. Clerfayt et Mme A.-M. Lizin, n° 500/2 du 3 juin 1992.
- Amendement de M. D. Van der Maelen, n° 500/3 du 5 juin 1992.

13. COMMISSION SPECIALE DU REGLEMENT ET DE LA REFORME DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE

Commission *ad hoc*

Proposition visant à insérer, dans le Règlement de la Chambre des représentants, un article 102*bis* relatif à la « Commission *ad hoc* » et aux arrêts concernant la responsabilité des comptables publics.

Déposé(e) par M. A. Bourgeois, n° 59/1 du 24 janvier 1992.

Règlement de la Chambre

1. Proposition de modification de l'article 18 du Règlement de la Chambre des représentants.

Déposé(e) par Mme L. Onkelinx et M. Y. Mayeur, n° 136/1 du 13 février 1992.

2. Proposition de modification de l'article 92 du Règlement de la Chambre des représentants.

Déposé(e) par M. S. Kubla, n° 213/1 du 19 février 1992.

3. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants, relative à la procédure en matière de projets de loi transposant des actes normatifs des Communautés européennes.

Déposé(e) par M. D. Van der Maelen, n° 273/1 du 4 mars 1992.

4. Proposition de modification de l'article 31 du Règlement de la Chambre des représentants de Belgique.

Déposé(e) par MM. E. Flamant (**) et P. Dewael, n° 809/1 du 16 décembre 1992.

5. Proposition de modification de l'article 55 du Règlement de la Chambre des représentants.

Déposé(e) par MM. H. Lauwers et P. Van Grembergen, n° 1002/1 du 7 mai 1993.

6. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants.

Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 1061/1 du 11 juin 1993.

7. Proposition de modification du Règlement de la Chambre visant à insérer un article 100*ter* portant création d'un Comité d'avis des questions scientifiques et technologiques.

Déposé(e) par MM. J.-P. Poncelet, D. Ducarme, Mme T. Merckx-Van Goey et M. J. Devolder, n° 1203/1 du 3 novembre 1993.

Amendement de MM. Ch. Janssens, J.-P. Poncelet et A. Schellens, n° 1203/2 du 23 juin 1994.

8. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants.

Déposé(e) par M. P. Dewael, n° 1473/1 du 8 juin 1994.

14. COMMISSION DES RELATIONS EXTERIEURES

Administration publique

Proposition de loi créant l'Institut royal africain.

Déposé(e) par M. H. Marsoul, n° 942/1 du 10 mars 1993.

Adoption d'enfant

Proposition de résolution relative à l'approbation de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale approuvée le 29 mai 1993 par la Conférence de la Haye de droit international privé.

Déposé(e) par M. M. Lebrun, n° 1163/1 du 9 septembre 1993.

Aide à l'étranger

Proposition de loi instaurant un label pour certains produits en provenance de pays en voie de développement, en vue de promouvoir un commerce mondial équitable.

Déposé(e) par M. J. Van der Sande, n° 1605/1 du 17 novembre 1994.

Crime de guerre

Proposition de résolution concernant le Tribunal International contre les crimes de guerre en ex-Yougoslavie.

Déposé(e) par MM. J.-P. de Clippele, J. Canon, G. Clerfayt, P. Hazette, S. Platteau, J.-P. Poncelet, F. Sarens, J. Sleenckx et H. Van Dienderen, n° 1305/1 du 31 janvier 1994.

Droits de l'homme

1. Proposition de résolution relative à la protection du peuple tibétain.

Déposé(e) par M. H. Simons (**), Mme M. Aelvoet (**) et M. H. Van Dienderen, n° 191/1 du 19 février 1992.

2. Proposition de résolution relative à la situation au Zaïre.

Déposé(e) par M. Y. Harmegnies, n° 596/1 du 14 juillet 1992.

3. Proposition de résolution demandant que des mesures soient prises à l'encontre de l'Iran dans le cadre de l'affaire Rushdie.

Déposé(e) par MM. J.-P. Van Rossem, J. Sleenckx et H. Coveliers, n° 940/1 du 9 mars 1993.

4. Proposition de résolution dénonçant et condamnant le caractère systématique des viols et tortures commis en ex-Yougoslavie.

Déposé(e) par Mmes M.-L. Stengers, A. Leysen, A.-M. Lizin, A.-M. Corbisier-Hagon, M. Vogels (**) et L. Nelis-Van Liedekerke, n° 943/1 du 10 mars 1993.

5. Proposition de résolution relative au problème kurde en Turquie.

Déposé(e) par MM. H. Van Dienderen et X. Winkel (**), n° 1021/1 du 24 mai 1993.

Amendements de M. Y. Mayeur, n° 1021/2 du 28 septembre 1993.

Rapporteur(s) : M. J. De Mol.

6. Proposition de résolution relative à la Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme.

Déposé(e) par MM. Van Peel, A. Gehlen, Mme A.-M. Lizin, M. L. Michel, Mmes A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**), A. Spaak (**), MM. D. Van der Maelen, H. Van Dienderen, P. Van Grembergen et X. Winkel (**), n° 1058/1 du 9 juin 1993.

7. Proposition de résolution relative à la situation en Angola.

Déposé(e) par M. Y. Harmegnies, n° 1134/1 du 19 juillet 1993.

8. Proposition de résolution relative au rétablissement des droits de l'homme et au processus de paix au Soudan.

Déposé(e) par MM. P. Beaufays, Y. Harmegnies, L. Michel, P. Van Grembergen et M. Van Peel, n° 1222/1 du 17 novembre 1993.

Amendements de M. J. De Mol, n° 1222/2 du 11 mars 1994.

Amendement de M. H. Van Dienderen, n° 1222/3 du 17 mars 1994.

Amendement de MM. P. Beaufays, J. De Mol et P. Van Grembergen, n° 1222/4 du 6 avril 1994.

Rapporteur(s) : Mme A.-M. Lizin.

9. Proposition de résolution concernant la situation au Timor Est.

Déposé(e) par MM. J.-P. Viseur et D. Grimberghs, n° 1418/1 du 2 mai 1994.

Rapporteur(s) : M. D. Van der Maelen.

10. Proposition de résolution concernant l'appui à accorder au processus de démocratisation en Afrique du sud.

Déposé(e) par M. S. Platteau, n° 1529/1 du 6 juillet 1994.

Echange commercial

Projet de loi relatif à certaines aides en vue de la promotion des exportations.

Déposé(e) par le gouvernement, n° 1215/1 du 5 juin 1990.

Amendements de M. S. De Clerck, Mme N. Maes (**) et M. H. Van Dienderen, n° 1215/2 du 8 mai 1991.

Rapporteur(s) : M. Y. Harmegnies.

Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 18 octobre 1991.

Relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992.

Etat civil

1. Projet de loi ayant pour objet :

- 1) d'approuver la Convention sur la loi applicable aux noms et prénoms, faite à Munich le 5 septembre 1980;
- 2) de rendre immédiatement applicables certaines des dispositions contenues dans cette Convention, notamment en modifiant le Code civil et le Code judiciaire.

Déposé(e) par le gouvernement, n° 986/1 du 3 septembre 1987.

Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.

Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 18 octobre 1991.

Relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992.

2. Proposition de loi supprimant la commission de recours relative à la délivrance des passeports.

Déposé(e) par M. J. Vande Lanotte, n° 441/1 du 7 mai 1992.

Europe

Proposition de résolution relative à la mise en œuvre d'une politique de relance au niveau européen.

Déposé(e) par M. D. Van der Maelen, n° 747/1 du 24 novembre 1992.

Guerre

Proposition de loi assurant une réparation des dommages matériels subis par les Belges à l'étranger en cas d'émeute ou de guerre.

Déposé(e) par MM. J. Gol (**), S. Kubla, n° 1024/1 du 25 mai 1993.

Immatriculation de véhicule

Proposition de loi relative à l'apposition de signes distinctifs régionaux sur les véhicules automobiles et leurs remorques.

Déposé(e) par M. F. Dewinter, n° 776/1 du 4 décembre 1992.

Impôt indirect

Projet de loi portant approbation du Huitième Protocole à la Convention de La Haye du 18 février 1950 portant unification des droits d'accise et de rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, signé à Bruxelles le 16 février 1990.

Déposé(e) par le gouvernement, n° 864/1 du 18 janvier 1993.

Maintien de la paix

1. Proposition de loi créant un Fonds belge pour la paix (FBP) ainsi qu'un Institut belge de recherche pour la paix (IBRP)

Déposé(e) par M. H. Coveliers, n° 94/1 du 30 janvier 1992.

2. Proposition de résolution visant à éviter une intervention militaire turque en Arménie.

Déposé(e) par M. G. Annemans, n° 459/1 du 18 mai 1992.

3. Proposition de résolution concernant le retrait des troupes russes des Etats baltes.

Déposé(e) par MM. K. Van Overmeire, G. Annemans, F. Dewinter, F. Van den Eynde, L. Van Nieuwenhuysen, n° 574/1 du 7 juillet 1992.

4. Proposition de loi créant un « Institut belge pour la paix » (IBP).

Déposé(e) par MM. H. Van Dienderen, X. Winkel (**), Mme Aelvoet (**), M. J. Morael (**), n° 616/1 du 29 juillet 1992.

5. Proposition de résolution relative à la situation dramatique au Kosovo.

Déposé(e) par MM. J. Sleetx et H. Marsoul, n° 953/1 du 18 mars 1993.

6. Proposition de résolution visant à appuyer toute initiative de paix en ex-Yougoslavie associant la société civile.

Déposé(e) par MM. D. Grimberghs, V. Anciaux, Mme A.-M. Corbisier-Hagon, MM. Ph. Dallons, Y. Mayeur, F. Sarens, Mmes A. Spaak (**), M.-L. Stengers, MM. D. Van der Maelen, H. Van Dienderen, n° 1251/1 du 8 décembre 1993.

7. Proposition de résolution relative à l'embargo contre Cuba et à la loi Torricelli.

Déposé(e) par MM. J. De Mol et J. Sleetx, n° 1287/1 du 12 janvier 1994.

Amendements de MM. M. Van Peel, P. Beaufays, n° 1287/2 du 15 février 1994.

Rapporteur(s) : M. J. Van der Sande.

8. Proposition de résolution relative à la situation en Angola.

Déposé(e) par M. Y. Harmegnies, n° 1539/1 du 13 septembre 1994.

Protection de l'environnement

Proposition de loi sur les initiatives de la Belgique en faveur du développement soutenable.

Déposé(e) par M. Ph. Busquin, n° 719/1 du 17 novembre 1992.

Sanction internationale

Proposition de résolution demandant la rupture des relations diplomatiques avec Cuba.

Déposé(e) par M. F. Dewinter, n° 1600/1 du 8 novembre 1994.

Sécurité routière

Proposition de résolution relative à l'introduction d'un signe distinctif de la nationalité pour les automobiles.

Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 1530/1 du 6 juillet 1994.

Travail

Proposition de résolution demandant la dénonciation de la Convention qui interdit le travail de nuit des femmes.

Déposé(e) par M. D. Van Mechelen, n° 247/1 du 27 février 1992.

Union européenne

1. Proposition de résolution demandant l'organisation d'un référendum sur le Traité de Maastricht.

Déposé(e) par M. L. Standaert, n° 576/1 du 8 juillet 1992.

2. Proposition de résolution en faveur d'un plan de relance de l'Europe, à l'occasion du Sommet européen d'Edimbourg.

Déposé(e) par Mme A.-M. Lizin, n° 772/1 du 4 décembre 1992.

15. COMMISSION DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bioéthique

Proposition de loi portant création d'un Conseil supérieur de l'éthique et de la déontologie des soins de santé.

Déposé(e) par M. L. Hancké, n° 802/1 du 14 décembre 1992.

Commission d'enquête

1. Proposition tendant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée de contribuer à l'élaboration d'une politique visant à assurer le respect de la législation relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou anti-hormonal dans l'élevage.

Déposé(e) par MM. G. Swennen, L. Barbé, G. Bossuyt, J. Caudron, P. Hazette, P. Hostekint, Ch. Janssens, Mme T. Merckx-Van Goey, MM. R. Thissen et M. Verwilghen, n° 949/1 du 17 mars 1993.

2. Proposition d'institution d'une commission d'enquête parlementaire dans le cadre de la lutte contre la mafia des hormones.

Déposé(e) par MM. G. Annemans et J. Van Hauthem, n° 963/1 du 26 mars 1993.

CPAS

1. Proposition de loi de modification de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique.

Déposé(e) par M. H. Marsoul, n° 1152/1 du 23 juillet 1993.

2. Proposition de loi modifiant l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale.

Déposé(e) par M. B. Vandendriessche, n° 1395/1 du 1^{er} avril 1994.

Droits du malade

1. Proposition de loi imposant l'obligation de demander le consentement du patient en matière d'actes médicaux.

Déposé(e) par M. L. Hancké, n° 337/1 du 12 mars 1992.

2. Proposition de loi concernant le droit du patient de prendre connaissance des dossiers médicaux constitués à son sujet.

Déposé(e) par M. L. Hancké, n° 338/1 du 12 mars 1992.

Guerre

1. Proposition de loi tendant à rouvrir les délais d'introduction des demandes d'octroi de distinctions honorifiques décernées pour faits de guerre 1940-1945 et pour la guerre de Corée.

Déposé(e) par M. J.-P. Detremmerie, n° 65/1 du 24 janvier 1992.

2. Proposition de loi tendant à rouvrir les délais d'introduction des demandes d'octroi du statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande et de leurs ayants droit.

Déposé(e) par M. A. Gehlen, n° 252/1 du 28 février 1992.

3. Proposition de loi visant à octroyer des nouvelles mesures en faveur des victimes du devoir pendant la guerre.

Déposé(e) par M. G. Matagne, n° 888/1 du 5 février 1993.

Impôt indirect

Proposition de loi encourageant l'utilisation d'essence sans plomb.

Déposé(e) par M. G. Annemans, n° 332/1 du 12 mars 1992.

Législation vétérinaire

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 5 novembre 1990 déterminant les modalités de transfert de certains fonctionnaires des communes ou associations de communes ainsi que les modalités de la nomination et de l'inscription dans la réserve de recrutement de certains experts à l'Institut d'expertise vétérinaire.

Déposé(e) par M. P. Hazette, n° 415/1 du 23 avril 1992.

Médecine douce

Proposition de loi visant à reconnaître l'homéopathie comme l'une des spécialisations de l'art de guérir ainsi que les médicaments qu'elle utilise.

Déposé(e) par M. L. Walry, n° 302/1 du 9 mars 1992.

Organisation de la profession

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins.

Déposé(e) par MM. E. De Groot et E. Flamant (**), n° 162/1 du 13 février 1992.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales.

Déposé(e) par M. E. De Groot, n° 396/1 du 6 avril 1992.

Protection de l'environnement

1. Proposition de loi limitant l'utilisation des véhicules à moteur.

Déposé(e) par M. J. Geysels, Mme M. Vogels (**) et M. X. Winkel (**), n° 210/1 du 19 février 1992.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 9 juillet 1984 concernant l'importation, l'exportation et le transit de déchets, en vue d'interdire l'exportation de déchets dangereux et toxiques à destinations des Etats étrangers aux Communautés européennes.

Déposé(e) par Mme M. Aelvoet (**), MM. R. Dejonckheere et L. Barbé, n° 291/1 du 6 mars 1992.

3. Proposition de loi organique de la protection de l'environnement.

Déposé(e) par MM. R. Dejonckheere, L. Barbé, J. Morael (**) et Mme V. Dua, n° 363/1 du 20 mars 1992.

4. Proposition de résolution relative à la reconnaissance de la Journée de la Terre comme fête nationale écologique.

Déposé(e) par Mme V. Dua et M. R. Dejonckheere, n° 443/1 du 7 mai 1992.

5. Proposition de loi interdisant l'enfouissement des déchets nucléaires.

Déposé(e) par MM. J. Geysels et J. Morael (**), n° 492/1 du 1^{er} juin 1992.

6. Proposition de loi établissant des normes pour le cadmium et les composés du cadmium.

Déposé(e) par MM. X. Winkel (**), L. Barbé et R. Dejonckheere, n° 570/1 du 6 juillet 1992.

7. Proposition de loi instaurant des restrictions en matière de publicité pour les voitures.

Déposé(e) par MM. X. Winkel (**) et H. Van Dienderen, n° 810/1 du 16 décembre 1992.

8. Proposition de résolution relative à l'utilisation de papier sans chlore et recyclé.

Déposé(e) par M. R. Daems, n° 1243/1 du 2 décembre 1993.

9. Proposition de résolution relative à l'utilisation de papier sans chlore et recyclé.

Déposé(e) par M. R. Daems, n° 1244/1 du 2 décembre 1993.

10. Proposition de loi interdisant certains pesticides.

Déposé(e) par MM. L. Barbé, R. Dejonckheere et J. Brisart, n° 1297/1 du 25 janvier 1994.

11. Proposition de loi complétant la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution en vue de rendre obligatoire l'utilisation des filtres à microdégagement radiaux pour les huiles de moteur et les huiles hydrauliques.

Déposé(e) par MM. H. Van Dienderen et X. Winkel (**), n° 1410/1 du 25 avril 1994.

Protection du consommateur

1. Proposition de loi complétant les normes relatives à la composition des marqueurs et les stylos à pointe-fibre et à pointe-feutre.

Déposé(e) par MM. L. Barbé, R. Dejonckheere et X. Winkel (**), n° 268/1 du 2 mars 1992.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

Déposé(e) par M. J. Caudron, n° 1541/1 du 16 septembre 1994.

Revenu minimum d'existence

1. Proposition de loi modifiant la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, en ce qui concerne le calcul des ressources.

Déposé(e) par M. F. Dielens, n° 1137/1 du 19 juillet 1993.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence en vue d'y insérer un complément logement.

Déposé(e) par MM. D. Grimberghs et M. Olivier, n° 1394/1 du 1^{er} avril 1994.

3. Proposition de loi modifiant l'article 2, § 1^{er}, 2°, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

Déposé(e) par M. J. Gabriëls, n° 1780/1 du 29 mars 1995.

Santé publique

1. Proposition de loi remplaçant le mot « geneesheer » par le mot « arts » dans toutes les lois.

Déposé(e) par M. J. Sleetckx, n° 310/1 du 10 mars 1992.

2. Proposition de loi interdisant la publicité pour les produits du tabac.

Déposé(e) par MM. F. Dielens, A. Schellens et C. Lisabeth, n° 477/1 du 22 mai 1992.

3. Proposition de loi sur les hôpitaux sur lesquels l'autorité nationale a pouvoir de décision.

Déposé(e) par M. L. Hancké, n° 502/1 du 5 juin 1992.

4. Proposition de résolution demandant que l'assistance sanitaire aux grands malades soit reconnue comme profession paramédicale.

Déposé(e) par MM. Ch. Minet, Mme C. Burgeon et M. J. Santkin, n° 547/1 du 24 juin 1992.

5. Proposition de loi modifiant la loi sur les hôpitaux, coordonnée la 7 août 1987.

Déposé(e) par Mme A. Leysen et M. B. Vandendriessche, n° 1046/1 du 7 mai 1993.

6. Proposition de loi réglementant l'administration de drogues dures aux toxicomanes en milieu ouvert et sous contrôle médical.

Déposé(e) par M. J.-P. Van Rossem, n° 1256/1 du 10 décembre 1993.

7. Proposition de résolution relative à la forte aggravation des problèmes de stérilité masculine.

Déposé(e) par M. L. Barbé, n° 1782/1 du 30 mars 1995.

Sécurité nucléaire

1. Proposition de loi modifiant la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes.

Déposé(e) par M. D. Van der Maelen, n° 288/1 du 6 mars 1992.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes, en vue d'interdire l'exportation de déchets nucléaires à destination d'Etats étrangers aux Communautés européennes.

Déposé(e) par Mme M. Aelvoet (**) et MM. J. Geysels, R. Dejonckheere et X. Winkel (**), n° 293/1 du 6 mars 1992.

Sécurité sociale

Proposition de loi rendant obligatoire la constitution du dossier médical.

Déposé(e) par M. L. Hancké, n° 336/1 du 12 mars 1992.

16. COMMISSIONS REUNIES

Affaires sociales et Relations extérieures

Chômage

Proposition de résolution visant à concrétiser la résolution sur l'emploi et les droits sociaux dans l'Union européenne adoptée le jeudi 27 octobre 1994 par le Parlement européen.

Déposé(e) par M. Ph. Defeyt, Mme M. Vogels (**), MM. Th. Detienne et J. Geysels, n° 1668/1 du 6 janvier 1995.
Rapporteur(s) : M. J.-M. Delizée.

Agriculture et Classes moyennes et Santé publique et Environnement

Organisation de la profession

Proposition de loi limitant la formation de chaînes d'officines pharmaceutiques.

Déposé(e) par M. S. De Clerck, n° 1228/1 du 23 novembre 1993.
Rapporteur(s) : M. H. Brouns.

Santé publique

1. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet antihormonal chez les animaux.

Déposé(e) par M. L. Barbé, n° 1719/1 du 15 février 1995.

2. Proposition de loi instaurant un label « qualité extra » pour les viandes.

Déposé(e) par M. L. Barbé, n° 1736/1 du 7 mars 1995.

Finances et Affaires sociales

Syndicat

Proposition de loi relative à la comptabilité ouverte des organisations syndicales.

Déposé(e) par MM. P. Dewael et E. Beysen, n° 844/1 du 8 janvier 1993.

Finances et Justice

Violence

Proposition de résolution visant à améliorer l'aide aux victimes d'actes de violence.

Déposé(e) par M. F. De Man, n° 1434/1 du 17 mai 1994.

Infrastructure et Affaires sociales

Sécurité routière

Proposition de loi relative aux transports par route effectués par des conducteurs engagés dans les liens d'un contrat de travail.

Déposé(e) par M. J. De Mol, n° 1056/1 du 9 juin 1993.

Rapporteur(s) : M. E. Demuyt.

Intérieur et Droit commercial et économique

Aide aux défavorisés

Proposition de loi réglementant les appels à la générosité de la population.

Déposé(e) par M. D. Grimberghs, n° 548/1 du 24 juin 1992.
Avis du Conseil d'Etat, n° 548/2 du 9 novembre 1993.

Justice et Economie

Protection du consommateur

Proposition de loi améliorant l'administration de la justice pour le consommateur et élargissant le droit d'action des organisations de consommateurs.

Déposé(e) par MM. F. Dielens et D. Van der Maelen, n° 1310/1 du 4 février 1994.

Justice et Santé publique

Avortement

Proposition de résolution relative au rapport intérimaire de la Commission nationale d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse.

Déposé(e) par MM. G. Annemans, F. De Man, J. Van Hauthem, n° 1240/1 du 2 décembre 1993.

Commission d'enquête

Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner si l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales et l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins ont fait l'objet de falsifications.

Déposé(e) par M. S. Platteau, n° 803/1 du 14 décembre 1992.

Protection de l'environnement

Proposition de loi relative à la répression des crimes contre l'environnement.

Déposé(e) par M. E. Van Vaerenbergh, n° 289/1 du 6 mars 1992.

Avis du Conseil d'Etat, n° 289/2 du 30 avril 1992.

Santé publique

Proposition de loi réglementant la procédure de demande et de réalisation d'une autopsie à but scientifique ou diagnostique.

Déposé(e) par M. J.-P. Henry, n° 1298/1 du 25 janvier 1994.

Révision de la Constitution et Relations extérieures

Révision de la Constitution

1. Proposition de révision de l'article 4 de la Constitution.
Déposé(e) par M. J. Gol (**), n° 467/1 du 20 mai 1992.

Amendement de Mme A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**), n° 467/2 du 3 juin 1992.

Amendement de M. G. Clerfayt et Mme A. Spaak (**), n° 467/3 du 4 juin 1992.

Amendement de M. O. Maingain, n° 467/4 du 7 juillet 1992.

Amendement de M. J.-P. Van Rossem, n° 467/5 du 30 novembre 1992.

Rapporteur(s) : Mme A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).

2. Proposition de révision de l'article 4 de la Constitution.
Déposé(e) par M. H. Simons (**) et Mme M. Vogels (**), n° 499/1 du 29 mai 1992.

Rapporteur(s) : Mme A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).

Union européenne

Proposition de résolution relative au Traité sur l'Union européenne.

Déposé(e) par MM. R. Langendries, G. Clerfayt, M. Colla, Cl. Eerdeken et J. Van Hecke, n° 500/1 du 3 juin 1992.

Amendements de MM. L. Michel et P. Hazette, Mme M. Vogels (**) et MM. J. Morael (**), H. Simons (**), H. Van Dienderen, G. Annemans, L. Van Nieuwenhuysen, Mme A. Spaak (**), M. G. Clerfayt, Mme A.-M. Lizin, n° 500/2 du 3 juin 1992.

Amendement de M. D. Van der Maelen, n° 500/3 du 5 juin 1992.

17. COMMISSION SPECIALE CHARGEE D'EXAMINER LES PROPOSITIONS DE LOI ET LES PROPOSITIONS DE MODIFICATION DU REGLEMENT CONCRETISANT LA RESOLUTION RELATIVE A L'ORGANISATION DE LA FUTURE CHAMBRE ET AU STATUT DU FUTUR DEPUTE

Cumul de mandats

Proposition de loi relative aux conflits d'intérêts et de fonction dans le chef des mandataires publics.

Déposé(e) par M. Cl. Eerdeken, n° 815/1 du 18 décembre 1992.

Avis du Conseil d'Etat, n° 815/2 du 9 juillet 1993.

Déposé(e) par MM. A. Duquesne et J. Gol (**), n° 558/1 du 30 juin 1992.

Repris(e) par M. D. Reynders en remplacement de M. J. Gol (**), le 26 janvier 1995.

Farde, n° 558/2 du 26 janvier 1995.

Rapporteur(s) : M. D. Reynders.

2. Proposition de loi relative à l'éthique financière attachée aux mandats politiques.

Déposé(e) par M. G. Clerfayt, n° 1446/1 du 25 mai 1994.

Parlement national

1. Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

*

* *

**COMMISSION SPECIALE CHARGEE DE L'EXAMEN DES PROJETS DE LOI
CONCERNANT L'ACCORD DE SCHENGEN
(COMMISSION DISSOUTE)**

Coopération transfrontalière

Proposition de loi instituant une commission mixte chargée d'examiner la mise en œuvre et le fonctionnement de la Convention d'application de l'Accord de Schengen.

Déposé(e) par M. H. Simons (**), n° 676/1 du 9 octobre 1992.

Amendement de MM. H. Simons (**) et X. Winkel (**), n° 676/2 du 16 février 1993.

Rapporteur(s) : MM. Y. Harmegnies et S. De Clerck.

III. — Propositions qui n'ont pas été renvoyées en commission

Accident du travail

1. Proposition de loi modifiant la loi sur les accidents du travail en ce qui concerne l'affiliation d'office auprès du Fonds des accidents du travail.

Déposé(e) par Mme M. De Meyer, n° 1793/1 du 4 avril 1995.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail en ce qui concerne la réparation en cas de litige concernant l'assurance.

Déposé(e) par Mme M. De Meyer, n° 1800/1 du 6 avril 1995.

Circulation routière

Proposition de loi modifiant les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968, et établissant la présomption réfutable de responsabilité pénale, en cas d'infraction aux règles de la circulation routière, du titulaire de la plaque d'immatriculation du véhicule avec lequel l'infraction a été commise.

Déposé(e) par M. J. Ansoms, n° 1727/1 du 2 mars 1995.

Commission d'enquête

Proposition visant à créer une commission d'enquête parlementaire concernant la situation et les enjeux de la protection sociale dans l'Etat fédéral.

Proposition déposé(e) par M. L. Michel, n° 1195/1 du 26 octobre 1993.

Fonction publique

Proposition de loi imposant aux autorités administratives des exigences minimales à l'égard du citoyen.

Déposé(e) par MM. D. Reynders et J. Simonet, n° 1789/1 du 3 avril 1995.

Guerre

Proposition de loi accordant l'amnistie aux victimes de l'épuration.

Déposé(e) par MM. G. Annemans, X. Buisseret, J. Caubergs, F. De Man, F. Dewinter, Mme M. Dillen, MM. J. Spinnewyn, L. Van Nieuwenhuysen, K. Van Overmeire et F. Wymeersch, n° 950/1 du 17 mars 1993.

Prise en considération rejetée le 22 avril 1993.

Impôt indirect

Proposition de loi modifiant l'article 212 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Déposé(e) par MM. D. Grimberghs et J.-P. Poncelet, n° 1802/1 du 6 avril 1995.

Liberté de la presse

Proposition de loi interprétative de l'article 18, alinéa 2, du Code judiciaire.

Déposé(e) par M. D. Van der Maelen, n° 1788/1 du 31 mars 1995.

Procédure pénale

1. Proposition de loi portant suppression du rapport prévu devant les juridictions d'appel par les articles 209 et 210 du Code d'instruction criminelle.

Déposé(e) par M. A. Duquesne, n° 242/1 du 27 février 1992.

2. Proposition de loi insérant un article 22bis dans le titre préliminaire du Code d'instruction criminelle.

Déposé(e) par Mme M. Dillen, n° 1794/1 du 4 avril 1995.

3. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle.

Déposé(e) par Mme M. Dillen, n° 1795/1 du 4 avril 1995.

Révision de la Constitution

1. Proposition de déclaration de révision des articles 23 et 142 de la Constitution.

Déposé(e) par M. H. Simons (**), n° 1671/1 du 16 janvier 1995.

2. Proposition de déclaration de révision de la Constitution.

Déposé(e) par MM. E. Baldewijns, W. Burgeon et Mme A.-M. Corbisier-Hagon, n° 1799/1 du 5 avril 1995.

Sécurité sociale

Proposition de loi dispensant les victimes pensionnées d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle du paiement des cotisations de pension.

Déposé(e) par Mme M. De Meyer, n° 1801/1 du 6 avril 1995.

B. — PROJETS DE LOI ADOPTES ET TRANSMIS PAR LE SENAT

I. — Projets de loi dont l'examen est terminé en commission

a) Projets de loi dont la discussion et/ou le vote a été ajourné en séance plénière

Enseignement

Projet de loi relatif à l'intégration de la Faculté Polytechnique de Mons à l'université de l'Etat à Mons.

Transmis par le Sénat, n° 1210/1 du 13 mai 1985.
Rapport de M. D. D'hondt (**), n° 1210/2 du 27 juin 1985.
Amendement de M. Ch. Moors, n° 1210/3 du 3 juillet 1985.
Le 23 juillet 1985 — Ajournement en séance plénière.

b) Projets de loi que les commissions proposent de ne pas adopter

Armée

Projet de loi instituant une Commission mixte chargée d'examiner les problèmes d'organisation des forces armées et de proposer les modifications qui devraient être apportées à la nature, au volume et à la durée des prestations demandées à la nation dans le cadre de l'Organisation de la défense atlantique et de la sécurité européenne en vue du maintien de la paix dans le monde.
Transmis par le Sénat, n° 810/1 du 9 décembre 1983.
Rapport de M. J.-G. le Hardy de Beaulieu (**), n° 810/2 du 17 janvier 1984.

Marché public

Projet de loi modifiant l'article 82bis de la loi communale.
Transmis par le Sénat, n° 1139/1 du 12 février 1985.
Rapporteur(s) : M. J. Timmermans (**).

Organisation électorale

Projet de loi complétant l'article 67 de la loi électorale communale.
Transmis par le Sénat, n° 791/1 du 27 février 1987.
Amendement de M. A. De Beul (**), n° 791/2 du 15 octobre 1987.
Farde, n° 442/1 du 10 juin 1988.
Rapport de M. F. Bosmans (**), n° 442/2 du 10 juin 1988.

Saisie de biens

Projet de loi modifiant l'article 1468 du Code judiciaire.
Transmis par le Sénat, n° 954/1 du 10 novembre 1989.
Rapport de M. P. Hermans (**), n° 954/2 du 3 décembre 1990.

II. — Projets de loi en commission

1. COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET DES CLASSES MOYENNES

Politique agricole

Projet de loi visant à promouvoir l'agriculture, à protéger les entreprises familiales dans l'agriculture et à favoriser l'établissement des jeunes, en réglementant l'accumulation excessive de terres en exploitation.
Transmis par le Sénat, n° 794/1 du 24 novembre 1983.

2. COMMISSION DE LA DEFENSE NATIONALE

Armée

Projet de loi modifiant les dispositions actuelles dans les domaines pénal et disciplinaire ainsi que les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.
Transmis par le Sénat, n° 1720/1 du 17 février 1995.
Amendement de MM. L.-M. Saussus et L. Steenwegen, n° 1720/2 du 3 mars 1995.

3. COMMISSION DES FINANCES

Contrôle parlementaire

Projet de loi améliorant l'exercice du contrôle parlementaire en matière budgétaire.
Transmis par le Sénat, n° 815/1 du 13 mars 1987.
Avis du Conseil d'Etat, n° 815/2 du 15 juin 1987.

Impôt indirect

1. Projet de loi modifiant le Code des droits de succession et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en vue de mettre sur un pied d'égalité l'enfant adopté et l'enfant issu du mariage.

Transmis par le Sénat, n° 814/1 du 26 mai 1989.
Rapport de M. L. Defosset (**), n° 814/2 du 14 juin 1989.
Avis du Conseil d'Etat, n° 814/3 du 19 juillet 1989.
Renvoyé en commission le 10 octobre 1989.

2. Projet de loi organisant certaines mesures fiscales en faveur de la production forestière à long terme.
Transmis par le Sénat, n° 1715/1 du 15 juillet 1991.
Farde, n° 1154/1 du 27 juillet 1993.
Avis du Conseil d'Etat, n° 1154/2 du 27 juillet 1993.
Rapporteur(s) : M. J.-P. Poncelet.

4. COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE

Installation portuaire

Projet de loi relatif à la construction et à l'utilisation de quais de chargement et de déchargement le long des voies navigables du Royaume.
Transmis par le Sénat, n° 584/1 du 25 juillet 1986.

Sécurité routière

1. Projet de loi insérant un chapitre IIIbis (nouveau) au titre IV de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968.
Transmis par le Sénat, n° 1763/1 du 17 mars 1995.

2. Projet de loi modifiant l'article 62 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en vue d'autoriser explicitement l'utilisation d'appareils de détection des infractions au Code de la route fonctionnant sans la présence d'agents qualifiés.
Amendé par le Sénat, n° 474/8 du 17 février 1995.
Amendements de M. J. Ansoms, n° 474/9 du 3 avril 1995.
Amendement de M. W. Draps, n° 474/10 du 6 avril 1995.

Travaux publics

Projet de loi modifiant la loi du 9 août 1955 relative au Fonds des Routes.
Transmis par le Sénat, n° 964/1 du 17 juillet 1987.

5. COMMISSION DE L'INTERIEUR, DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Commune

Projet de loi complétant l'article 216 de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne les activités politiques de la police communale.
Transmis par le Sénat, n° 979/1 du 27 avril 1993.
Avis du Conseil d'Etat, n° 979/2 du 2 juillet 1993.
Amendements de MM. A. Bertouille et J. Pivin, n° 979/3 du 9 juillet 1993.
Amendements de MM. D. Vanpoucke, P. Breyné, G. Vanleenhove et J. Van Eetvelt, n° 979/4 du 18 janvier 1995.
Rapporteur(s) : M. G. Vanleenhove.

Congé politique

Projet de loi modifiant la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics.
Amendé par le Sénat, n° 1476/1 du 10 juin 1994.

Police

Projet de loi visant à insérer un article 53bis dans la loi sur la fonction de police.
Transmis par le Sénat, n° 1098/1 du 30 juin 1993.
Rapporteur(s) : M. A. Bertouille.

6. COMMISSION DE LA JUSTICE

Jeu de hasard

Projet de loi remplaçant l'article 1^{er}, dernier alinéa, de la loi du 24 octobre 1902 sur le jeu, complétée par les lois des 19 avril 1963 et 22 novembre 1974.
Transmis par le Sénat, n° 483/1 du 31 juillet 1978.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 18 octobre 1991.
Relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992.

Police

Projet de loi visant à accélérer la procédure devant la Cour de Cassation.
Transmis par le Sénat, n° 1808/1 du 10 avril 1995.

Saisie de biens

Projet de loi modifiant l'article 633 du Code judiciaire.
Transmis par le Sénat, n° 1035/1 du 9 novembre 1984.
Rapporteur(s) : M. A. Bourgeois.

7. COMMISSION DES RELATIONS EXTERIEURES

Coopération internationale

Projet de loi

A. interprétant la loi du 16 juillet 1976 portant approbation, entre autres, du « Protocole portant règlement de l'indemnisation des biens zaïranisés ayant appartenu à des personnes physiques belges et échanges de lettres y relatifs », actes internationaux signés à Kinshasa le 28 mars 1976, entre le Royaume de Belgique et la République du Zaïre, et

B. portant approbation de l'échange de lettres relatif à l'exécution du même Protocole, avenu le 18 juin 1976 entre le Royaume de Belgique et la République du Zaïre.
Transmis par le Sénat, n° 1776/1 du 29 mars 1995.
Amendements de MM. J.-P. de Clippele et A. Kempinaire, n° 1776/2 du 29 mars 1995.
Rapporteur(s) : M. Y. Harmegnies.

8. COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION, DU REGLEMENT DES CONFLITS ET DES REFORMES INSTITUTIONNELLES

Application du droit communautaire

Projet de loi relatif à la transposition et à l'exécution du droit des Communautés européennes dans l'ordre juridique interne.

Farde, n° 1503/1 du 17 juin 1994.

Projet amendé par le Sénat, n° 1503/2 du 17 juin 1994.

Rapporteur(s) : Mme A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**) et M. R. Landuyt.

Cour d'arbitrage

Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les référendaires à la Cour d'arbitrage, la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, la loi du 2 février 1984 relative au traitement des membres, référendaires et greffiers de la Cour d'arbitrage, à leurs présentation et nomination, ainsi qu'aux outrages et violences envers les membres de cette Cour et la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.

Transmis par le Sénat, n° 968/1 du 27 juillet 1987.

Farde, n° 532/1 du 28 juillet 1988.

Avis du Conseil d'Etat, n° 532/2 du 28 juillet 1988.

Amendement de M. A. Bourgeois, n° 532/3 du 29 juillet 1988.

Rapporteur(s) : M. A. Bourgeois.

Législation

Projet de loi créant une commission nationale chargée de la coordination et de la simplification de la législation.

Transmis par le Sénat, n° 1076/1 du 17 juin 1993.

Rapporteur(s) : M. A. Duquesne.

Référendum

Projet de loi instituant un référendum consultatif sur l'attribution d'une mission constituante au Parlement européen.

Transmis par le Sénat, n° 804/1 du 24 mai 1989.

Amendement de MM. P. Van Grembergen, L. Vanhorenbeek (**), Mme N. Maes (**) et M. M. Galle (**), n° 804/2 du 25 mai 1989.

Amendements de MM. E. Van Rompuy et L. Dhoore (**), n° 804/3 du 25 mai 1989.

Amendements de Mme M. Vogels (**) et M. H. Simons (**), n° 804/4 du 1^{er} juin 1989.

Amendement de Mme M. Vogels (**) et M. H. Simons (**), n° 804/5 du 2 juin 1989.

Amendements de MM. J. Gol (**) et Cl. Eerdeken, n° 804/6 du 6 juin 1989.

Amendements de M. W. Cortois, n° 804/7 du 20 juin 1989.

Rapporteur(s) : M. S. De Raet (**).

9. COMMISSION SPECIALE DU REGLEMENT ET DE LA REFORME DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE

Dissolution du Parlement

Projet de loi modifiant la loi du 3 mars 1977 relatif aux effets de la dissolution des chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés.

Transmis par le Sénat, n° 302/1 du 24 février 1978.

Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.

Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 18 octobre 1991.

Relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992.

COMMISSION DE L'EDUCATION, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE ET DE LA CULTURE
(Dissoute le 21 février 1989)**Enseignement**

Projet de loi portant intégration de l'« Economische Hogeschool Limburg » à l'« Universitair Centrum Limburg. »

Transmis par le Sénat, n° 1209/1 du 13 mai 1985.

Amendement de M. Y. Ylieff, n° 1209/2 du 12 juin 1985.

Rapport de M. Ch. Moors, n° 1209/3 du 27 juin 1985.

Amendement de M. J. Desmarets (**), n° 1209/4 du 28 juin 1985.

Amendement de MM. A. Liénard, J.-G. le Hardy de Beaulieu (**) et Y. Ylieff, n° 1209/5 du 3 juillet 1985.

Le 4 juillet 1985 — Motion motivée déposée en application de l'article 54 de la Constitution par MM. Van der Biest, Henrion (**), Wauthy (**) et consorts.

Renvoyé en commission le 27 janvier 1987.

Avis motivé du Conseil des Ministres, n° 1209/6 du 31 juillet 1985.

COMMISSIE VOOR DE OPVOEDING, HET WETENSCHAPSBELEID EN DE CULTUUR
(Ontbonden op 21 februari 1989)

Onderwijs

Wetsontwerp houdende de integratie van de Economische Hogeschool Limburg in het Universitair Centrum Limburg.

Overgezonden door de Senaat, n° 1209/1 van 13 mei 1985.

Amendement van de heer Y. Ylieff, n° 1209/2 van 12 juni 1985.

Verslag van de heer Ch. Moors, n° 1209/3 van 27 juni 1985.

Amendement van de heer J. Desmarets (**), n° 1209/4 van 28 juni 1985.

Amendement van de heren A. Liénard, G. le Hardy de Beaulieu (**) en Y. Ylieff, n° 1209/5 van 3 juli 1985.

4 juli 1985 — Motie ingediend ter toepassing van artikel 54 van de Grondwet door de heren Van der Biest, Henrion (**), Wauthy (**) c.s.

Gemotiveerd advies van de ministerraad, n° 1209/6 van 31 juli 1985.

Teruggezonden naar de commissie op 21 januari 1987.

6. COMMISSIE VOOR DE LANDBOUW EN DE MIDDENSTAND

Landbouwbeleid

Wetsontwerp tot bevordering van de landbouw, ter bescherming van de gezinsbedrijven in de landbouw en ter begunstiging van de vestiging van jongeren, door het regelen van de overdadige samenvoeging van bebouwde gronden.

Overgezonden door de Senaat, n° 794/1 van 24 november 1983.

7. COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING

Leger

Wetsontwerp houdende wijziging van de bestaande bepalingen op strafrechtelijk en tuchtrechtelijk gebied alsmede van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962.

Overgezonden door de Senaat, n° 1720/1 van 17 februari 1995.

Amendement van de heren F. Saussus en L. Steenwegen, n° 1720/2 van 3 maart 1995.

8. COMMISSIE VOOR DE HERZIENING VAN DE GRONDWET, VOOR DE INSTITUTIONELE HERVORMINGEN EN VOOR DE REGELING VAN CONFLICTEN

Arbitragehof

Wetsvoorstel tot wijziging, wat de referendarissen bij het Arbitragehof betreft, van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof, de wet van 2 februari 1984 betreffende de wedden van de leden, de referendarissen en de griffiers van het Arbitragehof, hun voordracht en benoeming, evenals de smaad en het geweld tegen de leden van dit Hof en de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State.

Overgezonden door de Senaat, n° 968/1 van 27 juli 1987.

Kaft, n° 532/1 van 28 juli 1988.

Advies van de Raad van State, n° 532/2 van 28 juli 1988.

Amendement van de heer A. Bourgeois, n° 532/3 van 29 juli 1988.

Rapporteur(s) : de heer A. Bourgeois.

Referendum

Wetsontwerp tot instelling van een consultatieve volksraadpleging over het geven van een grondwetgevende opdracht aan het Europees Parlement.

Overgezonden door de Senaat, n° 804/1 van 24 mei 1989.

Amendement van de heren P. Van Grembergen, L. Vanhorenbeek (**), mevrouw N. Maes (**) en de heer M. Galle, n° 804/2 van 25 mei 1989.

Amendementen van de heren E. Van Rompuy en L. D'hoore (**), n° 804/3 van 25 mei 1989.

Amendementen van mevrouw M. Vogels (**) en de heer Simons (**), n° 804/4 van 1 juni 1989.

Amendement van mevrouw M. Vogels (**) en de heer Simons (**), n° 804/5 van 2 juni 1989.

Amendementen van de heren J. Gol (**) en Cl. Eerdeken, n° 804/6 van 6 juni 1989.

Amendementen van de heer W. Cortois, n° 804/7 van 20 juni 1989.

Rapporteur(s) : de heer S. De Raet (**).

Communautair recht — nationaal recht

Wetsontwerp betreffende de omzetting en de uitvoering van het recht van de Europese Gemeenschappen in de nationale rechtsorde.

Kaft, n° 1503/1 van 17 juni 1994.

Door de Senaat gewijzigd wetsontwerp, n° 1503/2 van 17 juni 1994.

Rapporteur(s) : mevrouw A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**) en de heer R. Landuyt.

Wetgeving

Wetsontwerp houdende instelling van een nationale commissie voor de coördinatie en de vereenvoudiging van de wetgeving.

Overgezonden door de Senaat, n° 1076/1 van 17 juni 1993.

Rapporteur(s) : de heer A. Duquesne.

9. BIJZONDERE COMMISSIE VOOR HET REGLEMENT EN VOOR DE HERVORMING VAN DE PARLEMENTAIRE WERKZAAMHEDEN

Ontbinding van het Parlement

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 3 maart 1977 betreffende de gevolgen van de ontbinding der Wetgevende Kamers ten aanzien van de vroeger ingediende ontwerpen en voorstellen van wet.

Overgezonden door de Senaat, n° 302/1 van 24 februari 1978.

Vervallen ingevolge de ontbinding van 8 november 1987.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1988.

Vervallen ten gevolge de ontbinding van 18 oktober 1991.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 28 maart 1992.

2. COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN

Internationale samenwerking

Wetsontwerp :

A. ter interpretatie van de wet van 16 juli 1976 houdende goedkeuring van, onder meer, het « Protocol houdende regeling van de vergoeding van gezaïriseerde goederen die aan Belgische onderdanen hebben toebehoord en de daarop betrekking hebbende uitwisselingen van brieven », internationale akten die op 28 maart 1976 te Kinshasa ondertekend werden tussen het Koninkrijk België en de Republiek Zaïre, en

B. houdende goedkeuring van de uitwisseling van brieven betreffende de uitvoering van hetzelfde Protocol, gesloten op 18 juni 1976 tussen het Koninkrijk België en de Republiek Zaïre.

Overgezonden door de Senaat, n° 1776/1 van 29 maart 1995.
Amendementen van de heren J.-P. de Clippele en A. Kempinaire, n° 1776/2 van 29 maart 1995.

Rapporteur(s) : de heer Y. Harmegnies.

3. COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN

Indirecte belastingen

1. Wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek der successierechten en van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, ten einde gelijkschakeling van het geadopteerde kind met een huwelijks kind te bereiken.

Overgezonden door de Senaat, n° 814/1 van 26 mei 1989.

Verslag van de heer L. Defosset (**), n° 814/2 van 14 juni 1989.

Advies van de Raad van State, n° 814/3 van 19 juli 1989.

Teruggezonden naar de commissie op 10 oktober 1989.

2. Wetsontwerp tot invoering van bepaalde fiscale maatregelen ten voordele van de bosbouwproductie op lange termijn.

Overgezonden door de Senaat, n° 1715/1 van 15 juli 1991.

Kaft, n° 1154/1 van 27 juli 1993.

Advies van de Raad van State, n° 1154/2 van 27 juli 1993.

Rapporteur(s) : de heer J.-P. Poncelet.

Parlementair toezicht

Wetsontwerp tot verbetering van de parlementaire controle inzake begrotingsaangelegenheden.

Overgezonden door de Senaat, n° 815/1 van 13 maart 1987.

Advies van de Raad van State, n° 815/2 van 15 juni 1987.

4. COMMISSIE VOOR DE INFRASTRUCTUUR

Haveninstallatie

Wetsontwerp betreffende het bouwen en het gebruik van los- en laadkaden langs de bevaarbare waterwegen van het Rijk.

Overgezonden door de Senaat, n° 584/1 van 25 juli 1986.

Openbare werken

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 9 augustus 1955 betreffende het Wegenfonds.

Overgezonden door de Senaat, n° 964/1 van 17 juli 1987.

Veiligheid op de weg

1. Wetsontwerp tot invoering van een hoofdstuk IIIbis (nieuw) in titel IV van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968.

Overgezonden door de Senaat, n° 1763/1 van 17 maart 1995.

2. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 62 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, en houdende expliciete erkenning van onbemande toestellen voor de controle van verkeersovertredingen.

Gewijzigd door de Senaat, n° 474/8 van 17 februari 1995.

Amendementen van de heer Ansoms n° 474/9 van 3 april 1995.

Amendement van de heer Draps, n° 474/10 van 6 april 1995.

5. COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

Beslag op bezittingen

Wetsontwerp houdende wijziging van artikel 633 van het Gerechtelijk Wetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 1035/1 van 9 november 1984.

Rapporteur(s) : de heer A. Bourgeois.

Kansspel

Wetsontwerp tot vervanging van het laatste lid van artikel 1 van de wet van 24 oktober 1902 op het spel, aangevuld door de wetten van 19 april 1963 en 22 november 1974.

Overgezonden door de Senaat, n° 483/1 van 31 juli 1978.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van 8 november 1987.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1988.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van 18 oktober 1991.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 28 maart 1992.

Politie

Wetsontwerp strekkende om de procedure voor het Hof van Cassatie te bespoedigen.

Overgezonden door de Senaat, n° 1808/1 van 10 april 1995.

B. — WETSONTWERPEN DIE WERDEN AANGENOMEN EN OVERGEZONDEN DOOR DE SENAAT

I. — Wetsontwerpen waarvan de behandeling in commissie beëindigd is

a) Wetsontwerp waarvan de bespreking en/of de stemming in plenaire vergadering werd verdaagd

Onderwijs

Wetsontwerp houdende integratie van de « Faculté Polytechnique de Mons » in de « Université de l'Etat à Mons. »

Overgezonden door de Senaat, n° 1210/1 van 13 mei 1985.

Verslag van de heer D. D'hondt (**), n° 1210/2 van 27 juni 1985.

Amendement van de heer Ch. Moors, n° 1210/3 van 3 juli 1985.

23 juli 1985 : in plenaire vergadering verdaagd.

b) Wetsontwerpen waarvan de aanneming niet wordt voorgesteld door de commissies

Beslag op bezittingen

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1468 van het Gerechtelijk Wetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 954/1 van 10 november 1989.

Verslag van de heer P. Hermans (**), n° 954/2 van 3 december 1990.

Leger

Wetsontwerp tot instelling van een Gemengde Commissie voor het onderzoeken van de problemen in verband met de organisatie van de Strijdkrachten en het voorstellen van de wijzigingen aan te brengen in de aard, de omvang en de duur van de prestaties die binnen het raam van de Organisatie van de Atlantische verdediging en de Europese veiligheid van de Natie gevraagd worden voor de instandhouding van de vrede in de wereld.

Overgezonden door de Senaat, n° 810/1 van 9 december 1983.

Verslag van de heer G. le Hardy de Beaulieu (**), n° 810/2 van 17 januari 1984.

Organisatie van verkiezingen

Wetsontwerp tot aanvulling van artikel 67 van de gemeentekieswet.

Overgezonden door de Senaat, n° 791/1 van 27 februari 1987.

Amendement van de heer A. De Beul (**), n° 791/2 van 15 oktober 1987.

Kaft, n° 442/1 van 10 juni 1988.

Verslag van de heer F. Bosmans (**), n° 442/2 van 10 juni 1988.

Overheidsopdracht

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 82bis van de gemeentewet.

Overgezonden door de Senaat, n° 1139/1 van 12 februari 1985.

Rapporteur(s) : de heer J. Timmermans (**).

II. — Wetsontwerpen aanhangig bij de commissies

1. COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT

Gemeente

Wetsontwerp tot aanvulling van artikel 216 van de nieuwe gemeentewet, wat de politieke activiteiten van de gemeentepolitie betreft.

Overgezonden door de Senaat, n° 979/1 van 27 april 1993.

Advies van de Raad van State, n° 979/2 van 2 juli 1993.

Amendementen van de heren A. Bertouille en J. Pivin, n° 979/3 van 9 juli 1993.

Amendementen van de heren D. Vanpoucke, P. Breyne, G. Vanleenhove en J. Van Eetvelt, n° 979/4 van 18 januari 1995.

Rapporteur(s) : de heer G. Vanleenhove.

Politie

Wetsvoorstel houdende invoeging van een artikel 53bis in de wet op het politieambt.

Overgezonden door de Senaat, n° 1098/1 van 30 juni 1993.

Rapporteur(s) : de heer A. Bertouille.

Politiek verlof

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 18 september 1986 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de overheidsdiensten.

Gewijzigd door de Senaat, n° 1476/1 van 10 juni 1994.

Rapporteur(s) : de heer F. Dufour.

**BIJZONDERE COMMISSIE BELAST MET HET ONDERZOEK VAN DE ONTWERPEN VAN
WET BETREFFENDE HET AKKOORD VAN SCHENGEN (COMMISSIE ONTBONDEN)**

Grensoverschrijdende samenwerking

Wetsvoorstel tot oprichting van een gemengde commissie belast met het onderzoek naar de tenuitvoerlegging en de werking van de Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen.

Ingediend door de heer H. Simons (**), n° 676/1 van 9 oktober 1992.

Amendement van de heren H. Simons (**) en X. Winkel (**), n° 676/2 van 16 februari 1993.

Rapporteur(s) : de heren Y. Harmegnies en S. De Clerck.

III. — Voorstellen die niet in overweging werden genomen

Arbeidsongeval

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidsongevallenwetgeving op het stuk van de ambsthalve aansluiting bij het Fonds voor arbeidsongevallen.

Ingediend door mevrouw M. De Meyer, n° 1793/1 van 4 april 1995.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 betreffende de schadeloosstelling als er een geschil is over de verzekering.

Ingediend door mevrouw M. De Meyer, n° 1800/1 van 6 april 1995.

Enquêtecommissie

Voorstel tot instelling van een parlementaire onderzoekscommissie betreffende de toestand op het stuk van de sociale bescherming en wat daarbij op het spel staat in de federale Staat.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 1195/1 van 26 oktober 1993.

Herziening van de Grondwet

1. Voorstel van verklaring tot herziening van de artikelen 23 en 142 van de Grondwet.

Ingediend door de heer H. Simons (**), n° 1671/1 van 16 januari 1995.

2. Voorstel van verklaring tot herziening van de Grondwet.

Ingediend door de heren E. Baldewijns, W. Burgeon en mevrouw A.-M. Corbisier-Hagon, n° 1799/1 van 5 april 1995.

Indirecte belasting

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 212 van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Ingediend door de heren D. Grimberghs en J.-P. Poncet, n° 1802/1 van 6 april 1995.

Oorlog

Wetsvoorstel om amnestie te verlenen aan repressieslachtoffers.

Ingediend door de heren G. Annemans, X. Buisseret, J. Caubergs, F. De Man, F. Dewinter, mevrouw M. Dillen, de heren J. Spinnewyn, L. Van Nieuwenhuisen, K. Van Overmeire en F. Wymeersch, n° 950/1 van 17 maart 1993.

Inoverwegingneming verworpen op 22 april 1993.

Overheidsdienst

Wetsvoorstel houdende minimumvereisten voor de overheid ten aanzien van haar betrekkingen met de burger.

Ingediend door de heren D. Reynders en J. Simonet, n° 1789/1 van 3 april 1995.

Persvrijheid

Wetsvoorstel tot interpretatie van artikel 18, tweede lid van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer D. Van der Maelen, n° 1788/1 van 31 maart 1995.

Sociale zekerheid

Wetsvoorstel om gepensioneerd slachtoffers van een arbeidsongeval of beroepsziekte vrij te stellen van pensioenbijdragen.

Ingediend door mevrouw M. De Meyer, n° 1801/1 van 6 april 1995.

Strafprocedure

1. Wetsvoorstel houdende afschaffing van het in de artikelen 209 en 210 van het Wetboek van Strafvordering bedoelde verslag uitgebracht aan de rechtscolleges die uitspraak doen in hoger beroep.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 242/1 van 27 februari 1992.

2. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 22bis in de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering.

Ingediend door mevrouw M. Dillen, n° 1794/1 van 4 april 1995.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering.

Ingediend door mevrouw M. Dillen, n° 1795/1 van 4 april 1995.

Wegverkeer

Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 16 maart 1968, en houdende invoering van het weerlegbaar vermoeden van strafrechtelijke aansprakelijkheid bij een verkeersovertreding in hoofde van de houder van de nummerplaat van het voertuig waarmee de overtreding gepleegd werd.

Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 1727/1 van 2 maart 1995.

Volksgezondheid

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale of met antihormonale werking.

Ingediend door de heer L. Barbé, n° 1719/1 van 15 februari 1995.

2. Wetsvoorstel tot instelling van een keurmerk « extra kwaliteit » voor vleeswaren.

Ingediend door de heer L. Barbé, n° 1736/1 van 7 maart 1995.

Sociale Zaken en Buitenlandse Betrekkingen

Werkloosheid

Voorstel van resolutie ertoe strekkend concreet uitvoering te geven aan de op donderdag 27 oktober 1994 door het Europees Parlement aangenomen resolutie over de werkgelegenheid en de sociale rechten in de Europese Unie.

Ingediend door de heer Ph. Defeyt, mevrouw M. Vogels (**), de heren Th. Detienne en J. Geysels, n° 1668/1 van 6 januari 1995.

Rapporteur(s) : de heer J.-M. Delizée.

Volksgezondheid, Leefmilieu en Justitie

Abortus

Voorstel van resolutie in verband met het tussentijds verslag van de nationale commissie voor de evaluatie van de wet van 3 april 1990 betreffende de zwangerschapsafbreking.

Ingediend door de heren G. Annemans, F. De Man en J. Van Hauthem, n° 1240/1 van 2 december 1993.

Enquêtecommissie

Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar mogelijke valsingen aan het koninklijk besluit n° 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies en het koninklijk besluit n° 79 van 10 november 1967 betreffende de Orde der geneesheren.

Ingediend door de heer S. Platteau, n° 803/1 van 14 december 1992.

Milieubescherming

Wetsvoorstel betreffende de beteugeling van milieucriminaliteit.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 289/1 van 6 maart 1992.

Advies van de Raad van State, n° 289/2 van 30 april 1992.

Volksgezondheid

Wetsvoorstel tot regeling van de procedure inzake de aanvraag tot en de uitvoering van een autopsie met een wetenschappelijk of diagnostisch oogmerk.

Ingediend door de heer J.-P. Henry, n° 1298/1 van 25 januari 1994.

17. BIJZONDERE COMMISSIE BELAST MET HET ONDERZOEK VAN DE WETSVOORSTELLEN EN DE VOORSTELLEN TOT WIJZIGING VAN HET REGLEMENT DIE CONCRETE FORM GEFEN AAN DE RESOLUTIE MET BETREKKING TOT DE ORGANISATIE VAN DE NIEUWE KAMER EN HET STATUUT VAN DE TOEKOMSTIGE VOLKSVERTEGENWOORDIGER

Cumulatie van ambten

Wetsvoorstel betreffende de belangen- en ambtsconflicten ten aanzien van de openbare mandatarissen.

Ingediend door de heer Cl. Eerdekens, n° 815/1 van 18 december 1992.

Advies van de Raad van State, n° 815/2 van 9 juli 1993.

Nationaal Parlement

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.

Ingediend door de heren A. Duquesne en J. Gol (**), n° 558/1 van 30 juni 1992.

Overgenomen door de heer D. Reynders, op 26 januari 1995 ter vervanging van de heer J. Gol (**).

Kaft, n° 558/2 van 26 januari 1995.

Rapporteur(s) : de heer D. Reynders.

2. Wetsvoorstel betreffende de voor de uitoefening van politieke mandaten vereiste financiële ethiek.

Ingediend door de heer G. Clerfayt, n° 1446/1 van 25 mei 1994.

3. Wetsvoorstel op de ziekenhuizen waaromtrent de nationale overheid beslissingsbevoegdheid heeft.
Ingediend door de heer L. Hancké, n° 502/1 van 5 juni 1992.

4. Voorstel van resolutie om het beroep van de gezondheidswerkers die zwaar zieken bijstaan, als paramedisch beroep te erkennen.
Ingediend door de heer Ch. Minet, mevrouw C. Burgeon en de heer J. Santkin, n° 547/1 van 24 juni 1992.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de op 7 augustus 1987 gecoördineerde wet op de ziekenhuizen.
Ingediend door mevrouw A. Leysen en de heer B. Vandendriessche, n° 1046/1 van 7 mei 1993.

6. Wetsvoorstel tot reglementering van de medisch gecontroleerde extramurale toediening van harddrugs aan verslaafden.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 1256/1 van 10 december 1993.

7. Voorstel van resolutie inzake de sterke toename van vruchtbaarheidsstoornissen bij mannen.
Ingediend door de heer L. Barbé, n° 1782/1 van 30 maart 1995.

Zachte geneeskunde

Wetsvoorstel tot erkenning van de homeopatie als een van de geneeskundige specialismen, alsook van de daarvoor gebruikte geneesmiddelen.

Ingediend door de heer L. Walry, n° 302/1 van 9 maart 1992.

16. VERENIGDE COMMISSIES

Binnenlandse Zaken en Handels- en Economisch Recht

Hulp aan minderbegunstigden

Wetsvoorstel tot regeling van het beroep op de vrijgevigheid van de bevolking.

Ingediend door de heer D. Grimberghs, n° 548/1 van 24 juni 1992.

Advies van de Raad van State, n° 548/2 van 9 november 1993.

Buitenlandse Betrekkingen en Herziening van de Grondwet

Europese Unie

Voorstel van resolutie inzake het Verdrag betreffende de Europese Unie.

Ingediend door de heren R. Langendries, G. Clerfayt, M. Colla, Cl. Eerdeken en J. Van Hecke, n° 500/1 van 3 juni 1992.

Amendementen van de heren L. Michel, P. Hazette, mevrouw M. Vogels (**), en de heren J. Moraël (**), H. Simons (**), H. Van Dienderen, G. Annemans, L. Van Nieuwenhuysen, mevrouw A. Spaak (**), de heer G. Clerfayt en mevrouw A.-M. Lizin, n° 500/2 van 3 juni 1992.

Amendement van de heer D. Van der Maelen, n° 500/3 van 5 juni 1992.

Herziening van de Grondwet

1. Voorstel tot herziening van artikel 4 van de Grondwet.
Ingediend door de heer J. Gol (**), n° 467/1 van 20 mei 1992.
Amendement van mevrouw A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**), n° 467/2 van 3 juni 1992.

Amendement van de heer G. Clerfayt en mevrouw A. Spaak (**), n° 467/3 van 4 juni 1992.

Amendement van de heer O. Maingain, n° 467/4 van 7 juli 1992.

Amendement van de heer J.-P. Van Rossem, n° 467/5 van 30 november 1992.

Rapporteur(s) : mevrouw A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).

2. Voorstel tot herziening van artikel 4 van de Grondwet.
Ingediend door de heer H. Simons (**) en mevrouw M. Vogels (**), n° 499/1 van 29 mei 1992.

Rapporteur(s) : mevrouw A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).

Financiën en Justitie

Geweld

Voorstel van resolutie inzake het verbeteren van de hulp aan de slachtoffers van gewelddaden.

Ingediend door de heer F. De Man, n° 1434/1 van 17 mei 1994.

Financiën en Sociale Zaken

Vakvereniging

Wetsvoorstel tot instelling van een open boekhouding van de vakorganisaties.

Ingediend door de heren P. Dewael en E. Beysen, n° 844/1 van 8 januari 1993.

Infrastructuur en Sociale Zaken

Veiligheid op de weg

Wetsvoorstel betreffende het wegvervoer door bestuurders in dienstverband.

Ingediend door de heer J. De Mol, n° 1056/1 van 9 juni 1993.
Rapporteur(s) : de heer E. Demuyt.

Justitie en Bedrijfsleven

Bescherming van de consument

Wetsvoorstel betreffende de verbetering van de rechtsbedeling voor de consument en het vorderingsrecht van consumentenorganisaties.

Ingediend door de heren F. Dielens en D. Van der Maelen, n° 1310/1 van 4 februari 1994.

Landbouw, Middenstand, Volksgezondheid en Leefmilieu

Beroepsorganisatie

Wetsvoorstel houdende beperking van de ketenvorming van apotheken.

Ingediend door de heer S. De Clerck, n° 1228/1 van 23 november 1993.

Rapporteur(s) : de heer H. Brouns.

7. Wetsvoorstel tot beperking van de reclame voor auto's. Ingediend door de heren X. Winkel (**) en H. Van Dienderen, n° 810/1 van 16 december 1992.

8. Voorstel van resolutie tot gebruik van chloorvrij en gerecycleerd papier. Ingediend door de heer R. Daems, n° 1243/1 van 2 december 1993.

9. Voorstel van resolutie tot gebruik van chloorvrij en gerecycleerd papier. Ingediend door de heer R. Daems, n° 1244/1 van 2 december 1993.

10. Wetsvoorstel om sommige pesticiden te verbieden. Ingediend door de heren L. Barbé, R. Dejonckheere en J. Brisart, n° 1297/1 van 25 januari 1994.

11. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging met het oog op de verplichte invoering van een bypass radiaal micro-filtersysteem voor motorolie en hydraulische olie. Ingediend door de heren H. Van Dienderen en X. Winkel (**), n° 1410/1 van 25 april 1994.

Minimum bestaansinkomen

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op het bestaansminimum, met betrekking tot de berekening van de bestaansmiddelen. Ingediend door de heer F. Dielens, n° 1137/1 van 19 juli 1993.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum door invoering van een huisvestingsbijslag. Ingediend door de heren D. Grimberghs en M. Olivier, n° 1394/1 van 1 april 1994.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2, § 1, 2°, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum. Ingediend door de heer J. Gabriëls, n° 1780/1 van 29 maart 1995.

Nucleaire veiligheid

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren. Ingediend door de heer D. Van der Maelen, n° 288/1 van 6 maart 1992.

2. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de ioniserende stralingen voortspruitende gevaren, teneinde een verbod te stellen op de uitvoer van kernafval naar landen die niet tot de Europese Gemeenschap behoren. Ingediend door mevrouw M. Aelvoet (**), de heren J. Geysels, R. Dejonckheere en X. Winkel (**), n° 293/1 van 6 maart 1992.

OCMW

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de commissies van openbare onderstand. Ingediend door de heer H. Marsoul, n° 1152/1 van 23 juli 1993.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Ingediend door de heer B. Vandendriessche, n° 1395/1 van 1 april 1994.

Oorlog

1. Wetsvoorstel tot heropening van de termijnen voor de indiening van de aanvragen tot verlening van eretekens wegens oorlogsfeiten van de oorlog 1940-1945 en de oorlog in Korea. Ingediend door de heer J.-P. Detremmerie, n° 65/1 van 24 januari 1992.

2. Wetsvoorstel tot heropening van de termijnen, gesteld voor het indienen van de aanvragen tot toekenning van het statuut van verplicht ingelijfd bij het Duitse leger en van hun rechthebbenden. Ingediend door de heer A. Gehlen, n° 252/1 van 28 februari 1992.

3. Wetsvoorstel tot toekenning van nieuwe voorzieningen ten gunste van degenen die bij het vervullen van hun plicht in de oorlog schade hebben geleden. Ingediend door de heer G. Matagne, n° 888/1 van 5 februari 1993.

Rechten van de zieke

1. Wetsvoorstel tot regeling van de verplichting de toestemming van de patiënt te vragen inzake medische handelingen. Ingediend door de heer L. Hancké, n° 337/1 van 12 maart 1992.

2. Wetsvoorstel betreffende het recht op inzage door de patiënt van de over hem samengestelde medische dossiers. Ingediend door de heer L. Hancké, n° 338/1 van 12 maart 1992.

Sociale zekerheid

Wetsvoorstel houdende de verplichting tot het samenstellen van het medisch dossier. Ingediend door de heer L. Hancké, n° 336/1 van 12 maart 1992.

Veterinaire wetgeving

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 november 1990 tot vaststelling van de modaliteiten voor overplaatsing van sommige ambtenaren van de gemeenten of verenigingen van gemeenten alsook van de modaliteiten van benoeming en de opneming in de werfingsreserve van sommige keurders bij het Instituut voor veterinaire keuring. Ingediend door de heer P. Hazette, n° 415/1 van 23 april 1992.

Volksgezondheid

1. Wetsvoorstel tot vervanging van het woord « geneesheer » door het woord « arts » in alle wetten. Ingediend door de heer J. Sleenckx, n° 310/1 van 10 maart 1992.

2. Wetsvoorstel houdende verbod op de reclame voor tabaksprodukten. Ingediend door de heren F. Dielens, A. Schellens en C. Lisabeth, n° 477/1 van 22 mei 1992.

**SUBCOMMISSIE VAN DE COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN BELAST MET HET
ONDERZOEK VAN HET SOCIAAL STATUUT VAN DE KUNSTENAARS**

Sociale zekerheid

1. Wetsvoorstel betreffende het sociale-zekerheidsstatuut van schouwspelartiesten.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 234/1 van 27 februari 1992.
Rapporteur(s) : de heer Th. Detienne.
2. Wetsvoorstel houdende het sociaal statuut van de podiumartiesten.
Ingediend door de heren J. Peeters, P. Hostekint en L. Peeters, n° 1257/1 van 10 december 1993.
Rapporteur(s) : de heer Th. Detienne.

3. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 3, 2°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.
Ingediend door de heer S. De Clerck, n° 1610/1 van 18 november 1994.
Rapporteur(s) : de heer Th. Detienne.
4. Wetsvoorstel betreffende de toepassing van de sociale zekerheid op de kunstenaars.
Ingediend door de heren Ph. Busquin, Y. Mayeur en E. Tomas, n° 1728/1 van 2 maart 1995.
Bijlage, n° 1728/2 van 23 maart 1995.
Rapporteur(s) : de heer Th. Detienne.

15. COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID EN HET LEEFMILIEU

Beroepsorganisatie

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 79 van 10 november 1967 betreffende de Orde der Geneesheren.
Ingediend door de heren E. De Groot en E. Flamant (**), n° 162/1 van 13 februari 1992.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 78 van 10 november 1967 betreffende de geneeskunst, de uitoefening van de daaraan verbonden beroepen en de geneeskundige commissies.
Ingediend door de heer E. De Groot, n° 396/1 van 6 april 1992.

2. Voorstel tot instelling van een parlementaire onderzoekscommissie in het kader van de strijd tegen de hormonenmafia.
Ingediend door de heren G. Annemans en J. Van Hauthem, n° 963/1 van 26 maart 1993.

Indirecte belasting

- Wetsvoorstel ter bevordering van de loodvrije benzine.
Ingediend door de heer G. Annemans, n° 332/1 van 12 maart 1992.

Bescherming van de consument

1. Wetsvoorstel voor een verdere normering van de samenstelling van merkstiften en vulpenpen met vezelstiften en viltstiften.
Ingediend door de heren L. Barbé, R. Dejonckheere en X. Winkel (**), n° 268/1 van 2 maart 1992.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten.
Ingediend door de heer J. Caudron, n° 1541/1 van 16 september 1994.

Milieubescherming

1. Wetsvoorstel houdende beperkingen op het gebruik van motorvoertuigen.
Ingediend door de heer J. Geysels, mevrouw M. Vogels (**) en de heer X. Winkel (**), n° 210/1 van 19 februari 1992.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 juli 1984 betreffende de invoer, de uitvoer en de doorvoer van afvalstoffen, teneinde de uitvoer van gevaarlijke en giftige afvalstoffen naar andere dan de Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen te verbieden.
Ingediend door mevrouw M. Aelvoet (**), de heren R. Dejonckheere en L. Barbé, n° 291/1 van 6 maart 1992.
3. Voorstel van organieke wet op de milieubescherming.
Ingediend door de heren R. Dejonckheere, L. Barbé, J. Moraël (**) en mevrouw Dua, n° 363/1 van 20 maart 1992.
4. Voorstel van resolutie aangaande het erkennen van de Dag van de Aarde als nationale ecologische feestdag.
Ingediend door mevrouw V. Dua en de heer R. Dejonckheere, n° 443/1 van 7 mei 1992.
5. Wetsvoorstel houdende het verbod van ondergrondse berging van nucleaire afvalstoffen.
Ingediend door de heren J. Geysels en J. Moraël (**), n° 492/1 van 1 juni 1992.
6. Wetsvoorstel tot normering van cadmium en cadmiumverbindingen.
Ingediend door de heren X. Winkel (**), L. Barbé en R. Dejonckheere, n° 570/1 van 6 juli 1992.

Bio-ethiek

- Wetsvoorstel tot oprichting van een Hoge raad voor gezondheidsethiek en deontologie.
Ingediend door de heer L. Hancké, n° 802/1 van 14 december 1992.

Enquêtecommissie

1. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar een beleid met het oog op de naleving van de wetgeving inzake het gebruik van stoffen met hormonale of anti-hormonale werking in de veeteelt.
Ingediend door de heren G. Swennen, L. Barbé, G. Bossuyt, J. Caudron, P. Hazette, P. Hostekint, Ch. Janssens, mevrouw T. Merckx-Van Goey, de heren R. Thissen en M. Verwilghen, n° 949/1 van 17 maart 1993.

Volksgezondheid

Wetsvoorstel tot invoering van een regeling voor de vergoeding van met het HIV besmette personen ingevolge de toediening van bloedprodukten.

Ingediend door de heren E. Bertrand en J. Simonet, n° 768/1 van 3 december 1992.

Werkloosheid

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van het koninklijk besluit n° 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces.
Ingediend door mevrouw L. Onkelinx, n° 41/1 van 17 januari 1992.

Overgenomen door de heer Y. Mayeur, op 19 maart 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de toegangsvoorwaarden voor de rechthebbenden op een bestaansminimum in de programma's ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector.

Ingediend door de heer L. Peeters, n° 150/1 van 13 februari 1992.

3. Wetsvoorstel tot uitbreiding van de tegemoetkoming van het Tewerkstellingsfonds tot de jongeren met voltijdse leerplicht.

Ingediend door de heer Ph. Charlier, n° 160/1 van 13 februari 1992.

4. Wetsvoorstel houdende maatregelen tot terugdringing van de werkloosheid.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 258/1 van 28 februari 1992.

5. Wetsvoorstel tot aanpassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid.

Ingediend door de heer J. Sleenckx, n° 365/1 van 23 maart 1992.

6. Wetsvoorstel tot instelling van een uitkeringsstelsel voor oudere werklozen.

Ingediend door de heer J. Sleenckx, n° 366/1 van 23 maart 1992.

7. Wetsvoorstel tot opheffing van de artikelen 80 tot 88 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Ingediend door de heren J. Geysels en Th. Detienne, n° 403/1 van 14 april 1992.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces.

Ingediend door de heer E. Schuermans, n° 404/1 van 14 april 1992.

9. Wetsvoorstel tot toekenning aan de vrouwen, onder bepaalde voorwaarden, van het recht op werkloosheids- en ziekteuitkeringen na de leeftijd van 59 jaar.

Ingediend door de heer J. Sleenckx, n° 427/1 van 28 april 1992.

Amendementen van de heer P. Breyne, n° 427/2 van 15 juli 1992.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 december 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 447/1 van 13 mei 1992.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 103, § 2, van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen.

Ingediend door mevrouw A.-M. Corbisier-Hagon, n° 713/1 van 5 november 1992.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 juli 1993 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling van jongeren in het raam van het jongerenbanplan.

Ingediend door de heer J. Santkin, n° 1285/1 van 11 januari 1994.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 36 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Ingediend door de heer W. Draps, n° 1542/1 van 20 september 1994.

14. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 73 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen met betrekking tot de wettelijke regeling van de werking van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen.

Ingediend door de heren Th. Detienne en J. Geysels, n° 1555/1 van 12 oktober 1994.

15. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Ingediend door mevrouw M. De Meyer, n° 1692/1 van 27 januari 1995.

Zwangerschapsverlof

Wetsvoorstel tot uitbreiding van het zwangerschapsverlof tot zestien weken.

Ingediend door de heer J. Peeters, n° 294/1 van 6 maart 1992.

Rapporteur(s) : de heer M. Olivier.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 72 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.
Ingediend door de heer L. Goutry, n° 1346/1 van 7 maart 1994.

Rapporteur(s) : de heer J. Peeters.

Sociale bijstand

1. Wetsvoorstel ertoe strekkende de toegang van de daklozen tot hun rechten te vergemakkelijken.
Ingediend door mevrouw A.-M. Corbisier-Hagon, n° 33/1 van 15 januari 1992.
2. Wetsvoorstel tot toekenning van een verwarmingstoelage aan personen die het gewaarborgd inkomen voor bejaarden of het bestaansminimum ontvangen.
Ingediend door de heer J.-P. Perdieu, n° 72/1 van 24 januari 1992.
Rapporteur(s) : mevrouw C. Burgeon.
3. Wetsvoorstel tot bewaking van de evolutie van de armoede en de sociale uitsluiting.
Ingediend door de heer J. Peeters, mevrouw M. De Meyer en de heer F. Dielens, n° 1675/1 van 19 januari 1995.

Sociale zekerheid

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen.
Ingediend door de heer L. Michel, n° 187/1 van 14 februari 1992.
2. Wetsvoorstel betreffende het sociale-zekerheidsstatuut van schouwspelartiesten.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 234/1 van 27 februari 1992.
3. Wetsvoorstel tot splitsing van de sociale zekerheid in een sociale zekerheid voor Europese gerechtigden en een sociale zekerheid voor niet-Europese gerechtigden, en tot regeling van de autonome financiering ervan.
Ingediend door de heer G. Annemans, n° 329/1 van 12 maart 1992.
4. Wetsvoorstel tot afschaffing van de nationaliteitsvoorwaarde inzake tegemoetkomingen aan gehandicapten, het bestaansminimum en het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en tot wijziging van de verblijfsvoorwaarde inzake gewaarborgde gezinsbijslag.
Ingediend door de heer X. Winkel (**) en mevrouw V. Dua, n° 577/1 van 8 juli 1992.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 juni 1976 tot uitvoering van artikel 46 van de wet van 30 maart 1976 betreffende de economische herstelmaatregelen.
Ingediend door de heer S. Kubla, n° 693/1 van 21 oktober 1992.
6. Wetsvoorstel tot wijziging inzake de forfaitaire betalingswijze in de eerstelijnsgezondheidszorg, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.
Ingediend door de heer L. Hancké, n° 791/1 van 9 december 1992.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 25 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.
Ingediend door de heer J. Peeters, n° 1216/1 van 10 november 1993.

8. Wetsvoorstel houdende het sociaal statuut van de podiumartiesten.
Ingediend door de heren J. Peeters, P. Hostekint en L. Peeters, n° 1257/1 van 10 december 1993.
Rapporteur(s) : de heer Th. Detienne.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 61quinquies van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.
Ingediend door de heren R. Landuyt en J. Peeters, n° 1312/1 van 8 februari 1994.
10. Wetsvoorstel tot verbetering van het concurrentievermogen van de erkende beschermde werkplaatsen.
Ingediend door de heren M. Logist, J. Sleetx en P. Hostekint, n° 1474/1 van 8 juni 1994.
11. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen om de tewerkstelling in beschutte werkplaatsen aan te moedigen.
Ingediend door de heer L. Pierco, n° 1531/1 van 6 juli 1994.
12. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 3, 2°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.
Ingediend door de heer S. De Clerck, n° 1610/1 van 18 november 1994.
13. Voorstel van resolutie strekkende tot de splitsing van de sociale zekerheid.
Ingediend door de heren G. Annemans en X. Buisseret, n° 1682/1 van 23 januari 1995.
14. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.
Ingediend door de heer V. Anciaux, n° 1716/1 van 15 februari 1995.
15. Wetsvoorstel betreffende de toepassing van de sociale zekerheid op de kunstenaars.
Ingediend door de heren Ph. Busquin, Y. Mayeur en E. Tomas, n° 1728/1 van 2 maart 1995.
Bijlage, n° 1728/2 van 23 maart 1995.

Sport

- Wetsvoorstel tot onttrekking van de sportbeoefenaars met een bescheiden vergoeding aan de toepassing van het arbeidsrecht.
Ingediend door de heer J. Van Eetvelt, n° 183/1 van 14 februari 1992.

Vakvereniging

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 mei 1952 tot inrichting van de Nationale arbeidsraad, met betrekking tot de representatieve werknemersorganisaties.
Ingediend door de heer L. Standaert, n° 1174/1 van 22 september 1993.

Veiligheid op de weg

- Wetsvoorstel tot verbetering van de verkeersveiligheid van de werknemers tijdens hun verplaatsingen tussen de woonplaats en de plaats van tewerkstelling.
Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 659/1 van 24 september 1992.

Gezinsuitkering

1. Wetsvoorstel waarbij de regeling inzake kinderbijslag voor zelfstandigen gelijkgesteld wordt met de regeling voor werknemers.
Ingediend door de heer J.-P. Detremmerie, n° 70/1 van 24 januari 1992.
2. Wetsvoorstel tot opheffing van het koninklijk besluit n° 122 van 30 december 1982 tot wijziging van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en tot wederinvoering van het kinderbijslagstelsel dat tot 31 maart 1983 van kracht was.
Ingediend door de heer J.-P. Perdieu, n° 95/1 van 30 januari 1992.
3. Wetsvoorstel tot invoering van een « nieuw schooljaar-cheque » ten gunste van elk schoolgaand kind.
Ingediend door de heer L. Michel, n° 112/1 van 11 februari 1992.
Amendementen van de heer G. Matagne, n° 112/2 van 18 maart 1992.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 51, § 3, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.
Ingediend door mevrouw C. Burgeon en mevrouw L. Onkelinx, n° 132/1 van 12 februari 1992.
Overgenomen door de heer Y. Mayeur, op 19 maart 1992, ter vervanging van mevrouw L. Onkelinx.
Rapporteur(s) : de heer Ch. Minet.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 227 van 9 december 1983 tot instelling voor de loon- en weddetrekkenden van de openbare en van de privé-sector, van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen.
Ingediend door de heer J. Peeters, n° 305/1 van 10 maart 1992.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 tot uitvoering van artikel 62, § 6, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.
Ingediend door de heer G. Matagne, n° 355/1 van 19 maart 1992.
7. Wetsvoorstel tot invoering van het opvoedersloon.
Ingediend door de heren L. Van Nieuwenhuysen, G. Annemans en mevrouw M. Dillen, n° 694/1 van 22 oktober 1992.
8. Voorstel van resolutie betreffende de aanpassing van de leeftijdsbijslagen van het kindergeld.
Ingediend door de heer L. Van Nieuwenhuysen, n° 1356/1 van 10 maart 1994.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van de samengeordende wetten van 27 maart 1951 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.
Ingediend door de heer J. Van Hauthem, n° 1685/1 van 24 januari 1995.

Ontslag om economische redenen

- Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 13 van de wet van 30 juni 1967 tot verruiming van de opdracht van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers.
Ingediend door de heer H. Coveliers, n° 92/1 van 30 januari 1992.

Overheidsdienst

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 mei 1976 houdende validatie van sommige benoemingen en bevorderingen in openbare instellingen ressorterende onder de minister van Sociale Voorzorg.
Ingediend door de heer S. De Clerck, n° 1611/1 van 18 november 1994.

Pensioenen

1. Wetsontwerp betreffende de aanvullende pensioenregelingen.
Ingediend door de regering, n° 945/1 van 30 juni 1987.
Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamers van 8 november 1987.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1988.
Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamers van 18 oktober 1991.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 28 maart 1992.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en van het koninklijk besluit n° 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.
Ingediend door de heer J.-P. Perdieu, n° 68/1 van 24 januari 1992.
Rapporteur(s) : mevrouw C. Burgeon.
3. Wetsvoorstel tot vaststelling van de modaliteiten van uitbetaling van de vervallen en niet uitbetaalde termijnen in geval van overlijden van gerechtigden op een werknemerspensioen, een pensioen voor zelfstandigen, een rente, het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en een tegemoetkoming aan gehandicapten.
Ingediend door de heer L. Peeters, n° 173/1 van 13 februari 1992.
Rapporteur(s) : mevrouw C. Burgeon.
4. Wetsvoorstel tot aanpassing van de wegens vervroeging verminderde rustpensioenen voor werknemers aan het gewaarborgd minimumpensioen voor werknemers.
Ingediend door de heren L. Peeters en F. Willockx (**), n° 186/1 van 14 februari 1992.
Rapporteur(s) : de heren J. Peeters en J.-P. Perdieu.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10, derde lid, van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden.
Ingediend door de heer J. Peeters, n° 599/1 van 16 juli 1992.
Rapporteur(s) : de heer F. Poty.
6. Wetsvoorstel strekkende tot het opheffen van de discriminatie tussen mannen en vrouwen met betrekking tot hun sociaal statuut wanneer zij na hun zestigste blijven werken.
Ingediend door de heren L. Van Nieuwenhuysen en G. Annemans, n° 605/1 van 22 juli 1992.
7. Wetsvoorstel tot toekenning van het gewaarborgd minimumpensioenbedrag in de openbare sector voorzien voor een gehuwde gepensioneerde aan een alleenstaande gepensioneerde met kinderlast.
Ingediend door de heer J. Peeters, n° 674/1 van 9 oktober 1992.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden.
Ingediend door de heer J.-P. Perdieu, n° 1328/1 van 22 februari 1994.

3. Wetsvoorstel tot aanpassing van de arbeidswetgeving aan de wet op de meerderjarigheid.

Ingediend door de heren J. Peeters en L. Peeters, n° 307/1 van 10 maart 1992.

Rapporteur(s) : de heer B. Vandendriessche.

4. Wetsvoorstel tot recht op loopbaanonderbreking.

Ingediend door de heer J. Peeters, n° 308/1 van 10 maart 1992.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 11bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten met betrekking tot de flexibiliteitsregeling inzake deeltijdse arbeid.

Ingediend door de heer J. Sleenckx, n° 313/1 van 10 maart 1992.

6. Wetsvoorstel tot invoering van een gelijke behandeling, zonder onderscheid naar leeftijd, ten aanzien van de toegang tot het arbeidsproces, de promotiekansen, de opleiding, de vorming, de scholing, de sociale promotie, de toegang tot een zelfstandig beroep en de voorwaarden voor ontslag.

Ingediend door de heren F. Dielens, J. Peeters en J. Sleenckx, n° 835/1 van 24 december 1992.

7. Wetsvoorstel tot oprichting van een commissie voor een evenwichtige verdeling en de opwaardering van de niet-betaalde zorgarbeid.

Ingediend door mevrouw V. Dua en de heer Th. Detienne, n° 1197/1 van 27 oktober 1993.

8. Wetsvoorstel tot invoering van de servicecheque.

Ingediend door de heren W. Draps, D. Reynders en L. Michel n° 1549/1 van 3 oktober 1994.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Ingediend door mevrouw A.-M. Lizin, n° 1550/1 van 4 oktober 1994.

Arbeidsbezoldiging

1. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 5, § 6, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon van de werknemers.

Ingediend door de regering, n° 1010/1 van 14 oktober 1987. Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamers van 8 november 1987.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1988.

Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamers van 18 oktober 1991.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 28 maart 1992.

2. Wetsvoorstel betreffende de maaltijdcheque.

Ingediend door de heer M. Olivier, n° 134/1 van 12 februari 1992.

Amendementen van de regering en de heer W. Draps, n° 134/2 van 23 maart 1993.

Amendement van de regering, n° 134/3 van 20 oktober 1993.

Amendementen van de heren J. Santkin en Ph. Charlier, n° 134/4 van 22 december 1993.

Amendementen van mevrouw L. Nelis-Van Liedekerke, de heren W. Draps, D. Van Mechelen en L. Goutry, n° 134/5 van 19 januari 1994.

Rapporteur(s) : de heer J. Ansoms.

3. Wetsvoorstel ertoe strekkende het gebruik van maaltijdcheques voor de aankoop van andere goederen dan levensmiddelen toe te staan.

Ingediend door de heren L. Michel, P. Hazette, E. Flamant (**), S. Kubla en D. Van Mechelen, n° 270/1 van 2 maart 1992.

Rapporteur(s) : de heer J. Ansoms.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 juni 1976 tot invoering van een vakantiegeld voor bepaalde groepen van personen.

Ingediend door de heer X. Winkel (**) en mevrouw V. Dua, n° 578/1 van 8 juli 1992.

Arbeidscontract

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Ingediend door de heer J. Sleenckx, n° 345/1 van 16 maart 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 39 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Ingediend door de heer D. Grimberghs, n° 654/1 van 21 september 1992.

Arbeidsongeval

1. Wetsvoorstel tot instelling van de verplichting voor verzekeringsmaatschappijen om een arbeidsongevallenverzekering voor hun personeel af te sluiten bij een andere maatschappij.

Ingediend door de heer L. Standaert, n° 685/1 van 14 oktober 1992.

Rapporteur(s) : de heer Th. Detienne.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 24 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

Ingediend door mevrouw A.-M. Corbisier-Hagon, de heren Ph. Charlier en G. Hollogne, n° 1160/1 van 6 september 1993.

Rapporteur(s) : de heer Th. Detienne.

Arbeidsveiligheid

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 267 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming inzake de hefwerktuigen.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 453/1 van 15 mei 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen.

Ingediend door de heer J. Sleenckx, n° 1241/1 van 2 december 1993.

Feestdag

1. Wetsvoorstel strekkende tot invoering van een betaalde feestdag op 11 juli.

Ingediend door de heer G. Annemans, n° 619/1 van 31 juli 1992.

2. Voorstel van resolutie tot instelling van een uitzonderlijke wettelijke feestdag op 8 mei 1995.

Ingediend door de heer Ph. Charlier, n° 1472/1 van 7 juni 1994.

Rapporteur(s) : de heer W. Draps.

3. Voorstel van resolutie betreffende de erkenning van de feestdagen van gemeenschappen en gewesten als wettelijke feestdag.

Ingediend door de heer P. Van Grembergen, n° 1574/1 van 19 oktober 1994.

Wetgeving

Wetsvoorstel tot inrichting van een driejaarlijkse wetsevaluatie.

Ingediend door de heer J. Vande Lanotte, n° 439/1 van 7 mei 1992.

Verslag van de heer A. Duquesne, n° 439/2 van 26 april 1994.

12. COMMISSIE VOOR DE NATURALISATIES**Nationaliteit**

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit.

Ingediend door de heer V. Anciaux, n° 1402/1 van 18 april 1994.

Advies uit te brengen aan de commissie voor de Justitie.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit.

Ingediend door de heer G. Swennen, n° 1706/1 van 10 februari 1995.

Advies uit te brengen aan de commissie voor de Justitie.

13. BIJZONDERE COMMISSIE VOOR HET REGLEMENT EN VOOR DE HERVORMING VAN DE PARLEMENTAIRE WERKZAAMHEDEN**Commissie ad hoc**

Voorstel tot invoeging van een artikel 102bis in het Reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, over de « Commissie ad hoc » en de arresten betreffende de verantwoordelijkheid van openbare rekenplichtigen.

Ingediend door de heer A. Bourgeois, n° 59/1 van 24 januari 1992.

Reglement van de Kamer

1. Voorstel tot wijziging van artikel 18 van het Reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Ingediend door mevrouw L. Onkelinx en de heer Y. Mayeur, n° 136/1 van 13 februari 1992.

2. Voorstel tot wijziging van artikel 92 van het Reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Ingediend door de heer S. Kubla, n° 213/1 van 19 februari 1992.

3. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, betreffende de wijze van behandeling van wetsontwerpen tot omzetting van normatieve akten van de Europese Gemeenschappen.

Ingediend door de heer D. Van der Maelen, n° 273/1 van 4 maart 1992.

4. Voorstel tot wijziging van artikel 31 van het reglement van de Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Ingediend door de heren E. Flamant (**) en P. Dewael, n° 809/1 van 16 december 1992.

5. Voorstel tot wijziging van artikel 55 van het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Ingediend door de heren H. Lauwers en P. Van Grembergen, n° 1002/1 van 7 mei 1993.

6. Voorstel tot wijziging van het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 1061/1 van 11 juni 1993.

7. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer houdende invoeging van een artikel 100ter tot oprichting van een Adviescomité voor wetenschappelijke en technologische vraagstukken.

Ingediend door de heren J.-P. Poncelet, D. Ducarme, mevrouw T. Merckx-Van Goeij en de heer J. Devolder, n° 1203/1 van 3 november 1993.

Amendement van de heren Ch. Janssens, J.-P. Poncelet en A. Schellens, n° 1203/2 van 23 juni 1994.

8. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Ingediend door de heer P. Dewael, n° 1473/1 van 8 juni 1994.

14. COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN**Alimentatieplicht**

1. Wetsvoorstel houdende oprichting en organisatie van een Rijksfonds voor alimentatievorderingen.

Ingediend door mevrouw L. Onkelinx en mevrouw C. Burgeon, n° 181/1 van 14 februari 1992.

Overgenomen door de heer Y. Mayeur, op 19 maart 1992, ter vervanging van mevrouw L. Onkelinx.

2. Wetsvoorstel tot regeling van alimentatievorderingen door bemiddeling van een Rijksbureau voor alimentatievorderingen.

Ingediend door de heren Ph. Charlier, P. Beaufays, mevrouw A.-M. Corbisier-Hagon en mevrouw N. de T'Serclaes, n° 182/1 van 14 februari 1992.

Arbeid

1. Wetsvoorstel houdende de instelling van het palliatief verlof.

Ingediend door de heer M. Olivier, n° 161/1 van 13 februari 1992.

Amendementen van de heer W. Draps, n° 161/2 van 16 juni 1994.

Rapporteur(s) : de heer L. Goutry.

2. Wetsvoorstel tot instelling van een opvangverlof in geval van adoptie of pleegvoogdij.

Ingediend door mevrouw A.-M. Corbisier-Hagon en de heer P. Beaufays, n° 257/1 van 28 februari 1992.

Amendementen van de heer J. Sleetx en mevrouw M. De Meyer, n° 257/2 van 28 maart 1995.

Rapporteur(s) : de heer Ph. Charlier.

53. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 61 van de Grondwet.
Ingediend door de heren F. Dewinter en K. Van Overmeire, n° 1333/1 van 28 februari 1994.

54. Voorstel van verklaring tot herziening van de artikelen 31, 59, 74, 2°, 103, 104, 111, 120, 125, 126 en 147, tweede lid, van de Grondwet.
Ingediend door de heren D. Van der Maelen, P. Hostekint en J. Vande Lanotte, n° 1364/1 van 18 maart 1994.

55. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 21 van de Grondwet.
Ingediend door de heer L. Standaert, n° 1536/1 van 2 augustus 1994.

56. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 181 van de Grondwet.
Ingediend door de heer L. Standaert, n° 1537/1 van 2 augustus 1994.

Ministeriële verantwoordelijkheid

Voorstel van bijzondere wet betreffende de strafrechtelijke verantwoordelijkheid en de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de leden van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 1704/1 van 6 februari 1995.

OCMW

Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 5 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.
Ingediend door de heer J. Gabriëls en mevrouw A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**), n° 1443/1 van 24 mei 1994.

Organisatie van verkiezingen

1. Wetsvoorstel inzake de verkiezingen voor de hervormde Senaat.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 490/1 van 2 juni 1992.

2. Wetsvoorstel houdende organisatie van het senaats-examen.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 498/1 van 2 juni 1992.

Overheidsopdracht

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 januari 1958 betreffende de cessies en inpandgevingen van schuldvorderingen op de Belgische Staat uit hoofde van werken en leveringen.
Ingediend door de heer J. Simonet, n° 796/1 van 11 december 1992.

Parlement

Voorstel tot invoeging van een artikel 65bis en tot wijziging van artikel 66 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers.
Voorstel ingediend door de heer R. Daems, n° 481/1 van 25 mei 1992.
Rapporteur(s) : de heren R. Landuyt en A. Duquesne.

Provincie

Voorstel van bijzondere wet teneinde de 19 gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest te onttrekken aan de indeling in provincies en hen een eigen statuut inzake provinciale bevoegdheden toe te kennen.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 174/1 van 13 februari 1992.

Referendum

1. Wetsvoorstel tot instelling van de volksraadpleging.
Ingediend door de heer L. Michel, n° 154/1 van 13 februari 1992.
2. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 17 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.
Ingediend door de heer G. Verhofstadt, n° 583/1 van 9 juli 1992.
Rapporteur(s) : mevrouw A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).
3. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 6 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.
Ingediend door de heer G. Verhofstadt, n° 584/1 van 9 juli 1992.
Rapporteur(s) : mevrouw A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).
4. Wetsvoorstel houdende organisatie van een volksraadpleging over de huidige Staatsvorming, bekend onder de naam « Sint-Michiels-akkoord ».
Ingediend door de heren J. Gol (**) en G. Clerfayt, n° 1017/1 van 19 mei 1993.

Regering

Voorstel van resolutie betreffende de samenstelling van de kabinetten van de ministers en de staatssecretaris.
Ingediend door de heren G. Verhofstadt en P. Dewael, n° 354/1 van 18 maart 1992.

Staatshoofd

Wetsvoorstel tot afschaffing van het decreet n° 5 van 24 november 1830 waarbij de leden van het huis Oranje-Nassau voor altijd van alle macht in België worden uitgesloten van het Voorlopig Bewind.
Ingediend door de heer L. Van Nieuwenhuysen, n° 1036/1 van 28 mei 1993.
Advies van de Raad van State, n° 1036/2 van 27 juli 1993.

Strafrecht

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.
Ingediend door de heer G. Clerfayt, mevrouw A. Spaak (**) en de heer O. Maingain, n° 126/1 van 11 februari 1992.
Advies van de Raad van State, n° 126/2 van 13 april 1992.
2. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.
Ingediend door mevrouw T. Merckx-Van Goey, n° 487/1 van 29 mei 1992.
Verslag van de heer C. Lisabeth, n° 487/2 van 7 juli 1993.
3. Wetsvoorstel betreffende de ambtelijke en ministeriële verantwoordelijkheid.
Ingediend door de heren R. Landuyt, P. Hostekint, D. Van der Maelen en J. Vande Lanotte, n° 701/1 van 27 oktober 1992.
Advies van de Raad van State, n° 701/2 van 7 juni 1994.
Amendementen van de heer R. Landuyt, n° 701/3 van 17 januari 1995.
Rapporteur(s) : de heer P. Hostekint.

26. Voorstel tot herziening van artikel 57, eerste en tweede lid, van de Grondwet.
Ingediend door de heer L. Michel, n° 554/1 van 30 juni 1992.
27. Voorstel tot herziening van artikel 52, eerste lid, van de Grondwet.
Ingediend door de heer L. Michel, n° 569/1 van 6 juli 1992.
28. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 131 van de Grondwet.
Ingediend door de heer G. Verhofstadt, n° 589/1 van 10 juli 1992.
29. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 107^{quater} van de Grondwet.
Ingediend door de heer G. Verhofstadt, n° 590/1 van 10 juli 1992.
30. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 59^{bis}, § 5, van de Grondwet.
Ingediend door de heer G. Verhofstadt, n° 591/1 van 10 juli 1992.
31. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 59^{ter} van de Grondwet.
Ingediend door de heer G. Verhofstadt, n° 592/1 van 10 juli 1992.
32. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 107^{ter}, § 2, van de Grondwet.
Ingediend door de heer G. Verhofstadt, n° 593/1 van 10 juli 1992.
33. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 73 van de Grondwet.
Ingediend door de heren P. Berben, P. Dewael en M. Verwilghen, n° 615/1 van 29 juli 1992.
34. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 125 van de Grondwet.
Ingediend door de heer L. Standaert, n° 655/1 van 21 september 1992.
35. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 37 van de Grondwet ten einde een lid van de oppositie tot kamervoorzitter aan te wijzen.
Ingediend door de heer L. Michel, n° 679/1 van 9 oktober 1992.
36. Voorstel tot herziening van artikel 31 van de Grondwet.
Ingediend door de heer H. Lauwers, n° 683/1 van 12 oktober 1992.
37. Voorstel tot herziening van artikel 6 van de Grondwet.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 783/1 van 7 december 1992.
38. Voorstel tot herziening van artikel 49 van de Grondwet.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 784/1 van 7 december 1992.
39. Voorstel tot herziening van artikel 31 van de Grondwet.
Ingediend door de heren D. Reynders, D. Ducarme en L. Michel, n° 956/1 van 19 maart 1993.
40. Voorstel tot herziening van titel II van de Grondwet om een artikel 3^{quater} in te voegen.
Ingediend door de heren D. Ducarme en D. Reynders, n° 957 van 19 maart 1993.
41. Voorstel tot herziening van titel II van de Grondwet om nieuwe bepalingen in te voegen die de bescherming moeten verzekeren van de rechten en vrijheden, gewaarborgd door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.
Ingediend door de heer H. Simons (**), mevrouw M. Aelvoet (**) en de heer J. Decorte, n° 1013/1 van 18 mei 1993.
42. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 48, derde lid, van de Grondwet ten einde de stemplicht af te schaffen.
Ingediend door de heren P. Dewael en E. Beysen, n° 1014/1 van 19 mei 1993.
43. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 107^{ter}, § 2, van de Grondwet.
Ingediend door de heer P. Dewael, n° 1016/1 van 19 mei 1993.
44. Voorstel tot herziening van Titel II van de Grondwet om er een artikel 6^{ter} betreffende het recht op gewetensbezwaar in te voegen.
Ingediend door de heren Ph. Dallons, H. Van Dienderen, D. Grimberghs, M. Harmegnies, J. Vande Lanotte en P. Breynne, n° 1102/1 van 2 juli 1993.
Amendement van de heren P. Breynne en D. Grimberghs, n° 1102/2 van 11 januari 1994.
Amendement van de heer K. Van Overmeire, n° 1102/3 van 20 april 1994.
Amendement van de heren J. Vande Lanotte en D. Van der Maelen, n° 1102/4 van 16 juni 1994.
Rapporteur(s) : de heer A. Gehlen.
45. Wetsvoorstel tot organisatie van een volksraadpleging over de herziening van de Grondwet.
Ingediend door de heer J.-P. Viseur, n° 1110/1 van 8 juli 1993.
46. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 45 van de Grondwet.
Ingediend door de heer P. Dewael, n° 1198/1 van 27 oktober 1993.
47. Voorstel tot herziening van artikel 116 van de Grondwet.
Ingediend door de heer K. Pinxten, n° 1214/1 van 9 november 1993.
48. Voorstel van verklaring tot herziening van de Grondwet.
Ingediend door de heren F. Dewinter en K. Van Overmeire, n° 1315/1 van 8 februari 1994.
49. Voorstel tot herziening van artikel 8 van de Grondwet.
Ingediend door de heer G. Clerfayt, n° 1323/1 van 18 februari 1994.
50. Voorstel van verklaring tot herziening van de artikelen 30 en 129 van de Grondwet.
Ingediend door de heer L. Van Nieuwenhuysen, n° 1325/1 van 22 februari 1994.
51. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 59 van de Grondwet.
Ingediend door de heer K. Pinxten, n° 1331/1 van 24 februari 1994.
52. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 62 van de Grondwet.
Ingediend door de heer F. Dewinter, n° 1332/1 van 28 februari 1994.

Verslag van de heren D. Van der Maelen en H. Simons (**),
n° 16/4 van 27 januari 1992.

Advies van de Raad van State, n° 16/5 van 31 maart 1992.
Teruggezonden naar de commissie op 7 mei 1992.

Herziening van de Grondwet

1. Voorstel tot herziening van artikel 57 van de Grondwet.
Ingediend door de heer L. Michel, n° 207/1 van 19 februari 1992.

2. Voorstel tot herziening van artikel 52 van de Grondwet.
Ingediend door de heer L. Michel, n° 216/1 van 19 februari 1992.

3. Voorstel tot herziening van artikel 36 van de Grondwet.
Ingediend door de heer L. Michel, n° 217/1 van 19 februari 1992.

4. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 23 van de Grondwet.
Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 377/1 van 31 maart 1992.
Amendement van de heer E. Van Vaerenbergh, n° 377/2 van 19 december 1994.

5. Voorstel tot herziening van artikel 56^{ter} van de Grondwet.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 382/1 van 3 april 1992.
Rapporteur(s) : de heer K. Van Overmeire.

6. Voorstel tot herziening van artikel 55 van de Grondwet.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 384/1 van 3 april 1992.
Rapporteur(s) : de heer K. Van Overmeire.

7. Voorstel tot herziening van artikel 57 van de Grondwet.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 385/1 van 3 april 1992.
Rapporteur(s) : de heer K. Van Overmeire.

8. Voorstel tot herziening van artikel 53 van de Grondwet.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 386/1 van 3 april 1992.
Rapporteur(s) : de heer K. Van Overmeire.

9. Voorstel tot herziening van artikel 56, 4°, van de Grondwet.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 387/1 van 3 april 1992.
Rapporteur(s) : de heer K. Van Overmeire.

10. Voorstel tot herziening van artikel 58 van de Grondwet.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 388/1 van 3 april 1992.
Amendementen van de heer J.-P. Van Rossem, n° 388/2 van 5 juni 1992.
Rapporteur(s) : de heer K. Van Overmeire.

11. Voorstel tot herziening van artikel 59 van de Grondwet.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 389/1 van 3 april 1992.
Rapporteur(s) : de heer K. Van Overmeire.

12. Voorstel tot herziening van artikel 49 van de Grondwet.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 422/1 van 24 april 1992.
Rapporteur(s) : de heer K. Van Overmeire.

13. Voorstel tot herziening van artikel 54 van de Grondwet.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 423/1 van 24 april 1992.
Rapporteur(s) : de heer K. Van Overmeire.

14. Voorstel tot herziening van artikel 56^{quater} van de Grondwet.

Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 424/1 van 24 april 1992.
Rapporteur(s) : de heer K. Van Overmeire.

15. Voorstel tot herziening van artikel 59 van de Grondwet.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 425/1 van 24 april 1992.
Rapporteur(s) : de heer K. Van Overmeire.

16. Voorstel tot herziening van artikel 116 van de Grondwet.
Ingediend door de heren W. De Vlieghe en Ph. Defeyt, n° 449/1 van 13 mei 1992.

17. Voorstel tot herziening van artikel 4 van de Grondwet.
Ingediend door de heer J. Gol (**), n° 467/1 van 20 mei 1992.

Amendement van mevrouw A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**), n° 467/2 van 3 juni 1992.

Amendement van de heer G. Clerfayt en mevrouw A. Spaak (**), n° 467/3 van 4 juni 1992.

Amendement van de heer O. Maingain, n° 467/4 van 7 juli 1992.

Amendement van de heer J.-P. Van Rossem, n° 467/5 van 30 november 1992.
Rapporteur(s) : mevrouw A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).

18. Voorstel van verklaring tot herziening van Titel III, Hoofdstuk II, van de Grondwet om een artikel 64^{bis} in te voegen.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 478/1 van 25 mei 1992.

19. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 63 van de Grondwet.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 479/1 van 25 mei 1992.

20. Voorstel tot herziening van titel IV van de grondwet, om er een artikel 115^{bis} in te voegen betreffende de vaststelling van een absoluut maximum van fiscale en parafiscale druk.
Ingediend door de heren L. Michel en J.-P. de Clippele, n° 484/1 van 27 mei 1992.

21. Voorstel tot herziening van artikel 68 van de Grondwet.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 493/1 van 2 juni 1992.
Rapporteur(s) : de heer K. Van Overmeire.

22. Voorstel van verklaring tot herziening van Titel III, Hoofdstuk II, van de Grondwet tot invoeging van een artikel 85^{bis}.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 494/1 van 2 juni 1992.

23. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 64 van de Grondwet.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 495/1 van 2 juni 1992.

24. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 128 van de Grondwet en van titel VI van de Grondwet om een artikel 128^{bis} in te voegen inzake de waarborgmaatregelen ter voorkoming van racisme.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 496/1 van 2 juni 1992.

25. Voorstel tot herziening van artikel 4 van de Grondwet.
Ingediend door de heer H. Simons (**) en mevrouw M. Vogels (**), n° 499/1 van 29 mei 1992.
Rapporteur(s) : mevrouw A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).

Amendementen van de heren L. Michel, P. Hazette, mevrouw M. Vogels (**) en de heren J. Morael (**), H. Simons (**), H. Van Dienderen, G. Annemans, L. Van Nieuwenhuysen, mevrouw A. Spaak (**), de heer G. Clerfayt en mevrouw A.-M. Lizin., n° 500/2 van 3 juni 1992.

Amendement van de heer D. Van der Maelen, n° 500/3 van 5 juni 1992.

Gemeenschappen en Gewesten

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen inzake de benaming van de Franse Gemeenschap.

Ingediend door de heren A. De Decker, L. Michel en D. Ducarme, n° 122/1 van 11 februari 1992.

2. Voorstel van bijzondere wet tot opheffing van artikel 38, § 4, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 230/1 van 27 februari 1992.

Rapporteur(s) : mevrouw A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).

3. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 39, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 238/1 van 27 februari 1992.

Rapporteur(s) : mevrouw A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).

4. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 38, § 3, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 243/1 van 27 februari 1992.

Rapporteur(s) : mevrouw A.-M. Neyts-Uyttebroeck (**).

5. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Ingediend door de heer J. Van Hauthem, n° 351/1 van 18 maart 1992.

6. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Ingediend door de heer L. Van Nieuwenhuysen, n° 352/1 van 18 maart 1992.

7. Voorstel van bijzondere wet tot democratische afbakening van de grenzen van Gewesten en Gemeenschappen.

Ingediend door de heer G. Clerfayt, mevrouw A. Spaak (**) en de heer O. Maingain, n° 402/1 van 14 april 1992.

Advies van de Raad van State, n° 402/2 van 7 september 1992.

8. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 55 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Voorstel ingediend door de heer L. Van Nieuwenhuysen, n° 406/1 van 14 april 1992.

9. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 19, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Ingediend door mevrouw T. Merckx-Van Goey, n° 488/1 van 29 mei 1992.

Verslag van de heer C. Lisabeth, n° 488/2 van 8 juli 1993.

10. Voorstel van resolutie strekkende tot het instellen van een referendum betreffende de resultaten van de « Dialoog tussen de Gemeenschappen ».

Ingediend door de heer L. Standaert, n° 597/1 van 15 juli 1992.

11. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Ingediend door de heren J. Geysels, J. Van Hecke, Cl. Eerdekens, R. Langendries, F. Vandenbroucke, P. Van Grembergen, mevrouw M. Vogels (**) en de heer J. Morael (**), n° 600/1 van 17 juli 1992.

Advies van de Raad van State, n° 600/2 van 2 oktober 1992.

12. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Ingediend door de heren Ph. Defeyt, J. Van Hecke, Ph. Busquin, F. Vandenbroucke, J.-P. Poncelet, P. Van Grembergen, mevrouw M. Aelvoet (**) en de heer H. Simons (**), n° 604/1 van 17 juli 1992.

Advies van de Raad van State, n° 604/2 van 2 oktober 1992.

13. Voorstel van bijzondere wet tot definitieve vastlegging van de grens tussen Vlaanderen en Wallonië.

Ingediend door de heren L. Van Nieuwenhuysen en K. Van Overmeire, n° 702/1 van 27 oktober 1992.

Rapporteur(s) : de heer P. Hostekint.

14. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 4, § 4, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Ingediend door de heren L. Michel en J.-P. de Clippele, n° 869/1 van 21 januari 1993.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen van de Duitstalige Gemeenschap.

Ingediend door de heren D. Reynders en D. Ducarme, n° 1068/1 van 14 juni 1993.

16. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap.

Ingediend door de heren J. Gabriëls en M. Verwilghen, n° 1441/1 van 24 mei 1994.

Gewestvorming

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988.

Ingediend door de heer A. Denys, n° 15/1 van 31 december 1991.

Verslag van de heren D. Van der Maelen en H. Simons (**), n° 15/2 van 27 januari 1992.

Amendement van de heer J. Van Hauthem, n° 15/3 van 12 februari 1992.

Advies van de Raad van State, n° 15/4 van 1 april 1992.

Amendement van de heer A. Denys, n° 15/5 van 16 juni 1992.

Amendement van de heren P. Tant, P. Breyne en J. Van Hecke, n° 15/6 van 9 juli 1992.

Teruggezonden naar de commissie op 7 mei 1992.

2. Voorstel van bijzondere wet betreffende het aantal leden en de samenstelling van de Vlaamse Executieve.

Ingediend door de heren J. Vande Lanotte, J. Geysels en H. Lauwers, n° 16/1 van 31 december 1991.

Amendement van de heer G. Annemans, n° 16/2 van 6 januari 1992.

Amendementen van de heer J. Van Hecke, mevrouw T. Merckx-Van Goey, de heren E. Van Rompuy, G. Annemans en J. Vande Lanotte, n° 16/3 van 14 januari 1992.

Sociale zekerheid

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen, met het oog op de vermindering van de wachttijd voor de vergoeding.

Ingediend door de heren Ph. Charlier en P. Beaufays, n° 159/1 van 13 februari 1992.

2. Wetsvoorstel houdende harmonisatie van de termijnen inzake de sociale bijdragen van de zelfstandigen.

Ingediend door de heer E. Bertrand, n° 501/1 van 5 juni 1992.

10. COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING

Dienstplicht

1. Wetsvoorstel tot invoering van gelijke rechten op militie-vergoeding voor gehuwde en samenwonende miliciens.

Ingediend door de heer J. Peeters, n° 1169/1 van 10 september 1993.

2. Voorstel van resolutie inzake het aan de dienstplichtigen en gewetensbezwaarden van de lichte 1993 en de daarvan voorafgaande lichtingen te verlenen spoedverlof om gewichtige redenen.

Ingediend door de heren F. Saussus en H. Van Dienderen, n° 1725/1 van 1 maart 1995.

Leger

1. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen van de dienstplichtwetten en de getalsterkte en statuten van de krijgsmacht.

Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 421/1 van 24 april 1992.

Rapporteur(s) : de heer J. Van Hecke.

2. Voorstel van resolutie houdende de instelling van een beroepsleger.

Ingediend door de heren D. Van Mechelen, J. Devolder en J. Demeulenaere, n° 503/1 van 9 juni 1992.

3. Wetsvoorstel houdende instelling van een gemengde commissie belast met het beraad over de toekomst van de structuur van onze strijdkrachten, de dienstplicht, de taak van de reservetroepen, de militaire verdediging van het grondgebied en de middelen die ons land nodig heeft om in het raam van zijn bondgenootschappen een defensiebeleid te voeren.

Ingediend door de heren A. De Decker en P. Dewael, n° 598/1 van 16 juli 1992.

4. Voorstel van resolutie tot wijziging van het personeelskader van het interventieteam van de Seaking-helikopter.

Ingediend door de heer D. Ramoudt, n° 1552/1 van 4 oktober 1994.

Onverenigbaarheid

Wetsvoorstel tot invoering van een sperperiode van vijf jaar waarin het ex-militairen verboden is een leidinggevende, adviserende of beheersfunctie op zich te nemen in wapenindustrieën.

Ingediend door de heren J. De Bremaeker en J. Peeters, n° 1612/1 van 18 november 1994.

Openbare instelling

Wetsvoorstel tot opheffing van het koninklijk gesticht van Mesen.

Ingediend door de heren L. Barbé, J. Caudron, Ph. Dallons, mevrouw A. De Maght-Aelbrecht en de heer D. Van der Maelen, n° 1674/1 van 19 januari 1995.

Rapporteur(s) : de heer F. Saussus.

11. COMMISSIE VOOR DE HERZIENING VAN DE GRONDWET, VOOR DE INSTITUTIONELE HERVORMINGEN EN VOOR DE REGELING VAN CONFLICTEN

Arbitragehof

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Ingediend door mevrouw T. Merckx-Van Goyen en de heer J. Taylor, n° 636/1 van 17 september 1992.

2. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 98 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Voorstel ingediend door mevrouw T. Merckx-Van Goyen en de heer L. Dhoore (**), n° 751/1 van 27 november 1992.

3. Voorstel van bijzondere wet tot aanvulling van artikel 1 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Ingediend door de heren D. Reynders en J. Simonet, n° 924/1 van 2 maart 1993.

4. Voorstel van bijzondere wet tot aanvulling van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Ingediend door de heren F. Dewinter en K. Van Overmeire, n° 1335/1 van 1 maart 1994.

Enquêtecommissie

Voorstel tot oprichting van een onderzoekscommissie belast met het verzamelen van alle informatie, documentatie en vergelijkende gegevens ten behoeve van de wetgever om een eenvoudige, duidelijke en evenwichtige financieeringsregeling voor de Gemeenschappen en de Gewesten uit te werken.

Voorstel ingediend door de heren J. Gol (**), G. Verhofstadt, D. Ducarme en S. Kubla, n° 164/1 van 13 februari 1992.

Europese Unie

Voorstel van resolutie inzake het Verdrag betreffende de Europese Unie.

Ingediend door de heren R. Langendries, G. Clerfayt, M. Colla, Cl. Eerdekens en J. Van Hecke, n° 500/1 van 3 juni 1992.

Veterinaire wetgeving

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 34, § 1, vierde lid, van de wet van 28 augustus 1991 op de uitoefening van de diergeneeskunde.

Ingediend door de heer E. De Groot, n° 507/1 van 10 juni 1992.

Voogdijschap

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 50, § 2, van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer J. Peeters, n° 762/1 van 2 december 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 488*bis*, c, van het Burgerlijk Wetboek, teneinde de aanwijzing van een voorlopig bewindvoerder over de goederen van een meerderjarige een meer persoonsgebonden karakter te geven.

Ingediend door de heer L. Goutry, n° 1575/1 van 19 oktober 1994.

Voorrechten en hypotheken

1. Wetsvoorstel tot toekenning van een voorrecht aan het slachtoffer van een misdrijf of oneigenlijk misdrijf.

Ingediend door mevrouw T. Merckx-Van Goey en mevrouw A. Leysen, n° 222/1 van 20 februari 1992.

2. Wetsvoorstel tot interpretatie van artikel 19, 3°*bis*, van de Hypotheekwet van 16 december 1851.

Ingediend door de heer D. Van der Maelen, n° 278/1 van 4 maart 1992.

Wapenhandel

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

Ingediend door de heren W. Taelman, P. Berben en M. Verwilghen, n° 446/1 van 13 mei 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

Ingediend door de heren F. Dewinter en F. Van den Eynde, n° 1486/1 van 10 juni 1994.

3. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie om het gebruik van wapens voor wapenrekken te reglementeren.

Ingediend door de heren J. Vande Lanotte, R. Landuyt en G. Swennen, n° 1517/1 van 24 juni 1994.

Wetgeving

Wetsontwerp houdende vaststelling van de Nederlandse tekst van het Wetboek van Koophandel met uitzondering van Boek I, Titel VIII en IX, van de wet van 5 mei 1936 op de binnenbevrachting, van de gecoördineerde wetten van 25 september 1946 op het gerechtelijk akkoord, van de wet van 2 april 1965 betreffende de nationaliteit van zeeschepen en de teboekstelling van zeeschepen en binnenschepen, en van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de Koopvaardij en Zeevisserij.

Ingediend door de regering, n° 1720/1 van 22 juli 1991.

Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamers van 18 oktober 1991.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 28 maart 1992.

9. COMMISSIE VOOR DE LANDBOUW EN DE MIDDENSTAND

Beroepsorganisatie

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 34 van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten.

Ingediend door mevrouw M.-L. Stengers, n° 75/1 van 28 januari 1992.

Rapporteur(s) : de heer J. Canon.

Gezinsuitkering

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen.

Ingediend door mevrouw J. Delruelle (**) en de heer A. Duquesne, n° 324/1 van 11 maart 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen.

Ingediend door mevrouw L. Nelis-Van Liedekerke, n° 1330/1 van 23 februari 1994.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende de regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen.

Ingediend door de heer J. Van Hauthem, n° 1686/1 van 24 januari 1995.

Landbouwbeleid

Wetsvoorstel tot waarborging van het gezinsinkomen voor landbouwers.

Ingediend door de heer D. Ducarme, n° 121/1 van 11 februari 1992.

Pachtcontract

Wetsvoorstel betreffende het in concessie geven van gronden door openbare besturen.

Ingediend door de heer J. Van Looy en mevrouw T. Merckx-Van Goey, n° 1170/1 van 10 september 1993.

Advies van de Raad van State, n° 1170/2 van 4 juli 1994.

Rapporteur(s) : de heer M. Bourgois.

Pensioenen

1. Wetsvoorstel tot toekenning aan de zelfstandigen van een rust- en overlevingspensioen dat ten minste gelijk is aan het jaarlijks bedrag van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

Ingediend door mevrouw J. Delruelle (**) en de heer A. Duquesne, n° 323/1 van 11 maart 1992.

2. Wetsvoorstel tot aanpassing van de pensioenen van de zelfstandigen aan de ontwikkeling van het algemeen welzijn.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 669/1 van 7 oktober 1992.

12. Wetsvoorstel tot herziening van artikel 65 van het Strafwetboek.
Ingediend door de heren P. Berben, P. Dewael en M. Verwilghen, n° 611/1 van 27 juli 1992.
13. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling in het strafstelsel.
Ingediend door de heren P. Dewael, M. Verwilghen en P. Berben, n° 624/1 van 4 augustus 1992.
Rapporteur(s) : de heer H. Simons (**).
14. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 413 van het Strafwetboek.
Ingediend door mevrouw M.-L. Stengers en de heer P. Hazette, n° 838/1 van 29 december 1992.
15. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 331ter in het Strafwetboek ten einde het geweld en het wangedrag van de toeschouwers tijdens sportmanifestaties en inzonderheid tijdens voetbalwedstrijden strenger te beugelen.
Ingediend door de heren J. Gol (**) en D. Reynders, n° 951/1 van 17 maart 1993.
16. Wetsvoorstel betreffende de wettelijke onbekwaamheid.
Ingediend door de heren D. Ducarme, A. Duquesne, J. Gol (**) en L. Michel, n° 968/1 van 2 april 1993.
17. Wetsvoorstel om de ontvluchting van gevangenen en de poging daartoe strafbaar te stellen.
Ingediend door mevrouw M. Dillen, n° 1019/1 van 24 mei 1993.
18. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Strafwetboek met betrekking tot de ontvluchting van gevangenen.
Ingediend door mevrouw M. Dillen, n° 1020/1 van 24 mei 1993.
19. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling in het strafstelsel om zware misdrijven effectiever te bestraffen.
Ingediend door de heren S. De Clerck, P. Desmet, mevrouw T. Merckx-Van Goey, de heren J. Vandeurzen en T. Van Parys, n° 1347/1 van 8 maart 1994.
Rapporteur(s) : de heer H. Simons (**).
20. Wetsvoorstel tot regeling van de prostitutie.
Ingediend door mevrouw V. Dua en de heer X. Winkel (**), n° 1407/1 van 19 april 1994.
Rapporteur(s) : de heer R. Landuyt.
21. Wetsontwerp tot afschaffing van de doodstraf.
Ingediend door de regering, n° 1765/1 van 25 september 1991.
Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamers van 18 oktober 1991.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 28 maart 1992.
Kaft, n° 1429/1 van 11 mei 1994.
Amendementen van de heer A. Duquesne en mevrouw M.-L. Stengers, n° 1429/2 van 11 mei 1994.
Amendement van mevrouw M.-L. Stengers en de heer A. Duquesne, n° 1429/3 van 25 mei 1994.
Amendementen van de heer H. Simons (**) en mevrouw M. Vogels (**), n° 1429/4 van 26 mei 1994.
Amendementen van de heer H. Simons (**), mevrouw M. Vogels (**), de heren H. Coveliers, M. Verwilghen, R. Landuyt en Y. Mayeur, n° 1429/5 van 7 juni 1994.
Rapporteur(s) : de heren H. Simons (**) en R. Landuyt.
22. Wetsvoorstel tot afschaffing van de vervangende gevangenisstraf.
Ingediend door de heer H. Coveliers, n° 1435/1 van 18 mei 1994.

23. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 398, 399 en 400 van het Strafwetboek op het stuk van de strafmaat.
Ingediend door de heer M. Verwilghen, n° 1526/1 van 30 juni 1994.
24. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 16 en 26 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.
Ingediend door de heer A. Damseaux, n° 1613/1 van 21 november 1994.
25. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 17 en 25 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.
Ingediend door de heer A. Damseaux, n° 1614/1 van 21 november 1994.
26. Wetsvoorstel tot vaststelling van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van degenen die ten onrechte gedetineerden in vrijheid hebben gesteld die nieuwe misdaden of wanbedrijven plegen.
Ingediend door de heer A. Damseaux, n° 1615/1 van 21 november 1994.
27. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers ten einde de advocaat van de geïnterneerde het recht toe te kennen beroep in te stellen tegen de beslissing van de Commissie tot bescherming van de maatschappij die een verzoek om invrijheidstelling afwijst.
Ingediend door mevrouw L. Onkelinx, de heren D. Reynders, Gh. Hiance en J. Thiel, n° 1663/1 van 10 januari 1995.

Taalgebruik

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 23 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
Ingediend door de heer F. Dufour, n° 276/1 van 4 maart 1992.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 53 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
Ingediend door de heren P. Dewael, P. Berben, H. Coveliers en M. Verwilghen, n° 1534/1 van 26 juni 1994.

Vakvereniging

- Wetsvoorstel met het oog op de toekenning van rechtspersoonlijkheid aan de vakorganisaties.
Ingediend door mevrouw M. Dillen, n° 756/1 van 27 november 1992.

Veldwachter

- Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 88, 15°, van het Veldwetboek.
Ingediend door de heer H. Coveliers, n° 78/1 van 30 januari 1992.

Verkoop

1. Wetsvoorstel betreffende de koop van onroerende goederen.
Ingediend door de heren J.-P. de Clippele, A. Duquesne, J. Gol (**) en L. Michel, n° 822/1 van 22 december 1992.
2. Wetsvoorstel betreffende het koopcontract tussen echtgenoten.
Ingediend door de heren W. Draps, A. Duquesne, J. Gol (**) en L. Michel, n° 975/1 van 15 april 1993.

Sport

Wetsvoorstel betreffende de veiligheid bij sportmanifestaties.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 1399/1 van 18 april 1994.

Strafprocedure

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 153 en 190 van het Wetboek van Strafvordering.

Ingediend door mevrouw L. Onkelinx, n° 35/1 van 17 januari 1992.

Overgenomen door de heer Y. Mayeur, op 19 maart 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4 van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering.

Ingediend door de heer G. Clerfayt, mevrouw A. Spaak (**) en de heer O. Maingain, n° 127/1 van 11 februari 1992.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de termijn van verjaring wanneer het slachtoffer van een verkrachting minderjarig is.

Ingediend door de heer H. Simons (**) en mevrouw M. Vogels (**), n° 168/1 van 13 februari 1992.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 april 1878 bevattende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 235/1 van 27 februari 1992.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 16, § 1, eerste lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 236/1 van 27 februari 1992.

6. Wetsvoorstel betreffende de ondervraging van de getuigen door de beschuldigde voor het hof van assisen.

Ingediend door mevrouw T. Merckx-Van Goey, n° 256/1 van 28 februari 1992.

7. Wetsvoorstel betreffende de bijzondere opsporingstechnieken.

Ingediend door de heer H. Coveliers, n° 540/1 van 22 juni 1992.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 24 van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering.

Ingediend door mevrouw A.-M. Lizin en de heer J.-M. Léonard, n° 567/1 van 6 juli 1992.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en het Wetboek van strafvordering en tot instelling van de executierechtbank.

Ingediend door de heren P. Dewael, P. Berben en M. Verwilghen, n° 623/1 van 4 augustus 1992.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 441 van het Wetboek van Strafvordering en artikel 1088 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heren W. Draps en J. Gol (**), n° 696/1 van 26 oktober 1992.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 3 en 8 van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie.

Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 1139/1 van 19 juli 1993.

Rapporteur(s) : de heer J. Vandeuren.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 16 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.

Ingediend door de heer H. Coveliers, n° 1204/1 van 4 november 1993.

13. Wetsvoorstel tot opheffing van de artikelen 48 tot 54 van het Wetboek van strafvordering.

Ingediend door de heer F. Dewinter, n° 1403/1 van 18 april 1994.

Strafrecht

1. Wetsvoorstel betreffende de verzwarende omstandigheden.

Ingediend door de heer E. Knoops, n° 120/1 van 11 februari 1992.

2. Wetsvoorstel tot uitvoering van artikel 90 van de Grondwet betreffende de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van ministers en staatssecretarissen.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 189/1 van 18 februari 1992.

3. Wetsvoorstel tot bestraffing van het misbruik van fax-apparaten door derden.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 202/1 van 19 februari 1992.

4. Wetsvoorstel waarbij de ontvluchting van gedetineerden strafbaar wordt gesteld.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 241/1 van 27 februari 1992.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen.

Ingediend door de heren J. Gol (**) en L. Michel, n° 253/1 van 28 februari 1992.

6. Wetsvoorstel tot verzwarende van de straffen voor misdrijven tegen jongeren en bejaarden en tot invoering van strengere voorwaarden voor de invrijheidstelling van personen die geïnterneerd zijn krachtens de wet tot bescherming van de maatschappij.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 60/1 van 28 februari 1992.

Amendementen van de heer A. Duquesne, n° 260/2 van 29 juli 1992.

Rapporteur(s) : de heer H. Simons (**).

7. Wetsvoorstel tot afschaffing van de doodstraf.

Ingediend door de heer H. Simons (**) en mevrouw M. Vogels (**), n° 262/1 van 28 februari 1992.

Overgenomen door mevrouw V. Dua, de heer V. Decroly, op 15 februari 1995 ter vervanging van de heer H. Simons (**) en mevrouw M. Vogels (**).

Kaft, n° 262/2 van 15 februari 1995.

Rapporteur(s) : de heer H. Simons (**).

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij.

Ingediend door de heer F. Dufour, n° 272/1 van 4 maart 1992.

9. Wetsvoorstel tot versoepeling van de vervolgingen en opsporingen in het kader van het drugbeleid.

Ingediend door de heer G. Annemans, n° 331/1 van 12 maart 1992.

10. Wetsvoorstel tot verstrenging der straffen zoals bepaald in de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica.

Ingediend door de heer G. Annemans, n° 333/1 van 12 maart 1992.

11. Wetsvoorstel strekkende om, ter uitvoering van de artikelen 90 en 134 van de Grondwet, te bepalen in welke gevallen de ministers strafrechtelijk verantwoordelijk zijn voor handelingen in de uitoefening van hun ambt.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 610/1 van 24 juli 1992.

Amendementen van de heer A. Antoine (**) en mevrouw T. Merckx-Van Goey, de heren J. De Roo (**) en A. Bourgeois (**), n° 737/5 van 22 maart 1989.

Amendement van de heer C. Marchand (**), n° 737/6 van 18 april 1989.

Amendementen van de heren L. Walry en A. Bourgeois, n° 737/7 van 2 mei 1989.

Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamer van 18 oktober 1991.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 28 maart 1992.

Kaft, n° 489/1 van 29 mei 1992.

Amendementen van de heren J. Dupré en F. Ghesquière, n° 489/2 van 29 mei 1992.

Amendementen van de heren P. Beaufays, J.-P. Poncelet en mevrouw A.-M. Corbisier-Hagon, n° 489/3 van 8 juli 1992.

Rapporteur(s) : de heer A. Bourgeois.

2. Wetsontwerp tot oprichting van raadsheren in handelszaken.

Ingediend door de regering, n° 1246/1 van 25 juni 1990.

Amendementen van de regering, n° 1246/2 van 4 juli 1990.

Rapporteur(s) : mevrouw T. Merckx-Van Goey.

Vervallen ingevolge de ontbinding van 18 oktober 1991.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 28 maart 1992.

3. Wetsvoorstel houdende wijziging, voor de arbeidsrechtbanken van Namen en Dinant, van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en -rechtbanken.

Ingediend door de heer P. Beaufays, n° 26/1 van 15 januari 1992.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 62 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer M. Lebrun, n° 29/1 van 15 januari 1992.

5. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 17 maart 1983 tot wijziging van artikel 25 van artikel 4 — Overgangsmaatregelen — van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek in verband met het statuut van de leden van de griffies van de rechtbanken.

Ingediend door de heer Cl. Eerdeken, n° 62/1 van 24 januari 1992.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en -rechtbanken met betrekking tot de arbeidsrechtbank van Hoei.

Ingediend door de heer Cl. Eerdeken, n° 74/1 van 28 januari 1992.

7. Wetsvoorstel betreffende de splitsing van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 119/1 van 11 februari 1992.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van het Bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heren L. Michel en S. Kubla, n° 155/1 van 13 februari 1992.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 270, 271, 282 en 283 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer M. Verwilghen, n° 465/1 van 19 mei 1992.

10. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de organisatie van het openbaar ministerie bij de politierechtbanken.

Ingediend door de heer M. Cheron en mevrouw M. Aelvoet (**), n° 670/1 van 7 oktober 1992.

11. Wetsvoorstel tot instelling van het verzoek tot uitlegging bij het Hof van Cassatie.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 743/1 van 23 november 1992.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 263, § 2, en 265, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heren T. Van Parys en M. Van der Poorten, n° 786/1 van 7 december 1992.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en -rechtbanken.

Ingediend door de heren P. Beaufays en L. Goutry, n° 961/1 van 25 maart 1993.

14. Wetsvoorstel betreffende de organisatie van een Staten Generaal voor de gerechtelijke reorganisatie.

Ingediend door de heren R. Landuyt, G. Swennen en J. Vande Lanotte, n° 1049/1 van 7 juni 1993.

15. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 306, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heren A. Kempinaire en M. Verwilghen, n° 1282/1 van 6 januari 1994.

16. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het sociaal rechtelijk kort geding.

Ingediend door de heren R. Landuyt, J. Peeters, J. Sleetx en J. Vande Lanotte, n° 1307/1 van 1 februari 1994.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting met betrekking tot het personeelsbestand van het parket van de procureur des Konings te Oudenaarde.

Ingediend door de heer M. Van der Poorten, n° 1348/1 van 8 maart 1994.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 259bis, 259ter en 259quater van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten.

Ingediend door de heren P. Dewael, H. Coveliers en M. Verwilghen, n° 1624/1 van 25 november 1994.

Rechtshulp

Wetsvoorstel betreffende de rechtsbijstand.

Ingediend door mevrouw L. Onkelinx en de heer Y. Mayeur, n° 40/1 van 17 januari 1992.

Rechtspersoon

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 991/1 van 4 mei 1993.

2. Wetsvoorstel tot invoering van de strafrechtelijke aansprakelijkheid van rechtspersonen en van enkele specifieke sancties.

Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 1136/1 van 19 juli 1993.

3. Wetsvoorstel inzake de vervolging van rechtspersonen.

Ingediend door de heren L. Barbé en R. Dejonckheere, n° 1219/1 van 16 november 1993.

4. Wetsvoorstel tot het verlenen van rechtspersoonlijkheid aan het ongeboren kind.

Ingediend door de heer G. Annemans, n° 1405/1 van 18 april 1994.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 december 1935 betreffende de organisatie en de controle van de boekhouding van notarissen.

Ingediend door de heren J.-P. de Clippele, A. Duquesne J. Gol (**) en L. Michel, n° 899/1 van 10 februari 1993.

Onteigening

Wetsvoorstel houdende wijziging van de procedure bij onteigening.

Ingediend door de heer J. Van Eetvelt, n° 139/1 van 13 februari 1992.

Oorlog

1. Wetsvoorstel tot het verlenen van amnestie voor misdrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat.

Ingediend door de heer H. Coveliers, n° 96/1 van 30 januari 1992.

2. Wetsvoorstel tot uitwissing van veroordelingen voor bepaalde misdrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat.

Ingediend door de heer V. Anciaux, n° 1350/1 van 8 maart 1994.

3. Wetsvoorstel strekkende tot het verlenen van amnestie aan repressieslachtoffers.

Ingediend door de heer G. Annemans, n° 1636/1 van 9 december 1994.

Openbare veiligheid

Wetsvoorstel betreffende de inlichtingen- en veiligheidsdiensten.

Ingediend door de heer H. Coveliers, n° 430/1 van 29 april 1992.

Openbare werken

Wetsvoorstel tot schadeloosstelling van handelaars en landbouwers die een aanzienlijk nadeel hebben geleden ten gevolge van in de nabijheid van hun handel of exploitatie uitgevoerde werken van algemeen nut.

Ingediend door de heren J. Gol (**) en A. Bertouille, n° 179/1 van 14 februari 1992.

Pachtcontract

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 52, 7°, van de regels betreffende de pacht in het bijzonder.

Ingediend door de heren J.-M. Severin, A. Duquesne, J. Gol (**) en L. Michel, n° 966/1 van 2 april 1993.

Pensioenen

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 19 van de hypotheekwet van 16 december 1851.

Ingediend door mevrouw L. Onkelinx, n° 46/1 van 24 januari 1992.

Overgenomen door de heer Y. Mayeur, op 19 maart 1992.

2. Wetsvoorstel strekkende tot de pensioenregeling van de burgerlijke leden van de Krijgsraden te velde en tot de machtiging van het dragen van de eretitel door de burgerlijke leden van de Krijgsraden.

Ingediend door de heer H. Candries, n° 620/1 van 31 juli 1992.

Persvrijheid

1. Wetsvoorstel betreffende de bescherming van de informatiebronnen van de journalist.

Ingediend door de heer H. Coveliers, n° 1015/1 van 19 mei 1993.

2. Wetsvoorstel tot regeling van de vrije nieuwsgaring.

Ingediend door de heren A. Denys en P. Dewael, n° 1635/1 van 9 december 1994.

Advies van de Raad van State, n° 1635/2 van 17 februari 1995.

3. Wetsvoorstel betreffende het recht van vrije informatie-garing en de uitzending van korte berichtgeving.

Ingediend door de heer D. Van der Maelen, n° 1657/1 van 27 december 1994.

Amendement van de heer J.-P. Viseur, n° 1657/2 van 19 januari 1995.

Advies van de Raad van State, n° 1657/3 van 17 februari 1995.

Racisme

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden.

Ingediend door de heer H. Simons (**), mevrouw M. Vogels (**) en de heer M. Cheron, n° 1525/1 van 30 juni 1994.

Advies van de Raad van State, n° 1525/2 van 20 februari 1995.

Rechten van de zieke

Wetsvoorstel tot invoering van actieve euthanasie op aanvraag van de patiënt.

Ingediend door de heer L. Standaert, n° 1205/1 van 4 november 1993.

Rechterlijke inrichting

1. Wetsontwerp tot wijziging van het Bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de regering, n° 484/1 van 2 juni 1986.

Amendement van de heer A. Gehlen, n° 484/2 van 16 juli 1986.

Amendement van de heer F. Ghesquière, n° 484/3 van 29 juli 1986.

Amendement van de heer W. Van Renterghem (**), n° 484/4 van 23 september 1986.

Amendement van de heer P. Chevalier, n° 484/5 van 13 oktober 1986.

Amendement van de heer M. Galle, n° 484/6 van 21 oktober 1986.

Amendement van de heren J.-B. Delhay (**), de heren D. D'hondt (**) en A. Bourgeois, n° 484/7 van 29 oktober 1986.

Amendement van de heer A. Bourgeois, n° 484/8 van 4 november 1986.

Amendement van de heer J. Belmans (**), n° 484/9 van 12 november 1986.

Amendement van de heer Ghesquière, n° 484/10 van 13 november 1986.

Amendement van de heren H. Suykerbuyk (**) en L. Lenaerts (**), n° 484/11 van 20 januari 1987.

Amendement van de heren N. De Batselier en F. Willockx (**), n° 484/12 van 2 april 1987.

Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamers van 8 november 1987.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1988.

Kaft, n° 737/1 van 16 maart 1989.

Amendement van de heer A. Bourgeois, n° 737/2 van 16 maart 1989.

Amendementen van de heren P. Breyne en M. Mahieu (**), n° 737/3 van 20 maart 1989.

Amendementen van de heer A. Bourgeois, n° 737/4 van 21 maart 1989.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de regels van het Burgerlijk Wetboek betreffende de huurovereenkomsten met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de huurder in het bijzonder.

Ingediend door de heren P. Breyne, J. Vandeurzen, P. Beau-fays en D. Grimberghs, n° 1516/1 van 23 juni 1994.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek om een recht van voorkoop voor de huurder van zijn hoofdverblijfplaats in te voeren.

Ingediend door de heren J. De Mol en R. Landuyt, n° 1755/1 van 15 maart 1995.

Huwelijk

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 164 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door mevrouw L. Onkelinx, n° 38/1 van 17 januari 1992.

Overgenomen door de heer Y. Mayeur, op 19 maart 1992.

2. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 1395 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heren P. Berben, M. Verwilghen en J.-P. de Clippele, n° 340/1 van 12 maart 1992.

3. Wetsvoorstel betreffende de procedure inzake wijziging van het huwelijksvermogensstelsel.

Ingediend door mevrouw M.-L. Stengers, de heren A. Duquesne, J. Gol (**) en L. Michel, n° 819/1 van 21 december 1992.

Intellectuele eigendom

Wetsvoorstel houdende regeling van de uitvindingen van werknemers.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 464/1 van 19 mei 1992.

Jurisdictiebevoegdheid

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 627 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door mevrouw A.-M. Corbisier-Hagon, n° 28/1 van 15 januari 1992.

Kansspel

1. Wetsvoorstel tot beteugeling van het overmatig gokken met de elektrische biljarten « bingo » en « one-ball ».

Ingediend door de heer L. Peeters, n° 146/1 van 13 februari 1992.

2. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 7bis in de Spelwet van 24 oktober 1902.

Ingediend door de heer J. Simonet, n° 1723/1 van 1 maart 1995.

Kinderbescherming

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 467 en 471 van het Strafwetboek.

Ingediend door mevrouw L. Onkelinx, n° 39/1 van 17 januari 1992.

Overgenomen door de heer Y. Mayeur, op 19 maart 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 september 1920 waarbij aan minderjarigen beneden 16 jaar de toegang tot de bioscoopzalen wordt ontzegd.

Ingediend door de heer J. Gol (**), n° 259/1 van 28 februari 1992.

3. Wetsvoorstel betreffende de keuring van films die onder de ogen van kinderen beneden zestien jaar mogen worden gebracht.

Ingediend door de heer Y. Mayeur, n° 671/1 van 7 oktober 1992.

4. Wetsvoorstel om misdrijven waarvan minderjarigen het slachtoffer zijn zwaarder te bestraffen.

Ingediend door de heer G. Annemans, n° 952/1 van 18 maart 1993.

Rapporteur(s) : de heer H. Simons (**).

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd met betrekking tot de toegang tot lunaparken en daarmee gelijk te stellen inrichtingen.

Ingediend door de heer G. Vanleenhove, n° 1217/1 van 10 november 1993.

Minderjarigheid

Wetsvoorstel teneinde de minderjarigen meer rechten te verlenen en beter te beschermen op het stuk van de lopende bank- en postgirorekeningen.

Ingediend door de heer H. Simons (**) en mevrouw M. Vogels (**), n° 215/1 van 19 februari 1992.

Nationaliteit

1. Wetsvoorstel strekkende tot het afschaffen van de dubbele nationaliteit.

Ingediend door de heren J.-P. de Clippele en A. Duquesne, n° 266/1 van 2 maart 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 8, 9 en 22 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 668/1 van 7 oktober 1992.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit teneinde de schijnhuwelijken tegen te gaan.

Ingediend door mevrouw M.-L. Stengers, de heren J. Gol (**) en A. Duquesne, n° 1291/1 van 20 januari 1994.

Rapporteur(s) : de heer R. Landuyt.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het wetboek van de Belgische nationaliteit.

Ingediend door de heer V. Anciaux, n° 1402/1 van 18 april 1994.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit.

Ingediend door de heer G. Swennen, n° 1706/1 van 10 februari 1995.

Notaris

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 36 van de wet van 25 ventôse jaar XI betreffende de inrichting van het notariaat.

Ingediend door de heer P. Berben, n° 327/1 van 12 maart 1992.

2. Wetsvoorstel betreffende de executoriale kracht van de notariële akten die « onder verwijziging opgemaakte » bedingen bevatten.

Ingediend door de heren P. Hazette, A. Duquesne, J. Gol (**) en L. Michel, n° 898/1 van 10 februari 1993.

Gehandicapte

1. Wetsvoorstel tot bestraffing van discriminatie jegens lichamelijk of geestelijk gehandicapten.
Ingediend door de heren L. Peeters en F. Willockx (**), n° 172/1 van 13 februari 1992.
Advies van de Raad van State, n° 172/2 van 8 juli 1992.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 488bis van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door mevrouw M. Vogels (**) en de heer J. Geyssels, n° 401/1 van 14 april 1992.

Gemeente

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting.
Ingediend door de heer Cl. Eerdeken, n° 56/1 van 24 januari 1992.

Gerechtelijk personeel

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen teneinde een artikel 145bis in te voegen.
Ingediend door de heer A. Duquesne, mevrouw M.-L. Stengers, de heren J. Simonet en D. Reynders, n° 1702/1 van 6 februari 1995.
Rapporteur(s) : mevrouw N. de T'Serclaes.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen teneinde een artikel 145bis in te voegen.
Ingediend door de heren Cl. Eerdeken en Y. Ylieff, n° 1703/1 van 6 februari 1995.
Rapporteur(s) : mevrouw N. de T'Serclaes.

Hulp aan minderbegunstigden

Wetsvoorstel tot aanvulling van het Strafwetboek om misbruik van de vrijgevigheid van de bevolking strafbaar te stellen.
Ingediend door de heer P. Breyne, n° 1141/1 van 19 juli 1993.

Handelshuur

Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot de regels betreffende de handelshuur.
Ingediend door de heren M. Verwilghen en H. Coveliers, n° 1292/1 van 20 januari 1994.

Huurovereenkomst

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van een aantal bepalingen van de nieuwe afdeling II met als opschrift « Regels betreffende de huurovereenkomsten met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de huurder in het bijzonder », door de wet van 20 februari 1991 ingevoegd na artikel 1762bis van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door mevrouw J. Delruelle (**) en de heer J.-P. de Clippele, n° 512/1 van 12 juni 1992.
2. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 1741bis in Titel VIII, Hoofdstuk II, Afdeling I van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heren Ch. Janssens en J.-M. Léonard, n° 607/1 van 24 juli 1992.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 9 van de regels betreffende de huurovereenkomsten met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de huurder in het bijzonder.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 832/1 van 23 december 1992.
4. Voorstel van resolutie betreffende de instelling van een bijzondere commissie belast met de toetsing van de gevolgen van de wet van 20 februari 1991 houdende wijziging van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek inzake huishuur.
Ingediend door de heer Y. Mayeur, mevrouw M. Vogels (**), de heren D. Grimberghs, R. Landuyt, H. Simons (**), G. Vanleenhove, O. Maingain en V. Anciaux, n° 901/1 van 12 februari 1993.
Amendement van de heer D. Grimberghs, n° 901/2 van 4 november 1993.
Verslag van de heer H. Simons (**), n° 901/3 van 12 november 1993.
Tekst aangenomen door de commissie, n° 901/4 van 12 november 1993.
Amendement van de heer J.-P. de Clippele, n° 901/5 van 19 november 1993.
Amendement van de heren R. Landuyt en Y. Mayeur, n° 901/6 van 2 december 1993.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde een procedure in te voeren tot humanisering van de uitzettingen.
Ingediend door de heren D. Grimberghs, R. Landuyt, H. Simons (**), G. Vanleenhove, Y. Mayeur, mevrouw M. Vogels (**) en de heren O. Maingain en V. Anciaux, n° 922/1 van 1 maart 1993.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 februari 1991 houdende de « regels betreffende de huurovereenkomsten met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de huurder in het bijzonder ».
Ingediend door de heer Y. Mayeur, n° 923/1 van 2 maart 1993.
7. Wetsvoorstel betreffende de onderverhuur van woningen door verenigingen.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 1138/1 van 19 juli 1993.
8. Wetsvoorstel tot aanvulling van de regels van het burgerlijk wetboek betreffende de huurovereenkomsten met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de huurder in het bijzonder om een maximumhuurprijs in te stellen.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 1362/1 van 18 maart 1994.
9. Wetsvoorstel betreffende de duur en de prijs van huurovereenkomsten met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de huurder.
Ingediend door de heren H. Marsoul, P. Desmet, H. Brouns, L. Goutry, J. Taylor, J. Van Looy en M. Olivier, n° 1363/1 van 18 maart 1994.
10. Wetsvoorstel betreffende de beëindiging en de opzeg van de huur van gezinswoningen.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 1366/1 van 21 maart 1994.
11. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5 van de regels betreffende de huurovereenkomsten met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de huurder in het bijzonder.
Ingediend door mevrouw C. Burgeon, de heren R. Landuyt en Y. Ylieff, n° 1369/1 van 22 maart 1994.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 223 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heren G. Swennen en R. Landuyt, n° 303/1 van 9 maart 1992.

Rapporteur(s) : mevrouw T. Merckx-Van Goey.

6. Wetsvoorstel tot toekenning aan de echtgenoot die de echtscheiding niet heeft gevorderd in de in artikel 232 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde gevallen, van het recht om de naam van de andere echtgenoot te blijven voeren.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 710/1 van 5 november 1992.

Rapporteur(s) : mevrouw T. Merckx-Van Goey.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 301 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 1165/1 van 10 september 1993.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 229 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 1167/1 van 10 september 1993.

9. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 232 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 1181/1 van 8 oktober 1993.

10. Wetsvoorstel houdende de beperking in de tijd van onderhoudsgeld na echtscheiding in geval van kinderloos huwelijk.

Ingediend door de heer L. Standaert, n° 1496/1 van 15 juni 1994.

Eerbiediging van het privé-leven

1. Wetsvoorstel ter bescherming van de privacy van verdrachten.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 245/1 van 27 februari 1992.

2. Wetsvoorstel tot bestraffing van discriminatie op grond van geslacht, beleving van seksuele en relationele voorkeur, burgerlijke staat en gezinsomstandigheden.

Ingediend door de heren G. Swennen en R. Landuyt, n° 304/1 van 9 maart 1992.

Amendementen van de heren M. Verwilghen en H. Coveliers, n° 304/2 van 15 februari 1995.

3. Wetsvoorstel tot regeling van de afgifte van het bewijs van goed zedelijk gedrag.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 565/1 van 3 juli 1992.

Enquêtecommissie

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek.

Ingediend door Mevrouw L. Onkelinx en de heer Cl. Eerdekens, n° 47/1 van 24 januari 1992.

Addendum, n° 47/2 van 10 februari 1992.

2. Voorstel tot instelling van een parlementaire onderzoeksc commissie belast met de beleidsvorming ter bestrijding van de sekten en van de gevaren van die sekten voor het individu en inzonderheid voor de minderjarigen.

Ingediend door de heren J. Gol (**) en A. Bertouille, n° 920/1 van 24 februari 1993.

Overgenomen door de heer A. Duquesne, ter vervanging van de heer J. Gol (**), op 21 februari 1995.

Kaft, n° 920/2 van 21 februari 1995.

Amendementen van de heer A. Bertouille, n° 920/3 van 21 februari 1995.

Rapporteur(s) : de heer H. Coveliers.

3. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoeksc commissie belast met het onderzoek naar de problemen rond de handel in en het gebruik van illegale drugs in België en het voorstellen van een aangepast en gecoördineerd beleid ter zake.

Ingediend door de heer J. Van Hecke, n° 989/1 van 30 april 1993.

Erediensten

1. Wetsvoorstel houdende organisatie van de kerkfabrieken.

Ingediend door de heer P. Beaufays, n° 45/1 van 21 januari 1992.

2. Wetsvoorstel betreffende de organisatie van de kerkfabrieken en het beheer van hun goederen en hun inkomsten.

Ingediend door de heren J. Collart, J.-M. Léonard, J.-P. Perdieu en J. Santkin, n° 969/1 van 5 april 1993.

3. Wetsvoorstel tot regularisering van de historische deficiëntie betreffende de financiering van de door de wet erkende erediensten.

Ingediend door de heer L. Standaert, n° 1744/1 van 13 maart 1995.

Erfrecht

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van sommige bepalingen van het erfrecht.

Ingediend door mevrouw T. Merckx-Van Goey, n° 255/1 van 28 februari 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, wat betreft de hoedanigheden vereist om te kunnen erven.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 452/1 van 15 mei 1992.

3. Wetsvoorstel houdende aanvulling van artikel 909 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de captatie van erfennissen.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 712/1 van 5 november 1992.

4. Wetsvoorstel inzake het erfrecht van de langstlevende echtgenoot.

Ingediend door de heren J. Simonet, A. Duquesne, J. Gol (**) en L. Michel, n° 817/1 van 21 december 1992.

5. Wetsvoorstel inzake de fiscale terugslag van de omzetting van het vruchtgebruik van de langstlevende echtgenoot wanneer deze met afstammelingen uit een vorig huwelijk tot de nalatenschap komt.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 914/1 van 17 februari 1993.

6. Wetsvoorstel tot voorkoming van de onzekerheid van bij wijze van schenking verkregen eigendom.

Ingediend door de heren A. De Decker, A. Duquesne, J. Gol (**), L. Michel, P. Berben en P. Beaufays, n° 967/1 van 2 april 1993.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek teneinde echtgenoten die gescheiden zijn van goederen, de mogelijkheid te bieden onverdeelde goederen toe te bedelen aan de langstlevende.

Ingediend door de heer P. Beaufays, n° 1535/1 van 26 juli 1994.

11. Wetsvoorstel betreffende de procedure tot rangregeling. Ingediend door de heren E. Bertrand, G. Saulmont, A. Duquesne, J. Gol (**) en L. Michel, n° 824/1 van 21 december 1992.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1219 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heren A. Damseaux, A. Duquesne, J. Gol (**) en L. Michel, n° 825/1 van 21 december 1992.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 1193bis en 1326 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 827/1 van 23 december 1992.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 728 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer B. Vandendriessche, n° 1028/1 van 26 mei 1993.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 47 en 1016bis van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 1168/1 van 10 september 1993.

16. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 751 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer H. Marsoul, n° 1245/1 van 2 december 1993.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van de bepalingen in het Gerechtelijk Wetboek betreffende de arbitrage.

Ingediend door de heren S. De Clerck, R. Landuyt, R. Thisen en S. Platteau, n° 1504/1 van 17 juni 1994.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1051, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer B. Vandendriessche, n° 1510/1 van 22 juni 1994.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 516 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer H. Coveliers, n° 1557/1 van 12 oktober 1994.

20. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek inzake de verwijzing in de kosten.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 1724/1 van 1 maart 1995.

21. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 966 van het Gerechtelijk Wetboek, met betrekking tot de wraking van deskundigen.

Ingediend door de heer G. Vanleenhove, n° 1754/1 van 15 maart 1995.

Burgerlijke stand

Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 78 en 79 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de aangifte en de akten van overlijden.

Ingediend door de heer J. Van Eetvelt, n° 141/1 van 13 februari 1992.

Civiele aansprakelijkheid

1. Wetsvoorstel betreffende het herstel van de schade ingevolge lichamelijke letsels opgelopen bij door wild veroorzaakte verkeersongevallen.

Ingediend door de heer J.-P. Detremmerie, n° 58/1 van 24 januari 1992.

2. Wetsvoorstel tot invoeging in het Burgerlijk Wetboek van een artikel 2270bis betreffende de verjaring van op niet-contractuele aansprakelijkheid berustende vorderingen.

Ingediend door de heer O. Maingain, n° 362/1 van 20 maart 1992.

Contract

1. Wetsontwerp tot regeling van de tegenstelbaarheid aan derden van het beding van het eigendomsvoorbehoud en van het uitdrukkelijk ontbindend beding.

Ingediend door de regering, n° 930/1 van 4 mei 1984.

Rapporteur(s) : de heer L. Van de Velde (**).

Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamers van 3 september 1985.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 14 februari 1986.

Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamers van 8 november 1987.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1988.

Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamers van 18 oktober 1991.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 28 maart 1992.

2. Wetsontwerp betreffende de uitgestelde contracten.

Ingediend door de regering, n° 485/1 van 2 juni 1986.

Rapporteur(s) : de heer G. Verhaegen (**).

Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamers van 8 november 1987.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1988.

Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamers van 18 oktober 1991.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 28 maart 1992.

3. Wetsvoorstel tot bescherming van de koper bij overeenkomsten inzake gebruik van onroerende goederen in timesharing.

Ingediend door de heren E. Tomas en L. Walry, n° 1067/1 van 14 juni 1993.

Echtscheiding

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 232 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 86/1 van 30 januari 1992.

Rapporteur(s) : mevrouw T. Merckx-Van Goey.

2. Wetsvoorstel tot opheffing van de artikelen 275 en 276 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 91/1 van 30 januari 1992.

Rapporteur(s) : mevrouw T. Merckx-Van Goey.

3. Wetsvoorstel teneinde echtscheiding mogelijk te maken op grond van één jaar feitelijke scheiding.

Ingediend door de heren G. Swennen en R. Landuyt, n° 299/1 van 9 maart 1992.

Rapporteur(s) : mevrouw T. Merckx-Van Goey.

4. Wetsvoorstel tot aanvulling van de artikelen 223 van het Burgerlijk Wetboek en van de artikelen 1271 en 1280 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heren G. Swennen en R. Landuyt, n° 300/1 van 9 maart 1992.

Rapporteur(s) : mevrouw T. Merckx-Van Goey.

3. Wetsvoorstel tot invoering van het voorlopig beslag op vermogens.
Ingediend door de heren G. Swennen, C. Lisabeth en J. Peeters, n° 1625/1 van 28 november 1994.

Bestrijding van discriminatie

- Wetsvoorstel tot bestraffing van negatieve discriminatie op grond van geslacht, beleving van seksuele en relationele voorkeur, burgerlijke staat en gezinsomstandigheden.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 985/1 van 30 april 1993.

Buitenechtelijke samenleving

1. Wetsvoorstel tot instelling van een instapregeling voor samenwonenden.
Ingediend door de heer G. Swennen, n° 1143/1 van 20 juli 1993.
2. Wetsvoorstel betreffende het samenlevingscontract.
Ingediend door de heren Y. Mayeur, H. Simons (**), O. Maingain en mevrouw M. Vogels (**), n° 1340/1 van 2 maart 1994.

Buitenlandse staatsburger

1. Wetsvoorstel houdende diverse maatregelen inzake migranten.
Ingediend door de heren J. Gol (**), A. De Decker, J. Pivin en A. Duquesne, n° 379/1 van 31 maart 1992.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de voorwaarden voor de verkrijging van de Belgische nationaliteit.
Ingediend door de heer G. Matagne, n° 463/1 van 19 mei 1992.
3. Wetsvoorstel tot bestraffing van hulp aan illegalen.
Ingediend door de heer F. Dewinter, n° 1327/1 van 22 februari 1994.

Burgerlijk recht

1. Wetsvoorstel betreffende de erfpacht.
Ingediend door mevrouw M.-L. Stengers, n° 691/1 van 20 oktober 1992.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 50, § 2, van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer J. Peeters, n° 762/1 van 2 december 1992.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de Hypotheekwet.
Ingediend door de heren A. Duquesne, J. Pivin, J. Gol (**) en L. Michel, n° 816/1 van 21 december 1992.
4. Wetsvoorstel betreffende de vervalt termijn van de inschrijving van bedongen hypotheeken.
Ingediend door de heren A. Bertouille, A. Duquesne, J. Gol (**) en L. Michel, n° 818/1 van 21 december 1992.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10 van de hypotheekwet.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 826/1 van 23 december 1992.
Amendement van de heer A. Duquesne, n° 826/2 van 19 april 1993.

Burgerlijke rechtsvordering

1. Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 1341 tot 1345, 1834, 1923, 1924, 1950 en 2074 van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de regering, n° 894/1 van 22 mei 1987.

Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamers van 8 november 1987.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1988.

Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamers van 18 oktober 1991.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 28 maart 1992.

2. Wetsontwerp tot wijziging, in verband met de overdrachten en in pandstellingen van schuldvorderingen, van het Burgerlijk Wetboek, de wet van 25 oktober 1919 en het koninklijk besluit n° 62 van 10 november 1967.

Ingediend door de regering, n° 1492/1 van 15 februari 1991.
Amendementen van de heer A. Lagasse (**), n° 1492/2 van 16 april 1991.

Amendementen van de heren P. Dumez (**) en A. Bourgeois, n° 1492/3 van 6 juni 1991.

Amendementen van de heer P. Beaufays, n° 1492/4 van 12 juni 1991.

Amendementen van mevrouw L. Onkelinx, n° 1492/5 van 17 juni 1991.

Rapporteur(s) : de heer H. Coveliers.

Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamers van 18 oktober 1991.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 28 maart 1992.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1017 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door mevrouw L. Onkelinx, n° 37/1 van 17 januari 1992.

Overgenomen door de heer Y. Mayeur, op 19 maart 1992.

4. Wetsvoorstel strekkend tot het eenvormig maken van de termijnen van verzet en hoger beroep in burgerlijke en in strafzaken en tot invoering van de betekening van in laatstgenoemde zaken gewezen vonnissen op tegenspraak.

Ingediend door de heer Cl. Eerdeken, n° 50/1 van 24 januari 1992.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 764, 12°, van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Cl. Eerdeken, n° 61/1 van 24 januari 1992.

6. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 748bis in het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 87/1 van 30 januari 1992.

7. Wetsvoorstel strekkende om de kamers met een raadsheer kennis te laten nemen van het hoger beroep tegen beslissingen in handelszaken gewezen door de rechtbank van koophandel.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 233/1 van 27 februari 1992.

8. Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 1344bis van het Gerechtelijk Wetboek ten einde de maatschappijen voor sociale woningbouw en hun huurders te verplichten om bij huurgeschillen gebruik te maken van de verzoekschriftprocedure.

Ingediend door Mevrouw J. Delruelle (**), n° 350/1 van 18 maart 1992.

9. Wetsvoorstel houdende invoeging van een artikel 1025bis in het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heren H. Simons (**) en H. Van Dienderen, n° 370/1 van 26 maart 1992.

10. Wetsvoorstel betreffende de aanstelling van een gerechtelijk bewindvoerder.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 823/1 van 23 december 1992.

12. Wetsvoorstel tot bepaling van de vereisten voor het inrichten van de zones met een snelheidsbeperking van 30 km per uur.

Ingediend door de heren H. Van Dienderen en X. Winkel (**), n° 1230/1 van 24 november 1993.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van de op 16 maart 1968 gecoördineerde wetten betreffende de politie over het wegverkeer om het verbod voor bestuurders van motorvoertuigen om drugs, opwekkende middelen en geneesmiddelen te gebruiken, af te kunnen dwingen.

Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 1301/1 van 26 januari 1994.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 11.2 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, inzake snelheidsbeperkingen.

Ingediend door de heren H. Van Dienderen en X. Winkel (**), n° 1401/1 van 18 april 1994.

15. Wetsvoorstel houdende verplichte overlegging van bepaalde documenten bij de technische controle van een voertuig door een erkende instelling voor automobielspectie.

Ingediend door de heer F. Poty, n° 1432/1 van 17 mei 1994.

16. Wetsvoorstel tot beperking van de weekeindongevallen in het verkeer en meer bepaald ter verstrenging van de straffen voor jongeren die onder invloed rijden tijdens het weekeinde.

Ingediend door de heer G. Annemans, n° 1449/1 van 26 mei 1994.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer met het oog op het verplicht gebruik van aangepaste veiligheidsvoorzieningen voor minderjarige passagiers.

Ingediend door de heren V. Decroly en H. Van Dienderen, n° 1767/1 van 22 maart 1995.

Wegverkeer

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 16 maart 1968.

Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 1653/1 van 21 december 1994.

2. Wetsvoorstel betreffende de administratiefrechtelijke afdoening van sommige inbreuken op de wetgeving inzake het wegverkeer.

Ingediend door de heren J. De Mol en A. Schellens, n° 1781/1 van 30 maart 1995.

8. COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

Abortus

Wetsvoorstel ter herinvoering van abortus in het strafrecht.
Ingediend door de heer G. Annemans, n° 335/1 van 12 maart 1992.

Adoptie

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 370bis, § 1, van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer J. Gol (**), n° 144/1 van 13 februari 1992.

2. Wetsvoorstel strekkende om de adoptie door een feitelijk gezin mogelijk te maken.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 244/1 van 27 februari 1992.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 346 en 370 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de adoptie.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 438/1 van 4 mei 1992.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 370bis, § 1, van het Burgerlijk Wetboek betreffende de verlating van minderjarigen.

Ingediend door de heer G. Annemans en mevrouw M. Dillen, n° 1681/1 van 23 januari 1995.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de adoptie betreft.

Ingediend door de heer G. Annemans en mevrouw M. Dillen, n° 1683/1 van 23 januari 1995.

Afstamming

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 111 van de wet van 31 maart 1987 tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de afstamming.

Ingediend door de heer H. Simons (**) en mevrouw M. Vogels (**), n° 223/1 van 21 februari 1992.

Rapporteur(s) : mevrouw T. Merckx-Van Goey.

Alimentatieplicht

Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 307bis van het Burgerlijk Wetboek betreffende de uitkering tot levensonderhoud na echtscheiding.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 198/1 van 19 februari 1992.

Rapporteur(s) : mevrouw T. Merckx-Van Goey.

Arbeidscontract

Wetsvoorstel houdende toekenning aan minderjarigen van het recht om inzake arbeidsovereenkomsten in rechte op te treden.

Ingediend door de heer H. Simons (**) en mevrouw M. Vogels (**), n° 208/1 van 19 februari 1992.

Belastingfraude

Voorstel van resolutie met betrekking tot de bestrijding van fiscale en financiële misdrijven.

Ingediend door de heer T. Van Parys, n° 1199/1 van 28 oktober 1993.

Amendement van mevrouw M. Vogels (**), n° 1199/2 van 22 december 1993.

Rapporteur(s) : de heer H. Coveliers.

Beslag op bezittingen

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 1481 tot 1488 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door mevrouw J. Delruelle (**) en mevrouw M.-L. Stengers, n° 296/1 van 9 maart 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1412 van het Gerechtelijk Wetboek om beslag op of overdracht van het bestaansminimum en het gewaarborgd inkomen voor bejaarden onmogelijk te maken.

Ingediend door de heer F. Dielens, n° 1142/1 van 20 juli 1993.

Overheidsbedrijf

Voorstel van resolutie waarin wordt gepleit voor een parlementair debat over een evaluatie van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Ingediend door de heer Ph. Defeyt, mevrouw Vogels (**), de heren H. Simons (**) en H. Van Dienderen, n° 1578/1 van 24 oktober 1994.

Postdienst

1. Wetsvoorstel tot beperking van de portvrijdom en tot strafbaarstelling van het niet in acht nemen van de aan die vrijdom verbonden voorwaarden.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 553/1 van 30 juni 1992.

2. Wetsvoorstel tot handhaving van de krantenbezorging tegen verlaagd tarief.

Ingediend door de heer H. Simons (**), n° 426/1 van 28 april 1992.

Radio- en televisieuitzending

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie met betrekking tot het overbrengen van signalen door niet-openbare regionale televisie-omroepen.

Ingediend door de heren S. De Clerck en E. Van Rompuy, n° 755/1 van 27 november 1992.

Advies van de Raad van State, n° 755/2 van 15 maart 1993.

Rapporteur(s) : de heer H. Brouns.

Registratie van een voertuig

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van het koninklijk besluit van 31 december 1953 houdende reglementering van de inschrijving van de motorvoertuigen en de aanhangwagens.

Ingediend door de heer J. Van Eetvelt, n° 140/1 van 13 februari 1992.

2. Wetsvoorstel tot registratie van de fietsen.

Ingediend door de heer W. Taelman, n° 211/1 van 19 februari 1992.

Amendement van de heer W. Taelman, n° 211/2 van 26 november 1993.

Rapporteur(s) : de heren V. Vautmans en D. Ramoudt.

Strafrecht

Wetsvoorstel tot federale registratie van fietsen.

Ingediend door de heren H. Van Dienderen en X. Winkel (**), n° 1094/1 van 29 juni 1993.

Amendement van de heren H. Van Dienderen, J. De Mol, D. Grimberghs, J. Van Eetvelt en X. Winkel (**), n° 1094/2 van 23 november 1993.

Rapporteur(s) : de heren V. Vautmans en D. Ramoudt.

Vakvereniging

Wetsvoorstel met betrekking tot de erkenning van de vakbonden bij de NMBS.

Ingediend door de heer L. Standaert, n° 1173/1 van 22 september 1993.

Veiligheid op de weg

1. Wetsvoorstel tot verscherping van de controle op de remmen en houdende verplicht gebruik van vertragingsystemen op in België rijdende vrachtauto's.

Ingediend door de heer A. Damseaux, n° 117/1 van 11 februari 1992.

2. Wetsvoorstel tot opheffing van de artikelen 24 en 25 van het koninklijk besluit van 16 maart 1968 tot coördinatie van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer.

Ingediend door de heren P. Dewael, E. Beysen, M. Cordeel en V. Vautmans, n° 609/1 van 24 juli 1992.

3. Wetsvoorstel houdende de verhoging van de autocapaciteit van onze kruispunten met verkeerslichten.

Ingediend door de heer L. Standaert, n° 633/1 van 14 september 1992.

Rapporteur(s) : de heer J. De Mol.

4. Wetsvoorstel houdende een vlottere doorgang van fietsers aan verkeerslichten.

Ingediend door de heer L. Standaert, n° 634/1 van 17 september 1992.

Rapporteur(s) : de heer J. De Mol.

5. Wetsvoorstel houdende de verhoging van de personen-capaciteit van onze autosnelwegen.

Ingediend door de heer L. Standaert, n° 635/1 van 17 september 1992.

Rapporteur(s) : de heer J. De Mol.

6. Voorstel van resolutie betreffende de kracht en snelheid van voertuigen.

Ingediend door de heer J. De Mol, n° 933/1 van 5 maart 1993.

Amendement van de heer J.-P. Viseur, n° 933/2 van 23 maart 1993.

Amendementen van de heer J. De Mol, n° 933/3 van 27 januari 1994.

Amendement van de heer J. De Mol, n° 933/4 van 10 februari 1995.

Rapporteur(s) : de heer Ch. Moyaerts.

7. Wetsvoorstel tot aanvulling van de op 16 maart 1968 gecoördineerde wetten betreffende de politie over het wegverkeer.

Ingediend door de heer E. Demuyt, n° 964/1 van 30 maart 1993.

Rapporteur(s) : de heer J. Van Eetvelt.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

Ingediend door de heer X. Buisseret, n° 1051/1 van 9 juni 1993.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebereiden moeten voldoen en van het koninklijk besluit van 6 maart 1975 houdende goedkeuringseisen waaraan de achtermistlichten voor de motorvoertuigen en hun aanhangwagens moeten voldoen.

Ingediend door de heer K. Van Overmeire, n° 1080/1 van 22 juni 1993.

10. Wetsvoorstel om autowedstrijden te verbieden op circuits die volledig op de openbare weg zijn gelegen.

Ingediend door de heren H. Van Dienderen en W. De Vlieghe, n° 1151/1 van 23 juli 1993.

11. Wetsvoorstel strekkende om het installeren van een elektronisch ongevalgegevenssysteem in motorvoertuigen verplicht te maken.

Ingediend door de heren H. Van Dienderen en X. Winkel (**), n° 1192/1 van 25 oktober 1993.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 320 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 betreffende de onafscheurbaarheid van de fiscale strook door de zorgverstrekkers.
Ingediend door de heer J. Peeters, n° 1650/1 van 19 december 1994.

Sport

Wetsvoorstel tot oprichting van een sportsponsorfonds.
Ingediend door de heer L. Peeters, n° 149/1 van 13 februari 1992.

6. COMMISSIE BELAST MET DE PROBLEMEN INZAKE HANDELS- EN ECONOMISCH RECHT

Beroepsorganisatie

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat.
Ingediend door de heer E. Knoops, n° 137/1 van 13 februari 1992.
2. Wetsvoorstel tot oprichting van een instituut voor bedrijfsjuristen.
Ingediend door mevrouw J. Delruelle (**), mevrouw M.-L. Stengers en de heer A. Duquesne, n° 346/1 van 16 maart 1992.

Beursoperatie

Wetsvoorstel betreffende het certificeren van aandelen via een administratiekantoor.
Ingediend door de heren S. De Clerck, J. Dupré en H. Candries, n° 1648/1 van 15 december 1994.

Cheque

Wetsvoorstel betreffende de veiligheid van de cheques.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 861/1 van 18 januari 1993.

Handelsmaatschappij

1. Wetsvoorstel tot aanpassing van afdeling VII van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen aan de beginselen van de coöperatieve beweging.
Ingediend door de heren W. De Vlieghere en J.-P. Viseur, n° 618/1 van 31 juli 1992.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.
Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 1544/1 van 23 september 1994.

Onderneming

Wetsvoorstel tot bescherming van de onderaanneming.
Ingediend door de heer J.-P. Perdieu, n° 82/1 van 30 januari 1992.

Onderwijs

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 15bis van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.
Ingediend door mevrouw A. Spaak (**), de heren G. Clerfayt en O. Maingain, n° 787/1 van 7 december 1992.

7. COMMISSIE VOOR DE INFRASTRUCTUUR

Arbeid

Wetsvoorstel tot bevordering van de organisatie van het woon-werkverkeer met bedrijfsvervoerplannen.
Ingediend door de heren J. Ansoms, L. Goutry en mevrouw L. Nelis-Van Liedekerke, de heren M. Olivier en B. Vandendriessche, n° 682/1 van 12 oktober 1992.
Amendement van de heer D. Ramoudt, n° 682/2 van 24 november 1992.

Bemiddelaar

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 oktober 1992 betreffende de dienst « ombudsman » in sommige autonome overheidsbedrijven.
Ingediend door de heer L. Van Nieuwenhuysen, n° 1554/1 van 12 oktober 1994.

Luchthaven

Wetsvoorstel tot wijziging van de benaming van de nationale luchthaven.
Ingediend door de heren L. Van Nieuwenhuysen en X. Buisseret, n° 1337/1 van 1 maart 1994.

Luchtvaart

Wetsvoorstel houdende reglementering van de ballonvaart.
Ingediend door de heren F. Wymeersch en X. Buisseret, n° 608/1 van 24 juli 1992.
Amendementen van de heer F. Wymeersch, n° 608/2 van 12 januari 1993.

Rapporteur(s) : de heer D. Grimberghs.

Milieubescherming

Voorstel van resolutie ter ondersteuning van de resolutie van het Europees Parlement over het Groenboek van de Europese Commissie inzake mobiliteit.
Ingediend door de heren H. Van Dienderen, X. Winkel (**), en J. De Mol, n° 1062/1 van 11 juni 1993.

Oorlog

Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 161 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 1025/1 van 25 mei 1993.

Overheidsadministratie

1. Wetsvoorstel ter bevordering van een rationeler beheer van het onroerend vermogen van de overheid.
Ingediend door de heer D. Grimberghs, n° 1213/1 van 9 november 1993.
Rapporteur(s) : de heer J. De Mol.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen.
Ingediend door de heer M. Van der Poorten, n° 1360/1 van 16 maart 1994.
Rapporteur(s) : de heer J. Van Eetvelt.

23. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 96 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen met betrekking tot de belasting op de inverteerstelling.

Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 1302/1 van 26 januari 1994.

24. Wetsvoorstel betreffende het uitstellen van de inwerkingtreding van de bepalingen, wat de milieutaksen betreft, van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur.

Ingediend door de heer D. Reynders, n° 1372/1 van 23 maart 1994.

25. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het aantal rechthebbers op fiscale voordelen bij aankoop en gebruik van een auto voor personenvervoer.

Ingediend door de heren G. Vanleenhove, M. Olivier en C. Lisabeth, n° 1374/1 van 24 maart 1994.

26. Wetsvoorstel tot wijziging van koninklijk besluit n° 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde.

Ingediend door de heer P. Dewael, n° 1445/1 van 25 mei 1994.

27. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 39, §1, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

Ingediend door de heer G. Annemans, n° 1448/1 van 26 mei 1994.

28. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven.

Ingediend door de heer M. Cordeel, n° 1485/1 van 10 juni 1994.

29. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 52² van het Wetboek van Successierechten.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 1638/1 van 9 december 1994.

30. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 14 van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht.

Ingediend door de heer F. Van den Eynde, n° 1705/1 van 7 februari 1995.

31. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 92 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

Ingediend door de heer J. Canon, n° 1711/1 van 14 februari 1995.

Kansspel

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 juli 1991 betreffende de Nationale Loterij.

Ingediend door de heren A. Denys, L. Pierco en D. Van Mechelen, n° 880/1 van 25 januari 1993.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 juli 1991 betreffende de Nationale Loterij.

Ingediend door de heer J.-P. Viseur, n° 1746/1 van 15 maart 1995.

Kinderopvang

Wetsvoorstel tot invoering van crèchebonnen in ondernemingen met minder dan 100 werknemers.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 114/1 van 11 februari 1992.

Nationaal Parlement

Wetsvoorstel tot afschaffing van de belastingvrijstelling ten belope van de helft van de parlementaire vergoeding.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 680/1 van 12 oktober 1992.

Overheidsadministratie

Wetsvoorstel ter bevordering van een rationeler beheer van het onroerend vermogen van de overheid.

Ingediend door de heer D. Grimberghs, n° 1213/1 van 9 november 1993.

Overheidsopdracht

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

Ingediend door de heer J.-P. Perdieu, n° 66/1 van 24 januari 1992.

2. Voorstel van resolutie betreffende de versterking van de democratische controle op belangrijke overheidsopdrachten voor aannemingen van werken, leveringen en diensten.

Ingediend door de heren J. Peeters en C. Lisabeth, n° 1367/1 van 21 maart 1994.

Pensioenen

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 16 van 15 oktober 1934 waarbij wijzigingen worden aangebracht in de wetgeving op de pensioenen en in artikel 17 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, alsmede van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen ten einde de volledige en onmiddellijke betaling van de overheidspensioenen mogelijk te maken.

Ingediend door de heren A. Bertouille, E. Bertrand, A. Duquesne, S. Kubla en L. Michel, n° 180/1 van 14 februari 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 december 1976 tot regeling van het pensioen van sommige mandatarissen en van dat van hun rechtverkrijgenden.

Ingediend door de heer W. Cortois, n° 287/1 van 6 maart 1992.

Rekenhof

Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit, van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof en van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen.

Ingediend door de heer A. Bourgeois, n° 69/1 van 24 januari 1992.

Sociale zekerheid

1. Wetsvoorstel tot gedeeltelijke vrijstelling van de inkomens van sociale lasten.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 151/1 van 13 februari 1992.

2. Wetsvoorstel tot vaststelling van het globaal sociaal inkomen voor sociale toelagen en voordelen van allerlei aard.

Ingediend door de heer M. Olivier, n° 1272/1 van 23 december 1993.

Rapporteur(s) : de heer J.-P. Poncelet.

Economisch beleid

Voorstel van resolutie strekkende tot herziening van de fiscale politiek in het licht van de huidige structurele crisis van de economie.

Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 508/1 van 11 juni 1992.

Financiële instelling

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en tot harmonisering van de controle en werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen met het oog op de privatisering van de openbare kredietinstellingen.

Ingediend door de heren J. Gol (**), L. Michel, D. Reynders en J. Simonet, n° 1131/1 van 16 juli 1993.

Indirecte belasting

1. Wetsvoorstel om de verkoop of de ruil van de eigendom van voor een landbouwbedrijf aangewende of bestemde gronden van het evenredig registratierecht vrij te stellen.

Ingediend door de heren E. Bertrand en G. Saulmont, n° 23/1 van 13 januari 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Ingediend door de heer M. Lebrun, n° 31/1 van 15 januari 1992.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, teneinde aan bepaalde inkomenscategorieën een « sociaal tarief » toe te kennen.

Ingediend door de heren Ph. Charlier en J.-P. Detremmerie, n° 108/1 van 7 februari 1992.

4. Wetsvoorstel tot afschaffing van de belasting op de beursverrichtingen.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 111/1 van 11 februari 1992.

5. Wetsvoorstel tot harmonisering van de BTW-tarieven voor cultuurprodukten.

Ingediend door de heren L. Michel en S. Kubla, n° 115/1 van 11 februari 1992.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde ten behoeve van de automobielsector.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 193/1 van 19 februari 1992.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 143 van het Wetboek der Registratie-, Hypotheek- en Griffierechten.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 195/1 van 19 februari 1992.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 18 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 196/1 van 19 februari 1992.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 54 van het Wetboek der Successierechten.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 197/1 van 19 februari 1992.

10. Wetsvoorstel betreffende de afschaffing van de verplichte storting van een voorschot voor een bepaalde categorie van BTW-plichtigen.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 224/1 van 21 februari 1992.

11. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 11 mei 1967 betreffende het accijnsregime van bier.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 232/1 van 27 februari 1992.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van het wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde teneinde het BTW-tarief voor goederen en diensten geleverd aan gehandicapten te verlagen.

Ingediend door de heer C. Lisabeth, n° 344/1 van 16 maart 1992.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek der Successierechten.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 392/1 van 6 april 1992.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek der Successierechten wat de moratoire rente betreft.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 418/1 van 24 april 1992.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 mei 1967 betreffende het accijnsregime van bier, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1973 en de wet van 22 december 1989.

Ingediend door de heer W. Cortois, n° 486/1 van 29 mei 1992.

16. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de registratie- hypotheek- en griffierechten ten einde de gedeelten van een schenking waarop de schenkingsrechten worden berekend, te indexeren.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 771/1 van 4 december 1992.

Rapporteur(s) : de heer M. Olivier.

17. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 92, tweede lid, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

Ingediend door de heer K. Pinxten, n° 843/1 van 8 januari 1993.

18. Wetsvoorstel houdende maatregelen tegen gruwelfilms.

Ingediend door mevrouw M. Dillen, n° 937/1 van 8 maart 1993.

19. Wetsvoorstel tot verlaging van het registratierecht bij aankoop van gronden bestemd als natuurgebied.

Ingediend door de heer H. Brouns, n° 1086/1 van 23 juni 1993.

Rapporteur(s) : de heer K. Pinxten.

20. Wetsvoorstel tot voldoening van successierechten in natura, door de schenking van een onroerend goed.

Ingediend door de heer H. Brouns, n° 1087/1 van 23 juni 1993.

Rapporteur(s) : de heer K. Pinxten.

21. Wetsontwerp tot wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur.

Ingediend door de regering, n° 1274/1 van 24 december 1993.

Rapporteur(s) : mevrouw A.-M. Lizin.

22. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde teneinde een gestandaardiseerd kasregister in te voeren.

Ingediend door de heer J. Sleenckx, n° 1289/1 van 17 januari 1994.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van het stelsel van de voorafbetalingen opgelegd aan de zelfstandigen en aan de bedrijfsleiders van KMO's.

Ingediend door mevrouw J. Delruelle (**) en de heer A. Duquesne, n° 322/1 van 11 maart 1992.

Rapporteur(s) : de heer R. Daems.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 47 van de wet van 27 december 1984 houdende fiscale bepalingen.

Ingediend door de heer S. Kubla, n° 342/1 van 12 maart 1992.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer G. Verhofstadt, n° 357/1 van 19 maart 1992.

12. Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 71 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen tot toevoeging aan de lijst van de aftrekbare lasten, de giften in geld aan erkende instellingen die de bescherming van het leefmilieu nastreven.

Ingediend door de heer G. Verhofstadt, n° 360/1 van 19 maart 1992.

13. Wetsvoorstel houdende wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen ten voordele van personen die een vervangingsinkomen krijgen.

Ingediend door mevrouw J. Delruelle (**) en de heer E. Bertrand, n° 391/1 van 3 april 1992.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, ten einde de rentelast van hypothecaire leningen te verlichten.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 417/1 van 24 april 1992.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, wat de voorafbetalingen betreft.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 419/1 van 24 april 1992.

16. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 29 van de wet van 28 december 1990 betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 429/1 van 29 april 1992.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 511/1 van 12 juni 1992.

Rapporteur(s) : de heer R. Daems.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 104 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heren J. Geysels en J. Mrael (**), n° 704/1 van 27 oktober 1992.

19. Wetsvoorstel betreffende de belasting op de stopzettingen meerwaarden.

Ingediend door de heer G. Matagne, n° 757/1 van 30 november 1992.

20. Wetsvoorstel betreffende de aftrek van restaurantkosten.

Ingediend door de heren A. Damseaux en L. Michel, n° 773/1 van 4 december 1992.

21. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 315, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gecoördineerd op 10 april 1992.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 866/1 van 20 januari 1993.

22. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 470bis in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op een regelmatige doorstorting van belastinggelden naar gemeenten.

Ingediend door de heren C. Lisabeth en L. Peeters, n° 870/1 van 21 januari 1993.

Verslag van de heer J. Dupré, n° 870/2 van 30 mei 1994.

23. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot het inkomen van onroerende goederen.

Ingediend door de heer M. Olivier, n° 916/1 van 19 februari 1993.

24. Wetsvoorstel tot vrijstelling van onroerende voorheffing voor de gronden bestemd als natuurgebied.

Ingediend door de heer H. Brouns, n° 1077/1 van 18 juni 1993.

Rapporteur(s) : de heer K. Pinxten.

25. Wetsvoorstel tot instelling van fiscale maatregelen voor een geboortenbevorderend beleid.

Ingediend door de heer J. Van Eetvelt, n° 1078/1 van 21 juni 1993.

26. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 15, § 1, 1°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 om de leegstand te bestrijden van onroerende goederen die geschikt zijn voor de huisvesting van gezinnen.

Ingediend door de heer F. Dielens, n° 1135/1 van 19 juli 1993.

27. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 128 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 1342/1 van 3 maart 1994.

28. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 270 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heren L. Barbé, W. De Vlieghe en Ph. Defeyt, n° 1419/1 van 2 mei 1994.

29. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 104 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 1604/1 van 16 november 1994.

30. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 145(1), 3°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heren E. Schuermans, C. Lisabeth, Y. Mayeur, J.-P. Poncelet en J. Taylor, n° 1669/1 van 17 januari 1995.

31. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer F. Van den Eynde, n° 1670/1 van 17 januari 1995.

32. Voorstel van resolutie houdende maatregelen ter verbetering van het fiscaal statuut van de Belgische grensarbeiders die in Nederland tewerkgesteld zijn.

Ingediend door de heer F. Dewinter, n° 1693/1 van 27 januari 1995.

33. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heren E. Van Vaerenbergh en H. Olaerts, n° 1713/1 van 15 februari 1995.

Douane-entrepot

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 februari 1978 betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag.

Ingediend door de heer Cl. Eerdeken, n° 138/1 van 13 februari 1992.

10. Voorstel van resolutie betreffende de steun aan het democratiseringsproces in Zuid-Afrika.
 Ingediend door de heer S. Platteau, n° 1529/1 van 6 juli 1994.

Registratie van een voertuig

Wetsvoorstel houdende het gebruik van gewestkentekens van motorvoertuigen en hun aanhangwagens.

Ingediend door de heer F. Dewinter, n° 776/1 van 4 december 1992.

Veiligheid op de weg

Voorstel van resolutie betreffende het invoeren van een nationaliteitsteken op motorrijtuigen.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 1530/1 van 6 juli 1994.

5. COMMISSIE VOOR DE FINANCIEN

Begrotingsbeleid

Wetsvoorstel tot nationale besparing op de Rijksmiddelenbegroting met behulp van brandstofzegeltjes.

Ingediend door de heer L. Standaert, n° 559/1 van 1 juli 1992.

Belasting

1. Wetsvoorstel ertoe strekkend de belastingplichtige toe te staan over de bestemming van een deel van zijn belastingen te beslissen.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 116/1 van 11 februari 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen.

Ingediend door de heer G. Verhofstadt, n° 358/1 van 19 maart 1992.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld.

Ingediend door de heer W. Cortois, n° 361/1 van 19 maart 1992.

4. Wetsvoorstel houdende aanmoediging van de gepensioneerden en bruggepensioneerden tot inschrijving op of aanschaffing van aandelen die een fractie van het maatschappelijk kapitaal van Belgische vennootschappen vertegenwoordigen.

Ingediend door de heer G. Verhofstadt, n° 364/1 van 20 maart 1992.

5. Wetsvoorstel houdende herstel van de grondwettelijkheid bij het aanpassen van belastingtarieven bij koninklijk besluit.

Ingediend door de heren W. De Vlieghe en Ph. Defeyt, n° 621/1 van 31 juli 1992.

6. Wetsvoorstel betreffende de fiscale situatie van de medehelpende echtgenoot.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 678/1 van 9 oktober 1992.

7. Wetsvoorstel om de vermindering van onroerende voorheffing ambtshalve toe te kennen.

Ingediend door de heer L. Peeters, n° 913/1 van 16 februari 1993.

Overgenomen door de heer G. Bossuyt, op 26 januari 1995. Kaft, n° 913/2 van 26 januari 1995.

Rapporteur(s) : de heer Ph. Defeyt.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen ten einde de werkgelegenheid te bevorderen.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 1182/1 van 8 oktober 1993.

9. Wetsvoorstel houdende oprichting en organisatie van een fiscale kruispuntbank.

Ingediend door de heer M. Olivier, n° 1255/1 van 10 december 1993.

Advies van de Raad van State, n° 1255/2 van 14 maart 1995. Rapporteur(s) : de heer J. Taylor.

10. Wetsvoorstel tot invoering van een compenserende dotatie aan de gemeenten met geringere belastingopbrengsten ten gevolge van het statuut van de ambtenaren van de Europese Unie.

Ingediend door de heer G. Clerfayt, mevrouw A. Spaak (**) en de heer O. Maingain, n° 1487/1 van 10 juni 1994.

Directe belasting

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 277 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Cl. Eerdekens, n° 52/1 van 24 januari 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 244 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Cl. Eerdekens, n° 60/1 van 24 januari 1992.

3. Wetsvoorstel tot invoering van de aftrekbaarheid van de kosten voor de oprichting en de werking van bedrijfs-crèches.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 176/1 van 14 februari 1992.

4. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 119 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen om het risicodragend kapitaal opnieuw aantrekkelijk te maken.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 199/1 van 19 februari 1992.

5. Wetsvoorstel houdende instelling van de bevrijdende onroerende voorheffing.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 200/1 van 19 februari 1992.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 45 en 188 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, voor zover betreft de aftrekbaarheid van de onroerende voorheffing.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 203/1 van 19 februari 1992.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10, §§ 1 en 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer J.-P. de Clippele, n° 220/1 van 20 februari 1992.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen teneinde de in de bedrijfsvoorheffingen en voorafbetalingen begrepen aanvullende belasting over te maken aan de gemeenten en agglomeraties.

Ingediend door mevrouw A.-M. Corbisier-Hagon en de heer J.-P. Detremmerie, n° 269/1 van 2 maart 1992.

6. Voorstel van resolutie ter ondersteuning van elk vredesinitiatief in ex-Joegoslavië waarbij de burgermaatschappij wordt betrokken.

Ingediend door de heren D. Grimberghs, V. Anciaux, mevrouw A.-M. Corbisier-Hagon, de heren Ph. Dallons, Y. Mayeur, F. Sarens, mevrouw A. Spaak (**) en mevrouw M.-L. Stengers, de heren D. Van der Maelen en H. Van Dienderen, n° 1251/1 van 8 december 1993.

7. Voorstel van resolutie betreffende het embargo tegen Cuba en de Torricelli-wet.

Ingediend door de heren J. De Mol en J. Sleenckx, n° 1287/1 van 12 januari 1994.

Amendementen van de heren M. Van Peel en P. Beaufays, n° 1287/2 van 15 februari 1994.

Rapporteur(s) : de heer J. Van der Sande.

8. Voorstel van resolutie betreffende de toestand in Angola. Ingediend door de heer Y. Harmegnies, n° 1539/1 van 13 september 1994.

Hulp aan het buitenland

Wetsvoorstel tot instelling van een keurmerk voor sommige produkten afkomstig uit ontwikkelingslanden om een eerlijke wereldhandel te bevorderen.

Ingediend door de heer J. Van der Sande, n° 1605/1 van 17 november 1994.

Indirecte belastingen

Wetsvoorstel houdende goedkeuring van het Achtste Protocol bij het Verdrag van 's-Gravenhage van 18 februari 1950 tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden tot unificatie van accijnzen en van het waarborgrecht, ondertekend te Brussel op 16 februari 1990.

Ingediend door de regering, n° 864/1 van 18 januari 1993.

Internationale sanctie

Voorstel van resolutie tot verbreking van de diplomatieke betrekkingen met Cuba.

Ingediend door de heer F. Dewinter, n° 1600/1 van 8 november 1994.

Milieubescherming

Wetsvoorstel betreffende de Belgische initiatieven ten behoeve van een duurzame ontwikkeling.

Ingediend door de heer Ph. Busquin, n° 719/1 van 17 november 1992.

Oorlog

Wetsvoorstel tot toekenning van een vergoeding voor materiële schade die Belgen in het buitenland in geval van oproer of oorlog hebben geleden.

Ingediend door de heren J. Gol (**) en S. Kubla, n° 1024/1 van 25 mei 1993.

Oorlogsmisdaad

Voorstel van resolutie betreffende het Internationaal Tribunaal voor de oorlogsmisdaden in ex-Joegoslavië.

Ingediend door de heren J.-P. de Clippele, J. Canon, G. Clerfayt, P. Hazette, S. Platteau, J.-P. Poncelet, F. Sarens, J. Sleenckx en H. Van Dienderen, n° 1305/1 van 31 januari 1994.

Overheidsadministratie

Wetsvoorstel houdende oprichting van het Koninklijk Afrika-Instituut.

Ingediend door de heer H. Marsoul, n° 942/1 van 10 maart 1993.

Rechten van de mens

1. Voorstel van resolutie betreffende de bescherming van het Tibetaanse volk.

Ingediend door de heer H. Simons (**), mevrouw M. Aelvoet (**) en de heer H. Van Dienderen, n° 191/1 van 19 februari 1992.

2. Voorstel van resolutie betreffende de toestand in Zaïre. Ingediend door de heer Y. Harmegnies, n° 596/1 van 14 juli 1992.

3. Voorstel van resolutie strekkende tot het nemen van maatregelen tegen Iran in verband met de zaak Rushdie.

Ingediend door de heren J.-P. Van Rossem, J. Sleenckx en H. Coveliers, n° 940/1 van 9 maart 1993.

4. Voorstel van resolutie tot veroordeling van de systematische verkrachtingen en folteringingen in het voormalige Joegoslavië.

Ingediend door mevrouw M.-L. Stengers, mevrouw A. Leysen, mevrouw A.-M. Lizin, mevrouw A.-M. Corbisier-Hagon, mevrouw M. Vogels (**) en mevrouw L. Nelis-Van Liedekerke, n° 943/1 van 10 maart 1993.

5. Voorstel van resolutie betreffende het Koerdisch probleem in Turkije.

Ingediend door de heren H. Van Dienderen en X. Winkel (**), n° 1021/1 van 24 mei 1993.

Amendementen van de heer Y. Mayeur, n° 1021/2 van 28 september 1993.

Rapporteur(s) : de heer J. De Mol.

6. Voorstel van resolutie met betrekking tot de Wereldconferentie van de Verenigde Naties over de mensenrechten.

Ingediend door de heren M. Van Peel, A. Gehlen, mevrouw A.-M. Lizin, de heer L. Michel, mevrouw A.-M. Neyts-Uytbroeck (**), mevrouw A. Spaak (**) de heren D. Van der Maelen, H. Van Dienderen, P. Van Grembergen en X. Winkel (**), n° 1058/1 van 9 juni 1993.

7. Voorstel van resolutie betreffende de situatie in Angola. Ingediend door de heer Y. Harmegnies, n° 1134/1 van 19 juli 1993.

8. Voorstel van resolutie betreffende het herstel van de mensenrechten en van het vredesproces in Soedan.

Ingediend door de heren P. Beaufays, Y. Harmegnies, L. Michel, P. Van Grembergen en M. Van Peel, n° 1222/1 van 17 november 1993.

Amendementen van de heer J. De Mol, n° 1222/2 van 11 maart 1994.

Amendement van de heer H. Van Dienderen, n° 1222/3 van 17 maart 1994.

Amendement van de heren P. Beaufays, J. De Mol en P. Van Grembergen, n° 1222/4 van 6 april 1994.

Rapporteur(s) : mevrouw A.-M. Lizin.

9. Voorstel van resolutie betreffende de toestand in Oost-Timor.

Ingediend door de heren J.-P. Viseur en D. Grimberghs, n° 1418/1 van 2 mei 1994.

Rapporteur(s) : de heer D. Van der Maelen.

Waarschijnlijk kiesgedrag

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 18 juli 1985 betreffende de bekendmaking van de opiniepeilingen en de toekenning van de titel « Opiniepeilingsinstituut ».

Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 551/1 van 29 juni 1992.

4. COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN

Adoptie

Voorstel van resolutie betreffende de goedkeuring van het op 29 mei 1993 door de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht goedgekeurde Verdrag tot bescherming van kinderen en tot samenwerking inzake internationale adoptie.

Ingediend door de heer M. Lebrun, n° 1163/1 van 9 september 1993.

Arbeid

Voorstel van resolutie tot opzegging van het Verdrag dat nachtarbeid voor vrouwen verbiedt.

Ingediend door de heer D. Van Mechelen, n° 247/1 van 27 februari 1992.

Burgerlijke stand

1. Wetsontwerp betreffende :

- 1) de goedkeuring van de Overeenkomst inzake het recht dat van toepassing is op namen en voornamen, opge maakt te München op 5 september 1980;
- 2) de onmiddellijke toepassing van sommige bepalingen van die Overeenkomst, met name door wijziging van het Burgerlijk Wetboek en het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de regering, n° 986/1 van 3 september 1987. Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamer van 8 november 1987.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1988.

Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamer van 18 oktober 1991.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 28 maart 1992.

2. Wetsvoorstel tot afschaffing van de commissie van beroep inzake de afgifte van paspoorten.

Ingediend door de heer J. Vande Lanotte, n° 441/1 van 7 mei 1992.

Europa

Voorstel van resolutie voor een Europees relancebeleid.

Ingediend door de heer D. Van der Maelen, n° 747/1 van 24 november 1992.

Europese integratie

Voorstel van resolutie voor een Europees herstelplan naar aanleiding van de Europese Top van Edinburgh.

Ingediend door mevrouw A.-M. Lizin, n° 772/1 van 4 december 1992.

Europese unie

1. Voorstel van resolutie inzake het Verdrag betreffende de Europese Unie.

Ingediend door de heren R. Langendries, G. Clerfayt, M. Colla, Cl. Eerdeken en J. Van Hecke, n° 500/1 van 3 juni 1992.

Amendementen van de heren L. Michel, P. Hazette, mevrouw M. Vogels (**) en de heren J. Morael (**), H. Simons (**), H. Van Dienderen, G. Annemans, L. Van Nieuwenhuysen, mevrouw A. Spaak (**), de heer G. Clerfayt en mevrouw A.-M. Lizin, n° 500/2 van 3 juni 1992.

Amendement van de heer D. Van der Maelen, n° 500/3 van 5 juni 1992.

2. Voorstel van resolutie strekkende tot het instellen van het referendum met betrekking tot de goedkeuring van het Verdrag van Maastricht.

Ingediend door de heer L. Standaert, n° 576/1 van 8 juli 1992.

3. Voorstel van resolutie voor een Europees herstelplan naar aanleiding van de Europese top van Edinburg.

Ingediend door mevrouw A.-M. Lizin, n° 772/1 van 4 december 1992.

Handelsverkeer

Wetsvoorstel betreffende sommige tegemoetkomingen ter bevordering van de export.

Ingediend door de regering, n° 1215/1 van 5 juni 1990.

Amendementen van de heer S. De Clerck, mevrouw N. Maes (**) en de heer H. Van Dienderen, n° 1215/2 van 8 mei 1991.

Rapporteur(s) : de heer Y. Harmegnies.

Vervallen ingevolge de ontbinding van 18 oktober 1991.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 28 maart 1992.

Handhaving van de vrede

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een Belgisch Vredesfonds (BVF) en van een Belgisch Instituut voor Vredesonderzoek (BIVO).

Ingediend door de heer H. Coveliers, n° 94/1 van 30 januari 1992.

2. Voorstel van resolutie strekkende tot voorkoming van een Turkse militaire interventie in Armenië.

Ingediend door de heer G. Annemans, n° 459/1 van 18 mei 1992.

3. Voorstel van resolutie betreffende de terugtrekking van de Russische troepen uit de Baltische staten.

Ingediend door de heren K. Van Overmeire, G. Annemans, F. Dewinter, F. Van den Eynde en L. Van Nieuwenhuysen, n° 574/1 van 7 juli 1992.

4. Wetsvoorstel tot oprichting van een « Belgisch Vredesinstituut » (BIV).

Ingediend door de heren H. Van Dienderen, W. Winkel (**), mevrouw M. Aelvoet (**) en de heer J. Morael (**), n° 616/1 van 29 juli 1992.

5. Voorstel van resolutie met betrekking tot de dramatische toestand in Kosovo.

Ingediend door de heren J. Sleetx en H. Marsoul, n° 953/1 van 18 maart 1993.

2. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 11 juni 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het rijkswachtpersoneel van het actief kader, met het oog op het invoeren van een minimale representativiteitsdrempel als voorwaarde voor erkenning

Ingediend door de heren A. Bourgeois, F. Cauwenberghs en J. Van Hecke, n° 130/1 van 11 februari 1992.

3. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het rijkswachtpersoneel van het actief kader, met het oog op de aanwijzing van de verplicht te onderhandelen materies.

Ingediend door de heren A. Bourgeois, F. Cauwenberghs, J. Van Hecke en P. Beaufays, n° 158/1 van 13 februari 1992.

Verkiezingspropaganda

1. Wetsvoorstel tot uitlegging van artikel 4 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Ingediend door de heer J. Gol (**), n° 143/1 van 13 februari 1992.

2. Wetsvoorstel betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de gemeenteraadsverkiezingen.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 148/1 van 13 februari 1992.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Ingediend door de heren L. Michel, J. Gol (**) en D. Ducarme, n° 400/1 van 14 april 1992.

4. Wetsvoorstel betreffende de controle op en de beperking van de verkiezingsuitgaven voor de gemeenteraadsverkiezingen.

Ingediend door mevrouw A.-M. Lizin en de heer Y. Mayeur, n° 656/1 van 21 september 1992.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, en de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Ingediend door de heren Cl. Eerdekens, J.-M. Léonard en L. Walry, n° 794/1 van 11 december 1992.

6. Wetsvoorstel tot invoering van een toezicht op de voorlichtingscampagnes van ministers en staatssecretarissen.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 795/1 van 11 december 1992.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Ingediend door de heren D. Grimberghs en Ph. Charlier, n° 840/1 van 4 januari 1993.

8. Wetsvoorstel betreffende de beperking van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van het Europees Parlement.

Ingediend door de heren Y. Ylieff, J. Canon en mevrouw C. Burgeon, n° 841/1 van 4 januari 1993.

9. Wetsvoorstel betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de gemeenteraadsverkiezingen.

Ingediend door de heren M. Harmegnies, Y. Mayeur en Ch. Janssens, n° 857/1 van 14 januari 1993.

10. Wetsvoorstel met betrekking tot de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Ingediend door de heren H. Lauwers en P. Van Grembergen, n° 1037/1 van 28 mei 1993.

11. Wetsvoorstel betreffende de beperking van en de controle op de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van Kamer en Senaat, gemeenschaps- en gewestraden, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, de provincieraden en de gemeenteraden en van de Belgische leden van het Europese parlement.

Ingediend door de heren H. Lauwers en P. Van Grembergen, n° 1052/1 van 9 juni 1993.

12. Wetsvoorstel tot instelling van een ethische commissie van toezicht op de algemene voorlichtingscampagnes en de officiële mededelingen.

Ingediend door de heren L. Michel, D. Reynders en J. Simonet, n° 1380/1 van 28 maart 1994.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 1566/1 van 17 oktober 1994.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van het Europees Parlement.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 1567/1 van 17 oktober 1994.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 1568/1 van 17 oktober 1994.

16. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 1571/1 van 19 oktober 1994.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4bis van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 1579/1 van 24 oktober 1994.

Volksgezondheid

Wetsvoorstel tot instelling van de HIV-test voor kamerleden en senatoren.

Ingediend door de heer L. Standaert, n° 675/1 van 9 oktober 1992.

Privé-militie

Voorstel van resolutie inzake het wettelijk omkaderen van het fenomeen van de burgerwachten.

Ingediend door de heer F. De Man, n° 1433/1 van 17 mei 1994.

Provincie

1. Wetsvoorstel inzake de indeling in provincies van het Koninkrijk België.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 93/1 van 30 januari 1992.

2. Wetsvoorstel tot herwaardering van de provincieraad en van de functie van het provincieraadslid.

Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 166/1 van 13 februari 1992.

3. Wetsvoorstel om de provincies te democratiseren.

Ingediend door de heren P. Hostekint en G. Swennen, n° 1140/1 van 19 juli 1993.

4. Wetsvoorstel houdende de rechtstreekse verkiezing van de gouverneur van de provincie.

Ingediend door de heren L. Pierco en M. Verwilghen, n° 1428/1 van 9 mei 1994.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 287 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur.

Ingediend door de heren L. Michel en A. Flahaut, n° 1676/1 van 19 januari 1995.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de benamingen « bestendige deputatie van de provincieraad » en « lid van de bestendige deputatie ».

Ingediend door de heer R. Thissen, n° 1707/1 van 10 februari 1995.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 april 1836 betreffende de Provinciewet.

Ingediend door de heer L. Van Nieuwenhuysen, n° 1714/1 van 15 februari 1995.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de provinciewet.

Ingediend door de heer H. Marsoul, n° 1730/1 van 2 maart 1995.

Raad van State

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het derde lid van artikel 87 van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Ingediend door de heer Cl. Eerdeken, n° 53/1 van 24 januari 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Ingediend door mevrouw N. de T'Serclaes en de heer D. Grimberghs, n° 226/1 van 26 februari 1992.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Ingediend door mevrouw T. Merckx-Van Goey en de heer E. Van Rompuy, n° 264/1 van 28 februari 1992.

Referendum

Wetsvoorstel houdende organisatie van de wetgevende referenda en houdende wijziging van het Kieswetboek.

Ingediend door de heren F. Dewinter en K. Van Overmeire, n° 1334/1 van 1 maart 1994.

Regering

1. Wetsvoorstel tot invoering van een toezicht op de voorlichtingscampagnes van ministers en staatssecretarissen.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 795/1 van 11 december 1992.

2. Wetsvoorstel houdende regeling van het taalgebruik voor sommige handelingen van het openbaar gezag.

Ingediend door de heren E. Van Vaerenbergh en H. Olaerts, n° 1666/1 van 13 januari 1995.

Sport

Wetsvoorstel tot oprichting van een veiligheidsfonds voor de openbare sportinfrastructuur.

Ingediend door de heren L. Peeters en F. Willockx (**), n° 185/1 van 14 februari 1992.

Amendement van de heer J.-P. Viseur, n° 185/2 van 10 december 1992.

Staking

Wetsvoorstel tot waarborg van de continuïteit van de openbare diensten in geval van staking.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 110/1 van 11 februari 1992.

Taalgebruik

1. Wetsvoorstel inzake het taalgebruik op de identiteitskaarten.

Ingediend door de heer J. Van Hauthem, n° 369/1 van 25 maart 1992.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 21 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Ingediend door de heer L. Van Nieuwenhuysen, n° 1193/1 van 26 oktober 1993.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 47 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Ingediend door de heer L. Van Nieuwenhuysen, n° 1194/1 van 26 oktober 1993.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Ingediend door de heer L. Van Nieuwenhuysen, n° 1210/1 van 5 november 1993.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Ingediend door de heer L. Van Nieuwenhuysen, n° 1556/1 van 12 oktober 1994.

6. Voorstel van resolutie betreffende het taalgebruik van federale ministers.

Ingediend door de heer P. Van Grembergen, n° 1581/1 van 27 oktober 1994.

Vakvereniging

1. Wetsvoorstel tot invoering van de vakbondsvertegenwoordiging bij het openbaar ambt.

Ingediend door de heer D. Ducarme, n° 97/1 van 30 januari 1992.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 22 van de gemeentekieswet.

Ingediend door de heer A. Bertouille, n° 760/1 van 30 november 1992.

14. Wetsvoorstel tot wijziging en democratisering van het kiesstelsel door afschaffing van de lijststemmen voor de gemeenteraadsverkiezingen.

Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 761/1 van 1 december 1992.

15. Wetsvoorstel tot wijziging en democratisering van het kiesstelsel door afschaffing van de opvolgers bij de provinciale verkiezingen.

Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 790/1 van 9 december 1992.

16. Wetsvoorstel tot wijziging van de openingsuren van de stembureaus.

Ingediend door de heer L. Standaert, n° 813/1 van 17 december 1992.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van de provinciewet van 30 april 1836 en van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen.

Ingediend door de heer M. Cheron en mevrouw V. Dua, n° 974/1 van 13 april 1993.

18. Wetsvoorstel houdende wijziging van de procedure tot verkiezing en benoeming van de burgemeester.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 1300/1 van 26 januari 1994.

Rapporteur(s) : de heer A. Schellens.

19. Wetsvoorstel tot veralgemening van het stemrecht.

Ingediend door de heren F. Dewinter en K. Van Overmeire, n° 1314/1 van 8 februari 1994.

20. Wetsvoorstel betreffende het actief en passief kiesrecht bij de gemeenteraadsverkiezingen voor de in België verblijvende ingezetenen van de Lid-Staten van de Europese Unie.

Ingediend door de heer G. Clerfayt, n° 1326/1 van 22 februari 1994.

21. Wetsvoorstel tot organisatie van de verkiezing van de kandidaatburgemeesters.

Ingediend door de heren L. Michel, D. Reynders en J. Simonet, n° 1398/1 van 18 april 1994.

22. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 95 van het Kieswetboek.

Ingediend door de heer L. Van Nieuwenhuysen, n° 1553/1 van 12 oktober 1994.

23. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek ten einde het aantal vereiste handtekeningen voor de voordracht van een lijst bij de verkiezing voor de Kamer van volksvertegenwoordigers te verhogen.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 1616/1 van 23 november 1994.

24. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur ten einde het aantal vereiste handtekeningen voor de voordracht van een lijst bij de verkiezing van de Vlaamse Raad en de Waalse Gewestraad te verhogen.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 1617/1 van 23 november 1994.

25. Voorstel van resolutie strekkende tot de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde.

Ingediend door de heren J. Van Hauthem en L. Van Nieuwenhuysen, n° 1770/1 van 27 maart 1995.

Overheidsadministratie

Wetsvoorstel inzake de termijn voor de intrekking door de bevoegde overheid van een onregelmatige administratieve handeling.

Ingediend door de heren M. Olivier, H. Candries en W. De Vlieghe, n° 900/1 van 12 februari 1993.

Advies van de Raad van State, n° 900/2 van 15 juli 1993.

Overheidsdienst

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een Koninklijke School voor Bestuurskunde.

Ingediend door de heer A. De Decker, n° 98/1 van 30 januari 1992.

2. Wetsvoorstel tot bevordering van de werving in overheidsdienst van vast benoemd gemeentepersoneel dat in disponibiliteit is gesteld.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 175/1 van 14 februari 1992.

3. Wetsvoorstel tot invoering van een halftijdse-loopbaanonderbreking in overheidsdienst.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 177/1 van 14 februari 1992.

4. Voorstel van resolutie om de maximum leeftijdsgrens waarop iemand tot rijksambtenaar kan worden benoemd van 50 op 55 jaar te brengen.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 239/1 van 27 februari 1992.

5. Wetsvoorstel betreffende de disponibiliteit van ambtenaren op eigen initiatief.

Ingediend door de heer L. Standaert, n° 700/1 van 27 oktober 1992.

6. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 59bis in de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 1712/1 van 15 februari 1995.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 1715/1 van 15 februari 1995.

Overheidstoezicht

Wetsvoorstel tot hervorming van het Hoog comité van toezicht.

Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 1371/1 van 22 maart 1994.

Paramilitaire troepen

Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht.

Ingediend door de heer F. Dufour, n° 1452/1 van 30 mei 1994.

Politie

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 216 van de nieuwe gemeentewet.

Ingediend door de heer F. Dufour, n° 1453/1 van 30 mei 1994.

Luchtvaart

Wetsvoorstel tot verbod op het houden van luchtvaartshows en het vliegen op lage hoogte.

Ingediend door de heren H. Van Dienderen en X. Winkel (**), n° 613/1 van 28 juli 1992.

Nationaal Parlement

1. Wetsvoorstel om de politieke overloperij van parlementsleden te bestrijden.

Ingediend door de heren J. Taylor en K. Pinxten, n° 944/1 van 11 maart 1993.

Amendement van de heer L. Standaert, n° 944/2 van 9 april 1993.

Amendement van de heer L. Standaert, n° 944/3 van 30 september 1993.

2. Wetsvoorstel om de politieke overloperij van parlementsleden te bestrijden.

Ingediend door de heren H. Lauwers en P. Van Grembergen, n° 1108/1 van 2 juli 1993.

Onverenigbaarheid

1. Wetsvoorstel houdende maatregelen ter bevordering van de onafhankelijkheid en de integriteit van de leden van de Wetgevende Kamers, van Ministers en Staatssecretarissen.

Ingediend door de heer H. Coveliers, n° 101/1 van 3 februari 1992.

2. Wetsvoorstel tot invoering van de onverenigbaarheid tussen de uitoefening van een ministerambt en een parlementair ambt.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 113/1 van 11 februari 1992.

3. Wetsvoorstel met betrekking tot de jaarlijkse bekendmaking van de inkomens- en vermogenstoestand van de leden van de uitvoerende organen van de plaatselijke besturen en betreffende een aantal onverenigbaarheden.

Ingediend door de heren H. Lauwers en P. Van Grembergen, n° 1050/1 van 9 juni 1993.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen wat de onverenigbaarheden betreft.

Ingediend door de heren J.-P. Poncelet en R. Thissen, n° 1660/1 van 9 januari 1995.

Openbaarheid van bestuur

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een provinciale dienst voor administratieve inlichtingen.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 118/1 van 11 februari 1992.

2. Wetsvoorstel tot verdere democratisering van het provinciaal beleid.

Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 167/1 van 13 februari 1992.

Openbare veiligheid

Voorstel van resolutie inzake het wettelijk omkaderen van het fenomeen van de burgerwachten.

Ingediend door de heer F. De Man, n° 1433/1 van 17 mei 1994.

Organisatie van verkiezingen

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 176 van het Kieswetboek.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 79/1 van 30 januari 1992.

2. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 9 augustus 1988 tot wijziging van de gemeentewet, de gemeentekieswet, de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de provinciewet, het Kieswetboek, de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en de wet tot regeling van de gelijktijdige parlementen- en provincieraadsverkiezingen.

Ingediend door de heer J.-P. Detremmerie, n° 83/1 van 30 januari 1992.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 74, 74bis, 75, 76 en 77 van de Gemeentekieswet

Ingediend door de heer L. Peeters, n° 156/1 van 13 februari 1992.

Amendementen van de heren L. Peeters en J. Vande Lanotte, n° 156/2 van 28 januari 1993.

4. Wetsvoorstel houdende de samenstelling en de bepaling van de hoofdplaats van de kantons van de kiesarrondissementen Brussel-Halle-Vilvoorde en Brussel-Nijvel.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 188/1 van 18 februari 1992.

5. Wetsvoorstel tot herindeling van de kiesarrondissementen in de provincie Brabant.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 190/1 van 18 februari 1992.

6. Wetsvoorstel tot herindeling van het kiesarrondissement Brussel in eentalige Vlaamse kantons in het administratief arrondissement Halle-Vilvoorde en tweetalige kantons in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Ingediend door de heer F. Dielens, n° 277/1 van 4 maart 1992.

7. Wetsvoorstel tot aanpassing van de apparentering.

Ingediend door de heer P. Tant, n° 316/1 van 10 maart 1992.

8. Wetsvoorstel tot verstrenging van de voorwaarden voor de verkiesbaarheid van bekleeders van een openbaar ambt.

Ingediend door de heer Cl. Eerdekens, n° 405/1 van 14 april 1992.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 118 van het Kieswetboek om gelijktijdige kandidaatstelling bij parlementen- en provincieraadsverkiezingen tegen te gaan.

Ingediend door de heer V. Féaux (**), n° 483/1 van 27 mei 1992.

10. Wetsvoorstel houdende het verbod om tegelijk kandidaat te zijn op een lijst voor de parlementenverkiezingen en op een lijst voor de provincieraadsverkiezingen.

Ingediend door de heer P. Tant, n° 562/1 van 1 juli 1992.

11. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 102 van het Kieswetboek.

Ingediend door de heer J.-P. Perdieu, n° 568/1 van 6 juli 1992.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van het kiesstelsel van de evenredige vertegenwoordiging.

Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 580/1 van 8 juli 1992.

Ingediend door de heer J. Pivin, n° 579/1 van 8 juli 1992.
Amendementen van de heer J. Pivin, n° 579/2 van 30 september 1992.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heer J. Van Eetvelt, n° 606/1 van 24 juli 1992.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 248, § 1, van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heer A. Bertouille, n° 657/1 van 21 september 1992.

16. Wetsvoorstel tot wijziging van titel V, hoofdstuk II, van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heer J. Van Eetvelt, n° 692/1 van 20 oktober 1992.
Rapporteur(s) : de heer G. Vanleenhove.

17. Wetsvoorstel houdende de defusie van Antwerpen en de oprichting van een stadsgewest.
Ingediend door de heer H. Lauwers, n° 741/1 van 19 november 1992.

18. Wetsvoorstel tot aanvulling van de lijst van de verplichte uitgaven van de gemeenten met de subsidieverlening aan de non-profit-sector.
Ingediend door de heer D. Grimberghs, n° 758/1 van 30 november 1992.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentegrenzen tussen Grimbergen, Vilvoorde en Zemst.
Ingediend door de heren W. Cortois, L. Peeters en E. Van Rompuy, n° 845/1 van 8 januari 1993.

20. Wetsvoorstel houdende wijziging van de nieuwe gemeentewet, wat de aanduiding van burgemeesters en schepenen betreft.
Ingediend door de heren L. Peeters en J. Vande Lanotte, n° 884/1 van 29 januari 1993.
Rapporteur(s) : de heer A. Schellens.

21. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5 van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heer D. Grimberghs, n° 983/1 van 29 april 1993.

22. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 juni 1988 tot vaststelling van de schrijfwijze van de gemeentenamen.
Ingediend door de heer L. Van Nieuwenhuysen, n° 1186/1 van 20 oktober 1993.

23. Wetsvoorstel tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heren F. Dewinter en K. Van Overmeire, n° 1336/1 van 1 maart 1994.

24. Wetsvoorstel houdende de rechtstreekse verkiezing van de burgemeester.
Ingediend door de heren M. Verwilghen en E. Beysen, n° 1416/1 van 29 april 1994.

25. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 134bis van de nieuwe gemeentewet met het oog op de uitbreiding van het recht op een behoorlijke huisvesting.
Ingediend door de heren H. Simons (**), Y. Mayeur en Mevrouw M. Vogels (**), n° 1417/1 van 2 mei 1994.
Overgenomen door de heer V. Decroly en mevrouw V. Dua, op 17 februari 1995 ter vervanging van de heer H. Simons (**) en mevrouw M. Vogels (**).
Advies van de Raad van State, n° 1417/2 van 28 oktober 1994.
Kaft, n° 1417/3 van 17 februari 1995.

26. Wetsvoorstel tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heren M. Van houtte en L. Pierco, n° 1425/1 van 6 mei 1994.

27. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 19 van de nieuwe gemeentewet en artikel 38 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.
Ingediend door de heer Gh. Hiance, n° 1509/1 van 22 juni 1994.

28. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 71, 6°, van de nieuwe Gemeentewet.
Ingediend door de heer F. Dufour, n° 1684/1 van 23 januari 1995.

29. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 maart 1980 betreffende het verlenen van de eretitel van hun ambt aan de burgemeesters, aan de schepenen en aan de voorzitters van de raden van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of van de gewezen commissies van openbare onderstand.
Ingediend door de heer A. Bertouille, n° 1696/1 van 30 januari 1995.

30. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 88 van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heer F. Dewinter, n° 1718/1 van 15 februari 1995.

31. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 132 van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heer H. Marsoul, n° 1729/1 van 2 maart 1995.

Hulp aan getroffen

Wetsvoorstel tot regeling van de werkingsmogelijkheden van de VZW Nationaal Rescue Fonds.
Ingediend door de heer J.-P. Detremmerie, n° 84/1 van 30 januari 1992.

Intercommunale vereniging

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 13 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales.
Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 89/1 van 30 januari 1992.
Rapporteur(s) : de heer P. Tant.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 24 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales.
Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 90/1 van 30 januari 1992.
Rapporteur(s) : de heer P. Tant.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 24 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales.
Ingediend door de heren J.-P. Viseur, M. Cheron en mevrouw V. Dua, n° 867/1 van 21 januari 1993.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales.
Ingediend door de heer A. Bertouille, n° 889/1 van 5 februari 1993.

Leger

Wetsvoorstel tot afschaffing van de registratie van reisduiven.
Ingediend door de heren J. Vande Lanotte en L. Peeters, n° 442/1 van 7 mei 1992.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7 en tot opheffing van artikel 74 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Ingediend door mevrouw M. Vogels (**) en de heer H. Simons (**), n° 1201/1 van 3 november 1993.

Civiele bescherming

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming.

Ingediend door de heer L. Peeters, n° 169/1 van 13 februari 1992.

Cultuurpact

Wetsvoorstel tot opheffing van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

Ingediend door de heer M. Van Peel, n° 837/1 van 24 december 1992.

Dienstplicht

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 20, § 3, van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 229/1 van 27 februari 1992.

2. Wetsvoorstel houdende afschaffing van de bijdrage ten laste van de privaatrechtelijke instellingen die werk verschaffen aan gewetensbezwaarden.

Ingediend door de heren D. Grimberghs, M. Harmegnies, H. Van Dienderen, G. Clerfayt, mevrouw A.-M. Corbier-Hagon, de heren H. Coveliers en Ph. Dallons, n° 622/1 van 4 augustus 1992.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980.

Ingediend door de heer Y. Mayeur, n° 658/1 van 21 september 1992.

Eerbiediging van het privé-leven

Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 3, tweede lid, van de wet van 2 juni 1856 op de bevolkingsregisters en de artikelen 9, 10 en 11 van de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek.

Ingediend door de heer E. Beysen, n° 292/1 van 6 maart 1992.

Gehandicapte

Wetsvoorstel houdende afschaffing van het parkeergeld op de motorrijtuigen die gebruikt worden door mindervaliden.

Ingediend door mevrouw T. Merckx-Van Goey en A. Leysen, n° 214/1 van 19 februari 1992.

Gemeenschappen en Gewesten

Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen betreffende de rechtstreekse verkiezing van de voorzitter van de Gewest- en Gemeenschapsregeringen.

Ingediend door de heren P. Dewael en A. Denys, n° 1420/1 van 2 mei 1994.

Gemeente

1. Wetsvoorstel tot toekenning van de titel van stad aan de gemeente Florenville.

Ingediend door de heer J.-P. Poncelet, n° 25/1 van 14 januari 1992.

2. Voorstel van resolutie tot afschaffing van het recht om aan de steden en gemeenten nieuwe lasten op te leggen.

Ingediend door de heer Cl. Eerdeken, n° 48/1 van 24 januari 1992.

3. Wetsvoorstel tot afschaffing van het recht om aan de steden en gemeenten nieuwe lasten op te leggen.

Ingediend door de heer Cl. Eerdeken, n° 49/1 van 24 januari 1992.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentegrenzen tussen Grimbergen en Vilvoorde.

Ingediend door de heer W. Cortois, n° 99/1 van 30 januari 1992.

5. Wetsvoorstel houdende de samenvoeging van de gemeenten Anderlecht, Brussel, Elsene, Etterbeek, Evere, Ganshoren, Jette, Koekelberg, Oudergem, Schaerbeek, Sint-Agatha-Berchem, Sint-Gillis, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Noode, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Ukkel, Vorst en Watermaal-Bosvoorde tot een nieuwe gemeente Brussel en de regeling van zekere modaliteiten en gevolgen ervan.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 102/1 van 3 februari 1992.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 19 van de nieuwe gemeentewet gecoördineerd bij koninklijk besluit van 24 juni 1988.

Ingediend door de heer W. Cortois, n° 301/1 van 9 maart 1992.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 15 van de nieuwe gemeentewet.

Ingediend door de heer P. Tant, n° 318/1 van 10 maart 1992.
Rapporteur(s) : de heer A. Schellens.

8. Wetsvoorstel betreffende de bescherming van de kunstwerken.

Ingediend door de heren L. Michel en A. Bertouille, n° 320/1 van 11 maart 1992.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 326/1 van 12 maart 1992.

Amendementen van de heer J.-P. Viseur, n° 326/2 van 22 december 1992.

Amendement van de heer E. Van Vaerenbergh, n° 326/3 van 6 juli 1993.

Amendement van de heren G. Séneca en R. Thissen, n° 326/4 van 22 december 1994.

Rapporteur(s) : de heer G. Séneca.

10. Wetsvoorstel houdende inrichting van districtsraden.

Ingediend door de heer G. Annemans, n° 546/1 van 23 juni 1992.

11. Wetsvoorstel houdende de mogelijkheid tot oprichting van deelgemeenteraden in steden met meer dan 175 000 inwoners.

Ingediend door de heren M. Van Peel, T. Van Parys, J. Ansoms, B. Vandendriessche en J. Van Hecke, n° 555/1 van 30 juni 1992.

Amendementen van de heer E. Beysen, n° 555/2 van 12 mei 1993.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de nieuwe gemeentewet wat de tuchtregeling betreft.

Ingediend door de heer J. Van Eetvelt, n° 573/1 van 6 juli 1992.

13. Wetsvoorstel betreffende de procedure voor de benoeming van de burgemeesters.

Reglement van de Kamer

Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer houdende invoeging van een artikel 100ter tot oprichting van een Adviescomité voor wetenschappelijke en technologische vraagstukken.

Voorstel ingediend door de heren J.-P. Poncelet, D. Ducarme, Mevrouw T. Merckx-Van Goey en de heer J. Devolder, n° 1203/1 van 3 november 1993.

Amendement van de heren Ch. Janssens, J.-P. Poncelet en A. Schellens, n° 1203/2 van 23 juni 1994.

Rapporteur(s) : de heer H. Candries.

Strafrecht

Wetsvoorstel tot beteugeling van bepaalde vormen van bedrog met de kilometerstand van voertuigen.

Ingediend door Mevrouw A.-M. Corbisier-Hagon, n° 1161/1 van 6 september 1993.

Rapporteur(s) : de heer H. Candries.

Verzekering

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst en de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State, ten einde de mogelijkheden en de procedures tot vergoeding van de slachtoffers van natuurrampen te verbeteren.

Ingediend door de heer L. Michel, n° 1583/1 van 27 oktober 1994.

Rapporteur(s) : de heer G. Pierard.

2. COMMISSIE VOOR DE BEGROTING

Overheidsboekhouding

Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 17 juli 1991.

Ingediend door de heren R. Daems, P. Dewael en E. Flament (**), n° 588/1 van 10 juli 1992.

3. COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT

Administratieve rechtbank

Wetsvoorstel betreffende de instelling van administratieve rechtbanken van eerste aanleg.

Ingediend door de heer M. Cheron en mevrouw V. Dua, n° 973/1 van 8 april 1993.

Begroting

Wetsontwerp houdende eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1995.

Ingediend door de regering, n° 1786/1 van 31 maart 1995.

Brandbestrijding

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 november 1967 houdende, voor de vredeestijd, organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand.

Ingediend door de heer J. Van Eetvelt, n° 1662/1 van 10 januari 1995.

Buitenlandse staatsburger

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de hoofdstukken VI, VII en VIII van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Ingediend door de heer H. Simons (**) en mevrouw M. Vogels (**), n° 192/1 van 19 februari 1992.

2. Voorstel van resolutie betreffende de aanmoediging van de vrijwillige terugkeer van vreemdelingen naar hun land van herkomst.

Ingediend door de heren A. De Decker en J. Gol (**), n° 225/1 van 24 februari 1992.

3. Voorstel van resolutie betreffende de bestraffing van elke vorm van medeplichtigheid aan clandestiene immigratie.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 228/1 van 27 februari 1992.

4. Wetsvoorstel houdende de invoering van een terugkeeregeling voor personen van vreemde nationaliteit.

Ingediend door de heren E. Beysen en J. Gol (**), n° 249/1 van 27 februari 1992.

5. Voorstel van resolutie betreffende de terugwijziging en uitzetting van illegaal in het land verblijvende vreemdelingen.

Ingediend door de heren E. Beysen, J. Gol (**), J. Pivin en A. De Decker, n° 250/1 van 28 februari 1992.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 18bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 356/1 van 19 maart 1992.

7. Voorstel van resolutie ertoe strekkende artikel 18bis van de wet 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen niet meer te verlengen.

Ingediend door de heren H. Simons (**), J. Vande Lanotte, D. Grimberghs, G. Vanleenhove, Y. Mayeur, mevrouw M. Vogels (**), de heren O. Maingain en V. Anciaux, n° 918/1 van 22 februari 1993.

8. Voorstel van resolutie over de noodzaak van een urgentieprogramma om het probleem van de asielzoekers en de illegale vreemdelingen in België op te lossen.

Ingediend door de heren E. Beysen en P. Dewael, n° 1188/1 van 20 oktober 1993.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 74/2 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Ingediend door de heren J. Simonet en D. Reynders, n° 1189/1 van 20 oktober 1993.

II. — Voorstellen en wetsontwerpen aanhangig bij de commissies

1. COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, HET WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS EN DE NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE EN CULTURELE INSTELLINGEN

Archief

1. Wetsvoorstel tot opheffing van de archiefwet van 24 juni 1955 en houdende organisatie van het Belgische archiefwezen.
Ingediend door de heer L. Hancké, n° 462/1 van 19 mei 1992.
Advies van de Raad van State, n° 462/2 van 19 oktober 1992.
Amendement van de heer L. Hancké, n° 462/3 van 26 april 1993.
2. Wetsvoorstel aangaande de archiefbescheiden van de nationale openbare overheden.
Ingediend door de heer H. Marsoul, n° 510/1 van 11 juni 1992.
3. Wetsvoorstel betreffende het archiefwezen.
Ingediend door de heer A. Bertouille, n° 1041/1 van 3 juni 1993.
Advies van de Raad van State, n° 1041/2 van 18 oktober 1993.
Amendement van de heer A. Bertouille, n° 1041/3 van 23 december 1993.

Bank

- Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen.
Ingediend door de heer G. Verhofstadt, n° 359/1 van 19 maart 1992.

Bescherming van de consument

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument betreffende de betoelaging van voorbarige reclame.
Ingediend door de heer H. Olaerts, n° 1637/1 van 9 december 1994.

Elektriciteitsvoorziening

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 maart 1925 op de elektriciteitsvoorziening.
Ingediend door de heren L. Barbé en R. Dejonckheere, n° 1665/1 van 13 januari 1995.

Energiebeleid

1. Wetsvoorstel tot instelling van een uitrustingsplan voor de aardgassector.
Ingediend door de heer F. Dielens, n° 1619/1 van 24 november 1994.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 173, § 1, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 met betrekking tot het opstellen van een uitrustingsplan voor elektrische energie.
Ingediend door de heer F. Dielens, n° 1626/1 van 28 november 1994.
Amendementen van de heer J. Geysels, n° 1626/2 van 15 maart 1995.
Rapporteur(s) : de heer E. Schuermans.

Kunsten

- Wetsvoorstel betreffende de federale culturele instellingen.
Ingediend door de heer S. De Clerck, n° 1085/1 van 23 juni 1993.
Advies van de Raad van State, n° 1085/2 van 11 oktober 1994.
Amendementen van de heer S. De Clerck, n° 1085/3 van 9 februari 1995.
Rapporteur(s) : mevrouw L. Nelis-Van Liedekerke.

Milieubescherming

- Voorstel van resolutie betreffende de aanleg van hoogspanningslijnen.
Ingediend door de heren L. Barbé en R. Dejonckheere, n° 1048/1 van 7 juni 1993.

Nationaal Parlement

- Wetsvoorstel betreffende de oprichting van een gemengd Comité voor de Evaluatie van Wetenschappelijke en Technologische Keuzes in de schoot van het Belgisch Parlement.
Ingediend door de heren E. Baldewijns en Ch. Janssens, n° 1212/1 van 9 november 1993.
Overgenomen door de heer A. Schellens, op 3 februari 1994 ter vervanging van de heer E. Baldewijns.
Kaft, n° 1212/2 van 3 februari 1994.
Rapporteur(s) : de heer H. Candries.

Onderwijs

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht.
Ingediend door de heren S. De Clerck en G. Vanleenhove, n° 926/1 van 3 maart 1993.

Overheidsadministratie

- Wetsvoorstel tot toekenning van rechtspersoonlijkheid, bestuurlijke en wetenschappelijke autonomie aan de tien nationale wetenschappelijke instellingen van de Staat, afhankelijk van de Minister van Wetenschapsbeleid.
Ingediend door de heer H. Marsoul, n° 506/1 van 10 juni 1992.
Amendement van de heer H. Marsoul, n° 506/2 van 17 januari 1995.
Rapporteur(s) : de heer E. Schuermans.

Overheidsopdracht

- Wetsvoorstel houdende de uitbreiding van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten op het landverzekeringscontract.
Ingediend door de heer L. Standaert, n° 686/1 van 14 oktober 1992.
Rapporteur(s) : de heer S. Platteau.

Radio- en televisieuitzending

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie.
Ingediend door de heer S. De Clerck, n° 1400/1 van 18 april 1994.
Rapporteur(s) : de heer H. Simons (**).

A. — VOORSTELLEN EN WETSONTWERPEN BIJ DE KAMER INGEDIEND (VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING)

I. — Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de behandeling in commissie beëindigd is

a) Wetsontwerp waarvan de aanneming wordt voorgesteld door de commissie

Overheidsadministratie

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen.
Ingediend door de regering, n° 1689/1 van 3 juli 1991.
Amendementen van de heren W. Draps en E. Knoops, n° 1689/2 van 12 juli 1991.
Verslag van mevrouw F. Brepoels (**), n° 1689/3 van 13 juli 1991.

Amendementen van de heren W. Draps en E. Knoops, n° 1689/4 van 2 augustus 1991.

Vervallen ingevolge de ontbinding van de Kamers van 18 oktober 1991.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 28 maart 1992.

b) Voorstellen waarvan de aanneming niet wordt voorgesteld door de commissies

Belasting

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 106 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 535/1 van 19 juni 1992.
Verslag van de heer F. Van den Eynde, n° 535/2 van 9 juni 1994.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 98, § 1, C, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 536/1 van 19 juni 1992.
Verslag van de heer F. Van den Eynde, n° 536/2 van 9 juni 1994.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 98, § 1, A, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.
Ingediend door de heer J.-P. Van Rossem, n° 537/1 van 19 juni 1992.
Verslag van de heer F. Van den Eynde, n° 537/2 van 9 juni 1994.

Gemeente

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 22 van de nieuwe gemeentewet betreffende het ontslag van raadsleden en schepenen.
Ingediend door de heer P. Tant, n° 315/1 van 10 maart 1992.
Verslag van de heer M. Van der Poorten, n° 315/2 van 16 juni 1992.

Indirecte belasting

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 45 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.
Ingediend door de heer A. Denys, n° 1236/1 van 29 november 1993.
Verslag van de heer R. Daems, n° 1236/2 van 3 februari 1995.

Onverenigbaarheid

Wetsvoorstel tot invoering van een algemeen politiek cumulatieverbod.

Ingediend door de heren P. Dewael en G. Verhofstadt, n° 998/1 van 7 mei 1993.

Verslag van de heer D. Van Mechelen, n° 998/2 van 22 februari 1995.

Oorlog

1. Wetsvoorstel tot heropening van de termijnen voor de indiening van de aanvragen met het oog op de toekenning van een statuut van nationale erkentelijkheid.

Ingediend door de heer J.-P. Detremmerie, n° 71/1 van 24 januari 1992.

Amendement van de heer G. Matagne, n° 71/2 van 24 februari 1992.

Advies van de Raad van State, n° 71/3 van 10 februari 1994.

Verslag van de heer J.-M. Delizée, n° 71/4 van 14 maart 1995.

2. Wetsvoorstel tot toekenning van een forfaitaire vergoeding aan de gewezen leden van de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië en het Gemenebest.

Ingediend door de heren A. De Decker en H. Candries, n° 1664/1 van 12 januari 1995.

Verslag van de heer J.-M. Delizée, n° 1664/2 van 14 maart 1995.

Pensioenen

Wetsvoorstel tot verlaging van de pensioenleeftijd voor werkende moeders met een beroepsloopbaan.

Ingediend door de heer E. Van Vaerenbergh, n° 157/1 van 13 februari 1992.

Verslag van de heer J. Peeters, n° 157/2 van 24 juli 1992.

De namen gevolgd door twee (**) zijn deze van de Volksvertegenwoordigers die geen deel meer uitmaakten van de Kamer tijdens de 48^e zittingsperiode.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1995 (*)

TABEL DER WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN ALS NIET-BESTAANDE BESCHOUWD ⁽¹⁾

INHOUD :

Blz.

A. VOORSTELLEN EN WETSONTWERPEN BIJ DE KAMER INGEDIEND (VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING) :

I. — Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de behandeling in commissie beëindigd is	2
II. — Voorstellen en wetsontwerpen aanhangig bij de commissies	3
1) Bedrijfsleven en Wetenschapsbeleid	3
2) Begroting	4
3) Binnenlandse zaken, Algemene zaken en Openbaar ambt	4
4) Buitenlandse betrekkingen	11
5) Financiën	13
6) Handels- en economisch recht	17
7) Infrastructuur	17
8) Justitie	19
9) Landbouw en Middenstand	29
10) Landsverdediging	30
11) Herziening van de Grondwet, institutionele hervormingen en regeling van conflicten	30
12) Naturalisaties	35
13) Reglement en hervorming van de parlementaire werkzaamheden	35
14) Sociale Zaken	35
Subcommissie belast met het onderzoek van het sociaal statuut van de kunstenaars	40
15) Volksgezondheid en leefmilieu	40
16) Verenigde Commissies	42
17) Bijzondere commissie — organisatie van de nieuwe Kamer en statuut van de toekomstige volksvertegenwoordiger	43
Bijzondere commissie — Akkoord van Schengen (ontbonden)	44
III. — Voorstellen die niet in overweging werden genomen	44
B. WETSONTWERPEN DIE WERDEN AANGENOMEN EN OVERGEZONDEN DOOR DE SENAAT	45

⁽¹⁾ Artikel 1, eerste lid, van de wet van 3 maart 1977 betreffende de gevolgen van de ontbinding van de Wetgevende Kamers ten aanzien van de vroeger ingediende ontwerpen en voorstellen van wet bepaalt :

« In geval van ontbinding van beide Kamers worden als niet-bestaande beschouwd de ontwerpen en voorstellen van wet die noch door de ene, noch door de andere ontbonden Kamer zijn aangenomen of die door de ene of door de andere ontbonden Kamer meer dan acht jaar vóór de ontbinding zijn aangenomen. »

Artikel 18 van de wet van 6 april 1995 houdende inrichting van de parlementaire overlegcommissie bedoeld in artikel 82 van de Grondwet en tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State bepaalt echter dat : « In afwijking van artikel 1 van de wet van 3 maart 1977 betreffende de gevolgen van de ontbinding der Wetgevende Kamers ten aanzien van de vroeger ingediende ontwerpen en voorstellen van wet worden de ontwerpen en voorstellen van wet die niet door beide Kamers zijn aangenomen, bij de eerstkomende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers volgend op de inwerkingtreding van dit artikel als niet bestaande beschouwd. »

Evenwel zijn van rechtswege opnieuw aanhangig bij de Kamer van volksvertegenwoordigers, de ontwerpen van wet houdende het verlenen van naturalisaties die hangende zijn in de Senaat na te zijn overgezonden door de Kamer.

(Opmerking : de tabel bevat niet alleen de wetsvoorstellen, maar eveneens andere voorstellen.)